

**Université de Montréal**

L'exonération conventionnelle de responsabilité confrontée à l'obligation essentielle du  
contrat

Par  
Charlotte Deslauriers-Goulet

Faculté de droit

Mémoire présenté à la Faculté de droit  
en vue de l'obtention du grade de Maître en droit (L.L.M.)

juin 2015

© Charlotte Deslauriers-Goulet, 2015

## Résumé

L'autonomie de la volonté demeure aujourd'hui encore, et heureusement, un fondement central du droit civil des contrats. Les principes de liberté contractuelle et de force obligatoire du contrat laissent aux contractants le choix d'aménager les différents paramètres et conditions d'exécution de leur entente, y compris de prévoir à l'avance la limitation ou même l'exclusion de la responsabilité découlant de l'inexécution du contenu contractuel.

Cette liberté n'est cependant pas sans borne. Celle-ci doit, depuis l'adoption du *Code civil du Québec*, obligatoirement s'insérer dans une philosophie morale du rapport contractuel. Ainsi, la question de savoir si l'autonomie de la volonté des contractants va jusqu'à permettre à ceux-ci de s'exonérer d'une obligation essentielle dans le rapport contractuel fait l'objet du présent mémoire.

Seront donc étudiés, d'abord, les principaux concepts juridiques interpellés par une telle problématique, soit l'exonération conventionnelle de responsabilité, d'une part, et le concept d'obligation essentielle du contrat, d'autre part. Par la suite, sera observée, dans quelle mesure les principes de liberté contractuelle et de force obligatoire du contrat sont susceptibles de fonder, sous le *Code civil du Bas-Canada*, d'abord, et sous le *Code civil du Québec*, ensuite, l'exonération conventionnelle de l'inexécution d'une obligation essentielle. La dernière partie de l'étude sera réservée à l'impact de la moralité contractuelle du *Code civil du Québec* sur l'exonération conventionnelle de responsabilité. Au regard de la jurisprudence contemporaine, cette conception morale du contrat s'oppose visiblement à ce que l'exonération conventionnelle puisse servir à dégager un contractant de l'inexécution d'une obligation essentielle.

**Mots-clés :** Contrat, obligations, responsabilité contractuelle, exonération conventionnelle de responsabilité, obligation essentielle, moralité contractuelle.

## Table des matières

<b>REMERCIEMENTS.....</b>	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE LIMINAIRE- LA PRÉSENTATION DES CONCEPTS JURIDIQUES</b>	<b>9</b>
Section I- L'exonération conventionnelle de responsabilité.....	9
Paragraphe I- La présentation de la notion .....	9
A. La terminologie et les supports matériels .....	9
B. L'objet.....	12
C. La portée.....	13
D. Les concepts rapprochés .....	16
1. La clause de renonciation à tout recours en justice .....	16
2. Les clauses qui allègent les obligations dans le contrat.....	17
3. La clause pénale.....	18
Paragraphe II- Les conditions d'application .....	20
A. Les conditions d'application sectorielles .....	21
B. Les conditions circonstanciées de mise en oeuvre.....	23
Section II- L'obligation essentielle.....	25
Conclusion du chapitre liminaire.....	31
<b>CHAPITRE I- L'APPLICATION DU PRINCIPE DE LA VALIDITÉ À</b>	
<b>L'EXONÉRATION CONVENTIONNELLE D'UNE OBLIGATION ESSENTIELLE</b>	
.....	<b>33</b>
Section I- Le rejet de la transposition de la <i>fundamental breach of contract</i> .....	33
Paragraphe I- La nécessaire distinction entre les traditions de droit civil et de common law.....	34
Paragraphe II- La <i>fundamental breach of contract</i> : règle étrangère à la tradition civiliste.....	36
Section II- Le respect de la volonté comme fondement de l'exonération conventionnelle d'une obligation essentielle .....	39
Paragraphe I- La liberté contractuelle quant à la conception du contrat .....	42
A. La notion de liberté contractuelle .....	42
B. L'application .....	43
1. Sous le Code civil du Bas-Canada.....	44
2. Sous le Code civil du Québec .....	46
Paragraphe II- La force obligatoire quant à l'exécution du contrat.....	49
A. La notion de force obligatoire du contrat.....	50
B. L'application .....	51
1. Sous le Code civil du Bas-Canada.....	51
2. Sous le Code civil du Québec .....	55
Conclusion du chapitre I.....	59
<b>CHAPITRE II- LE REJET DU PRINCIPE DE LA VALIDITÉ: VERS LE</b>	
<b>DÉVELOPPEMENT D'UNE EXCEPTION PRÉTORIENNE FONDÉE SUR LA</b>	
<b>MORALITÉ CONTRACTUELLE .....</b>	<b>61</b>
Section I- La présentation de la moralité contractuelle .....	61

Paragraphe I- Les principales illustrations de la moralité contractuelle : la bonne foi et l'équité .....	62
Paragraphe II- Le rôle du juge dans la mise en oeuvre de la moralité contractuelle ..	65
Section II- La traduction jurisprudentielle de la moralité contractuelle en matière d'exonération conventionnelle d'une obligation essentielle.....	66
Paragraphe I- L'opportunité explicite : le recours aux notion-standards.....	67
A. La clause abusive .....	68
1. La notion de clause abusive .....	68
2. L'application .....	71
B. La faute lourde .....	76
1. La notion de faute lourde .....	77
2. L'application .....	79
Paragraphe II- L'opportunité implicite : l'instrumentalisation de la moralité contractuelle.....	83
A. Le résultat de l'interprétation du contrat.....	84
B. Le résultat de la création d'une règle autonome fondée sur la moralité contractuelle.....	89
Conclusion du chapitre II.....	94
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>96</b>
<b>TABLE DE LA JURISPRUDENCE .....</b>	<b>99</b>
<b>MONOGRAPHIES ET OUVRAGES COLLECTIFS .....</b>	<b>103</b>
<b>ARTICLES DE REVUES ET ÉTUDES D'OUVRAGES COLLECTIFS.....</b>	<b>108</b>

## REMERCIEMENTS

Je désire exprimer ma reconnaissance, et chaleureusement remercier ma directrice de mémoire, la professeure Marie Annik Grégoire, pour les conseils judicieux qu'elle m'a donnés au cours de mon passage à la maîtrise. Ses interventions ont fait de la rédaction de ce mémoire un processus précieux d'apprentissage, qui me servira, j'en suis persuadée, tout au long de ma carrière. Je veux également remercier le professeur Benoît Moore, pour son intérêt et son appui dans les différents projets que j'ai entrepris depuis mon arrivée aux études supérieures. Sa confiance fut pour moi une source de motivation inestimable. J'aimerais en outre souligner l'apport financier de la Chaire Jean-Louis Baudouin en droit civil, du cabinet Fasken Martineau DuMoulin, ainsi que de la Faculté des études supérieures et postdoctorales. Leur générosité m'a permis de consacrer à mes projets académiques tout le temps et l'attention qu'ils nécessitaient.

J'ai par ailleurs eu la chance d'être entourée par des personnes aimantes et patientes. Chlo, Math, Clara, Antoine et particulièrement Charles, merci du fond du coeur. Je remercie aussi les amis et collègues de la Chaire, qui ont égaillé le quotidien de la rédaction. Un remerciement spécial à Jérémie, pour ton temps, ta rigueur et ton talent. Merci finalement à ma famille pour les encouragements constants et la confiance inébranlable qu'ils m'ont témoignée. Maman, tu m'as donné le souffle qu'il me fallait pour me rendre jusqu'au bout.

À vous, merci.

Charlotte

## **INTRODUCTION**

L'exonération conventionnelle de responsabilité incarne la confrontation de deux principes fondateurs du droit civil québécois<sup>1</sup>. D'un côté se trouve le principe d'autonomie de la volonté, qui suppose, dans les limites de l'ordre public, la parfaite liberté des parties d'aménager le contenu de leurs conventions. On parle alors plus spécifiquement de la liberté contractuelle. De l'autre, le principe au cœur même de la responsabilité contractuelle veut que les parties répondent obligatoirement de l'inexécution d'une obligation librement consentie par contrat. La conciliation difficile entre ces deux principes fondamentaux a, durant un certain temps, fait vaciller la jurisprudence quant à la possibilité de s'exonérer conventionnellement de sa responsabilité<sup>2</sup>.

Dès 1898, la Cour suprême fut amenée à se pencher sur cette question dans l'affaire *Glengoil Steamship c. Pilkington*<sup>3</sup>. Elle décida, à cette occasion, de faire prévaloir l'autonomie de la volonté des parties contractantes. Elle déclara en effet que les clauses d'exonération de responsabilité n'étaient pas immorales en soi, mais plutôt conformes à la liberté contractuelle. Si ces propos de la Cour suprême n'avaient été introduits qu'en *obiter* dans la décision, la tendance à reconnaître la validité de principe de l'exonération conventionnelle de responsabilité est définitivement apparue avec deux autres affaires postérieures de la Cour suprême<sup>4</sup>. En 1919, la Cour d'appel du Québec, toujours au nom de la liberté contractuelle, l'endossa à son tour avec l'affaire *Canadian Northern Quebec Railway Co. c. Argenteuil Lumber*<sup>5</sup>. Les tribunaux inférieurs du Québec ont par la suite, avec constance, suivi cette orientation. Depuis, l'exonération conventionnelle de

---

<sup>1</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 2969, p. 1851 ; Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, «Les obligations», 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 868, p. 1073.

<sup>2</sup> Pour un historique de l'admissibilité de l'exonération conventionnelle, voir : Claude MASSE, *Loi sur la protection du consommateur : analyse et commentaires*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1999, p. 180 et ss.

<sup>3</sup> *Glengoil Steamship c. Pilkington*, (1898) 28 R.C.S. 146.

<sup>4</sup> *Queen c. Grenier*, (1899) 30 R.C.S. 42 et *Vipond c. Furness Withy*, (1916) 25 B.R. 325, (1916) 54 R.C.S. 521.

<sup>5</sup> *Canadian Northern Quebec Railway Co. c. Argenteuil Lumber*, (1919) 28 B.R. 408.

responsabilité est en principe valide en matière contractuelle. Et, de nos jours, elle est excessivement courante. En dépit de l'autonomie de la volonté qui fonde le principe de la validité de l'exonération conventionnelle de responsabilité, les tribunaux ont, tant sous le *Code civil du Bas-Canada* (C.c.B.C.), et plus encore depuis l'adoption du *Code civil du Québec* (C.c.Q.), eu tendance à voir ces stipulations contractuelles d'un mauvais œil. Ainsi, ils ont développé, au fil du temps, nombreuses conditions d'application du principe instauré par la Cour suprême. Au moment de la réforme du Code civil, le législateur saisit l'occasion de codifier certaines conditions qui visait à limiter soit la légalité, ou sinon l'effectivité de l'exonération conventionnelle de responsabilité. Or, au-delà des conditions d'application aujourd'hui codifiées expressément dans la loi, il semble que, se prévalant de leurs larges pouvoirs discrétionnaires d'intervention au contrat, les magistrats s'autorisent à tempérer davantage encore le principe de la validité de l'exonération conventionnelle de responsabilité.

En ce sens, surplombant le principe d'autonomie de la volonté des parties, une tendance jurisprudentielle importante considère aujourd'hui qu'il ne serait pas possible de se prévaloir de l'exonération conventionnelle afin de se dégager de la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation considérée comme étant essentielle dans le rapport contractuel. Force est cependant d'admettre que les justifications de cette tendance prétorienne demeurent aujourd'hui plutôt obscures, ce qui rend incertain l'état du droit à ce sujet.

À l'occasion de ce mémoire, nous espérons, bien humblement, jeter un peu de lumière sur cette tendance jurisprudentielle à refuser au contractant qu'il puisse conventionnellement s'exonérer de l'exécution d'une obligation essentielle.

Dans la perspective d'accomplir cette analyse, il est avant tout nécessaire de présenter les deux principaux éléments au cœur de notre problématique. Il s'agit du concept juridique d'exonération conventionnelle de responsabilité d'une part, et de la notion d'obligation essentielle du contrat, d'autre part (chapitre liminaire).

Cela fait, nous pourrons en un deuxième temps évaluer l'application du principe de la validité instauré par la Cour suprême au nom de l'autonomie de la volonté, par rapport à la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat (chapitre I).

Enfin, nous verrons que l'adoption du *Code civil du Québec* a opéré un changement fondamental des valeurs contractuelles. Au-delà du principe de l'autonomie de la volonté des parties contractantes, lequel était fortement mis à l'avant-plan à l'époque du *Code civil du Bas-Canada*, le Code civil de 1994 exige dorénavant que la moralité contractuelle habite les relations contractuelles. Cette exigence contemporaine du droit québécois des contrats autorise, voire encourage, le juge à anéantir les effets de l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle du contrat. Nous nous intéresserons ainsi au rejet du principe de la validité de l'exonération conventionnelle dans la perspective du développement d'une exception prétorienne fondée sur la moralité contractuelle (chapitre II).



## **CHAPITRE LIMINAIRE- LA PRÉSENTATION DES CONCEPTS JURIDIQUES**

Les deux éléments sur lesquels il est nécessaire de se pencher avant de procéder à une analyse définitive de notre problématique sont le régime juridique de l'exonération conventionnelle de responsabilité, d'une part (Section I), et le concept d'obligation essentielle d'autre part (Section II).

### **Section I- L'exonération conventionnelle de responsabilité**

En premier lieu, attardons-nous un moment sur les principaux paramètres de l'exonération conventionnelle de responsabilité en droit civil québécois. Pour ce faire, nous présenterons d'abord l'exonération conventionnelle de responsabilité (Paragraphe I). Nous ferons ensuite une revue de ses principales conditions d'application dans l'état actuel du droit (Paragraphe II).

#### **Paragraphe I- La présentation de la notion**

Afin de mieux cerner la notion d'exonération conventionnelle de responsabilité, il y a lieu de présenter d'abord la terminologie et les différents supports matériels de l'exonération conventionnelle de responsabilité (A). Nous apporterons certaines précisions, ensuite, relatives à son objet (B) et à sa portée (C). Nous verrons finalement certaines notions ou montages contractuels qui peuvent en être rapprochés d'un point de vue pratique (D).

##### ***A. La terminologie et les supports matériels***

L'exonération conventionnelle de responsabilité est susceptible de porter différentes appellations dans le discours jurisprudentiel et doctrinal. On recense notamment les expressions suivantes : «clause de limitation de responsabilité»<sup>6</sup>, «clause de responsabilité

---

<sup>6</sup> *Fortis Corporate Insurance c. SDV Logistiques (Canada) inc.*, 2009 QCCS 1983, par. 22; Jean-Louis BAUDOUIN, Patrice DESLAURIERS et Benoît MOORE, *La responsabilité civile, volume 1 : principes généraux*, 8<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2014, no. 1-44, p. 28.

limitée»<sup>7</sup>, «clause limitative de responsabilité»<sup>8</sup>, «clause évasive de responsabilité»<sup>9</sup>, «clause de non-responsabilité»<sup>10</sup>, «clause d'irresponsabilité»<sup>11</sup>, «clause d'exclusion de responsabilité»<sup>12</sup>, «clause d'exonération de responsabilité»<sup>13</sup>, «clause d'exemption de responsabilité»<sup>14</sup>, «clause exonératoire de responsabilité»<sup>15</sup>, ou encore «clause exonératrice de responsabilité»<sup>16</sup>.

L'exonération conventionnelle peut soit limiter, soit exclure totalement la responsabilité. Ainsi, la *clause limitative* de responsabilité se définit comme étant la «[c]lause par laquelle les parties conviennent à l'avance de limiter la responsabilité découlant, pour le débiteur, de l'inexécution d'une obligation»<sup>17</sup>. La *clause d'exclusion* de responsabilité se définit, elle, comme étant la «[c]lause par laquelle les parties conviennent à l'avance de supprimer la responsabilité découlant, pour le débiteur, de l'inexécution d'une obligation»<sup>18</sup>.

---

<sup>7</sup> *Lamothe c. 9153-9288 Québec inc. (Cowansville Mazda)*, 2013 QCCQ 4903, par. 24.

<sup>8</sup> *Ferme Franky 2004 inc. c. Gestions Pierre Saint-Cyr inc. (Centrale de contrôle d'alarmes du Québec)*, 2014 QCCA 848, par. 3. Maurice TANCELIN, *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson et Lafleur, 2009, no. 1104, p. 791 ; Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 867, p. 1073.

<sup>9</sup> *Banque de Montréal c. Manuvie, la compagnie d'assurance-vie manufacturers*, 1993 CanLII 4349 (QC CA), par. non numérotés.

<sup>10</sup> *Burgos c. Pivotal Payments*, 2009 QCCQ 18593, par. 2; Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 2968, p. 1850.

<sup>11</sup> *Cholette c. 3667456 Canada inc. (PMT Construction)*, 2010 QCCQ 9887, par. 83.

<sup>12</sup> *Plaza Rock Forest inc. c. Gauthier*, 1996 CanLII 6181 (QC CA), par. non numérotés; Jean-Louis BAUDOUIN, Patrice DESLAURIERS et Benoît MOORE, *La responsabilité civile, volume 1 : principes généraux*, 8<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2014, no. 1-44, p. 28.

<sup>13</sup> *Hydro-Québec c. Landry*, 2010 QCCS 3762, par. 2; Claude MASSE, *Loi sur la protection du consommateur : analyse et commentaires*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1999, p. 180.

<sup>14</sup> *Blais c. Fox*, 2006 QCCS 6326, par. 4.

<sup>15</sup> *Beaulieu c. Falardeau*, 2010 QCCQ 4744, par. 3; Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 868, p. 1073.

<sup>16</sup> Maurice TANCELIN, *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson et Lafleur, 2009, no. 1104, p. 791.

<sup>17</sup> CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PRIVÉ ET COMPARÉ DU QUÉBEC, *Dictionnaire de droit privé et lexiques bilingues- Les obligations*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2003, p. 54.

<sup>18</sup> CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PRIVÉ ET COMPARÉ DU QUÉBEC, *Dictionnaire de droit privé et lexiques bilingues- Les obligations*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2003, p. 51.

La distinction entre la clause qui limite la responsabilité et celle qui l'exclue totalement se joue essentiellement, on le constate, au niveau du degré de la limitation : totale ou partielle<sup>19</sup>. Si cette distinction a bien sûr son importance, il n'en demeure pas moins que les clauses de limitation et d'exclusion de responsabilité sont en principe soumises aux mêmes règles<sup>20</sup>.

En parallèle de la clause contractuelle, l'exonération conventionnelle peut se matérialiser dans un *avis* qui supprime ou limite, à l'avance, la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation. Si la clause est insérée au contrat, l'avis, lui, est matériellement extérieur à celui-ci<sup>21</sup>. Il peut prendre différentes formes. On pense, par exemple, à une mention à l'endos d'un billet ou d'un reçu, ou encore à une affiche apposée sur un mur. Or, la distinction entre la clause et l'avis d'exonération de responsabilité ne retiendra pas longtemps notre attention, puisque ceux-ci sont, de façon générale, tous deux régis indistinctement par les mêmes règles<sup>22</sup>.

Dans le présent mémoire, l'expression «exonération conventionnelle de responsabilité» sera donc utilisée, sauf mention à l'effet contraire, à la fois pour faire référence à la clause et à l'avis qui limite ou exclut complètement la responsabilité.

---

<sup>19</sup> Maurice TANCELIN, *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson et Lafleur, 2009, no. 1104, p. 791 y discerne pour sa part une distinction d'objet, alors qu'il considère que les clauses de limitation de responsabilité s'attachent à l'évaluation des dommages et intérêts, alors que les clauses d'exclusion, elles, portent sur le droit aux dommages et intérêts.

<sup>20</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 867, p. 1073.

<sup>21</sup> Nathalie VÉZINA, «Cas d'exonération et partage de responsabilité en matière contractuelle», *JurisClasseur Québec*, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 31, Montréal, LexisNexis Canada, à jour au 1<sup>er</sup> avril 2014, no. 23.

<sup>22</sup> Pour plus de détails sur la distinction entre avis et clause, voir : Nathalie VÉZINA, «Cas d'exonération et partage de responsabilité en matière contractuelle», *JurisClasseur Québec*, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 31, Montréal, LexisNexis Canada, à jour au 1<sup>er</sup> avril 2014, no. 23. Il faut remarquer que la distinction entre la clause au contrat et l'avis qui en est matériellement extérieur, peut néanmoins avoir un impact considérable sur l'effectivité de l'exonération de responsabilité. Cela est dû au fait que l'exonération exprimée dans une clause au contrat porte généralement la signature des parties, contrairement à l'avis d'exclusion. Or, nous le verrons plus loin, l'effectivité de l'exonération de responsabilité est soumise à la preuve par celui qui souhaite s'en prémunir, que l'autre partie en a effectivement eu connaissance au moment de la formation du contrat.

## **B. L'objet**

Apportons maintenant certaines précisions en ce qui concerne l'objet spécifique de l'exonération conventionnelle de responsabilité. Théoriquement, celle-ci vise le droit de réclamer du débiteur les dommages et intérêts qui naîtrait normalement de l'inexécution en nature d'une obligation faisant partie du contenu contractuel<sup>23</sup>. Ainsi, comme l'indique une auteure<sup>24</sup>, il faut remarquer que ce n'est pas un élément du contenu obligationnel<sup>25</sup> qui fait l'objet de l'exclusion en présence d'une exonération conventionnelle de responsabilité<sup>26</sup>.

Lorsque cela est possible<sup>27</sup>, il est opportun de ne pas perdre de vue cette précision particulière, puisqu'elle pourrait certaines fois avoir une incidence sur les recours du créancier frustré qui se voit opposer la clause en question. Notamment, dans le contrat de vente, ne pas distinguer la clause d'exonération de responsabilité du vendeur en cas de vice (qui concerne le droit de réclamer des dommages et intérêts), et la clause d'exclusion de la garantie de qualité (qui, elle, concerne le contenu obligationnel), est selon nous doublement susceptible de nuire aux recours de l'acheteur contre le vendeur du bien<sup>28</sup>. D'abord, la clause de non-garantie prévue dans le contrat de vente initial est opposable au sous-acquéreur. En conséquence, celui-ci serait privé d'un recours contre le vendeur de son vendeur, à moins que ce dernier soit visé par l'article 1730 C.c.Q. (fabricant,

---

<sup>23</sup> Voir dans le même sens : Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 2968, p. 1850 et 1851 (nbp 75). Art. 1458 C.c.Q. Tel que mentionné, selon Maurice Tancelin, dans le cas d'une clause de limitation de responsabilité, l'objet de la clause s'attache à l'évaluation des dommages, plutôt que, dans le cas d'une clause d'exclusion, au droit de créance relatif à ceux-ci.

<sup>24</sup> Nathalie VÉZINA, «Cas d'exonération et partage de responsabilité en matière contractuelle», *JurisClasseur Québec*, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 31, Montréal, LexisNexis Canada, à jour au 1<sup>er</sup> avril 2014, no. 19 et 20.

<sup>25</sup> Lequel élément se trouverait autrement au contrat parce que la loi l'y ajoute de façon supplétive, ou parce que les juges l'ajoutent normalement à titre d'obligation implicite (art. 1434 C.c.Q.).

<sup>26</sup> Nous passons outre certaines nuances qui pourraient être apportées sur l'idée du contenu obligationnel, et par extension, sur la notion même d'obligation. Voir à ce sujet: Pascal ANCEL, «Force obligatoire et contenu obligationnel du contrat», *RTD Civ.*, 1999, 771.

<sup>27</sup> La rédaction de ces clauses rend parfois difficile, voire impossible leur distinction...

<sup>28</sup> Quoi qu'il en soit, comme nous le verrons sous peu, doctrine et jurisprudence refusent généralement que le vendeur puisse, par cette distinction de concepts, se dégager indirectement de sa responsabilité, alors qu'il ne peut directement le faire. Voir *infra* quant aux clauses qui allègent les obligations dans le contrat.

distributeur, fournisseur) ou qu'il s'agisse d'un contrat soumis à la *Loi sur la protection du consommateur*<sup>29</sup>. Quant à la clause d'exonération de responsabilité du vendeur prévue dans le contrat de vente initial, celle-ci n'est pas, théoriquement, opposable à l'acquéreur subséquent<sup>30</sup>. En deuxième lieu, comme le soulignent Didier Lluelles et Benoît Moore<sup>31</sup>, la clause d'exclusion de garantie devrait en théorie priver l'acheteur de tous les moyens dont il peut se prévaloir en cas d'inexécution (1590 et 1604 C.c.Q.), puisque le vendeur n'étant pas, en amont, redevable de la garantie de qualité, l'acheteur ne peut, en aval, en sanctionner le défaut, ni en forcer l'exécution. À l'inverse, la clause d'exonération de responsabilité prive en théorie l'acheteur uniquement du moyen relatif à l'octroi de dommages et intérêts, celui-ci pouvant toujours demander, par exemple, la résiliation ou la résolution du contrat de vente, ou encore la réduction de son obligation corrélative (par exemple, la réduction du prix).

### ***C. La portée***

Attardons-nous un moment sur la portée de l'exonération conventionnelle de responsabilité quant aux parties, et voyons également comment se traduit le principe de l'effet relatif du contrat relativement à l'exonération conventionnelle de responsabilité.

Tel que mentionné, entre les parties, l'exonération conventionnelle de responsabilité s'attache au droit du créancier de réclamer du débiteur des dommages et intérêts advenant l'inexécution en nature d'une obligation contractuelle. En ce qui concerne la nature des

---

<sup>29</sup> *Loi sur la protection du consommateur*, RLRQ c P-40.1, art. 53, 54. En effet, le recours du sous-acquéreur se fonde sur la passation de droits accessoires (art. 1442 C.c.Q.), et on ne peut, en toute logique, passer plus de droits que ceux que l'on possède.

<sup>30</sup> Puisque cette clause s'attache à la responsabilité du vendeur plutôt qu'au contenu obligationnel, elle ne devrait pas être opposable à l'acquéreur subséquent du bien. En effet, dans ce cas, ce n'est pas la garantie à proprement parler qui a été exclue dans le premier contrat. Celle-ci a donc été transférée à l'acquéreur subséquent (art. 1442 C.c.Q.). Dès lors, en raison du principe de l'effet relatif du premier contrat de vente, la clause d'exonération de responsabilité qui y est prévue est inopposable à l'acquéreur subséquent.

<sup>31</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 2968, p. 1851 (note de bas de page no. 75). Voir dans le même sens : Nathalie VÉZINA, «Cas d'exonération et partage de responsabilité en matière contractuelle», *JurisClasseur Québec*, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 31, Montréal, LexisNexis Canada, à jour au 1<sup>er</sup> avril 2014, no. 19.

dommages que vise l'exonération conventionnelle, nous envisageons que pour des raisons relatives à l'ordre public, la portée de la clause d'exonération se limite aux dommages et intérêts compensatoires.

Ainsi, selon Didier Luelles et Benoît Moore<sup>32</sup>, si, lorsqu'elle est légale et opérationnelle, l'exonération de responsabilité prive le créancier d'obtenir des dommages et intérêts, elle ne le prive pas pour autant des autres moyens<sup>33</sup> prévus aux articles 1590 et 1604 C.c.Q. telles la résiliation<sup>34</sup> ou encore la réduction de l'obligation corrélative. Elle n'empêche pas non plus le créancier de forcer, lorsque cela est possible, l'exécution en nature de l'obligation en cause<sup>35</sup>, de même que de demander la résolution du contrat.

De cette dernière observation découle la question de savoir si la résolution, qui se distingue des autres moyens par l'anéantissement rétroactif des effets du contrat<sup>36</sup>, rend possible la réclamation de dommages et intérêts malgré l'exonération conventionnelle de responsabilité<sup>37</sup>. En France, des auteurs<sup>38</sup> se sont penchés de plus près sur cette question,

---

<sup>32</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 2968, p. 1850 et 1851.

<sup>33</sup> À cet égard, force est de constater qu'il arrive que l'exonération conventionnelle de responsabilité, si elle ne prive pas *a priori* le créancier frustré de tout recours, peut néanmoins en avoir l'effet concret. Ce serait le cas lorsque l'exécution de l'obligation par équivalent (l'octroi de dommages et intérêts) dont le créancier frustré se voit privé par l'exonération conventionnelle, constitue le seul moyen qui puisse réparer le préjudice causé par l'inexécution contractuelle. Par exemple, lorsque l'utilité de l'obligation pour le créancier était soumise à son exécution dans un certain délai, ou éventuellement encore, si l'obligation en question en était une *intuitu personae*.

<sup>34</sup> Par exemple dans *Sillons Le disquaire inc. c. Datagil Informatique inc.*, J.E. 98-1148 (C.Q.), le juge applique l'exonération de responsabilité et refuse donc d'accorder des dommages et intérêts à la partie demanderesse. Néanmoins, il accepte d'accorder la résiliation du contrat en raison de l'inexécution contractuelle de la partie défenderesse.

<sup>35</sup> Dans le cas d'une clause qui limite la responsabilité, le créancier pourrait selon nous cumuler l'exécution en nature de l'obligation et les dommages et intérêts qui ne sont pas limités par la clause, jusqu'à concurrence, cependant, du préjudice effectivement subi.

<sup>36</sup> Article 1606 C.c.Q. : «Le contrat résolu est réputé n'avoir jamais existé; chacune des parties est, dans ce cas, tenue de restituer à l'autre les prestations qu'elle a reçues.

Le contrat résilié cesse d'exister pour l'avenir seulement.»

<sup>37</sup> La question se pose d'autant plus puisque, indépendamment de la présence de l'exonération conventionnelle de responsabilité dans le contrat, les auteurs considèrent habituellement que des dommages-intérêts peuvent s'ajouter à la résolution, afin de réparer un préjudice qui ne saurait être effacé par la simple restitution des prestations. : Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal,

et certains ont considéré que la survie d'une clause d'exonération devait primer dans ce cas, pour autant qu'elle n'élide pas toute compensation d'une part<sup>39</sup>, et que la clause ne soit pas atteinte de la même cause de nullité que le contrat lui-même, d'autre part. Il s'agit selon nous d'une solution satisfaisante.

Quant aux tiers, la portée de l'exonération conventionnelle est soumise au principe de l'effet relatif du contrat<sup>40</sup>. Il n'est ainsi pas possible pour les parties d'exclure ou de limiter leur responsabilité à l'égard d'un tiers par une clause au contrat, ni d'ailleurs par un avis<sup>41</sup>. La Cour d'appel a en ce sens considéré que la clause d'exonération de responsabilité prévue au bail commercial n'aura aucun effet sur le sous-locataire ou sur les employés du locataire<sup>42</sup>. Ceci dit, force est d'admettre que lorsque la situation

---

éditions Thémis, 2012, no. 2906, p. 1808 ; Louise LANGEVIN et Nathalie VÉZINA, coll. de droit 2013-2014, Chapitre III - L'exécution de l'obligation, Cowansville, éditions Yvon Blais, p. 88 ; Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 694, p. 803. Nous avons repéré qu'une seule décision québécoise se penchant sur cette considération, mais la question n'a été, en fin de compte, que soulevée : *Entreprises Jean Baillargeon (Les) c. Coffrage Efco inc.* J.E. 2002-521 (C.S.) ; renversé pour d'autres motifs : J.E. 2002-521 (C.A.).

<sup>38</sup> Jacques GHESTIN, Grégoire LOISEAU et Yves-Marie SERINET, *Traité de droit civil- tome 2 : l'objet et la cause-les nullités*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, L.G.D.J., 2013, no. 2597, p. 1272. Voir aussi : Damien CHENU, «Les clauses contractuelles autonomes», *Thèse de doctorat*, Université François-Rabelais, Tours, 2010, no. 345 : pour lui, la clause doit s'appliquer en cas d'annulation à condition que les parties aient voulu, de façon expresse, les rendre autonomes.

<sup>39</sup> Ce serait notamment le cas, il semble, si l'utilité de l'obligation pour le créancier était soumise à la promptitude de son exécution. Ainsi, le bien doit être livré à l'acheteur à telle date, puisqu'il est acheté aux fins d'un événement ayant lieu à tel moment. Advenant que le bien soit livré en retard (après l'événement auquel il devait servir), ce n'est véritablement que les dommages et intérêts qui peuvent servir à compenser le créancier, l'exécution en nature de l'obligation étant devenu tout à fait inutile, tandis que la résiliation ou la résolution du contrat deviennent tout à fait insignifiants. Dans ce cas, donc, la clause d'exonération devrait s'éteindre.

<sup>40</sup> Le principe de l'effet relatif est prévu à l'article 1440 C.c.Q. À ce sujet, voir : Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 2252 et ss, p. 1309 et ss. Maurice Tancelin établit un lien intéressant entre cette question l'impossibilité de cumuler les recours. Voir : Maurice TANCELIN, *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éd. Wilson et Lafleur, 2009, no. 1105, p. 792. L'exonération de responsabilité peut néanmoins, vis-à-vis du tiers, avoir l'effet de dénoncer un risque, ce qui influera éventuellement sur l'appréciation de la faute contributive de la victime : Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 874, p. 1081.

<sup>41</sup> Quant à l'avis, l'article 1476 C.c.Q. le prévoit expressément.

<sup>42</sup> *Assurances Reliance c. Fraternité des policiers de la Communauté urbaine de Montréal*, [1991] R.R.A. 283 (C.A.).



litigieuse s'inscrit dans un groupe de contrats, l'effet relatif de l'exonération conventionnelle de responsabilité soulève d'innombrables questions, qui, dans l'état actuel des choses, demeurent malheureusement sans réponse<sup>43</sup>.

#### ***D. Les concepts rapprochés***

Certaines notions ou montages contractuels, bien qu'ils ne relèvent pas, à première vue, de l'exonération conventionnelle, sont en pratique assimilés à celle-ci, en ce qu'ils ont dans certains cas l'effet d'immuniser, totalement ou partiellement, le débiteur contre une inexécution contractuelle.

##### **1. La clause de renonciation à tout recours en justice**

Selon une doctrine<sup>44</sup>, il y a lieu d'assimiler à une clause d'exclusion de responsabilité, la renonciation conventionnelle du créancier victime d'une inexécution contractuelle à exercer tout recours en justice contre le débiteur, dans l'éventualité d'une faute de sa part. La Cour d'appel abondait en ce sens dans l'affaire *Investissements René St-Pierre inc. c. Zurich, compagnie d'assurances*<sup>45</sup>.

Didier Lluelles et Benoît Moore soulignent qu'on peut d'ailleurs sérieusement remettre en doute l'efficacité d'une clause qui écarterait toute sanction, puisque celle-ci «nierait ce qui distingue le contrat proprement dit -porteur d'obligations susceptibles de sanctions judiciaires- du simple engagement de convenance»<sup>46</sup>.

---

<sup>43</sup> Sur le groupe de contrats, voir : Pierre-Gabriel JOBIN, «Comment résoudre le casse-tête d'un groupe de contrats», 2012 46 *RJT* 9.

<sup>44</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 867, p. 1073.

<sup>45</sup> *Investissements René St-Pierre inc. c. Zurich, compagnie d'assurances*, 2007 QCCA 1269, par. 31. La Cour applique d'ailleurs la règle de l'article 1474 C.c.Q. relative à l'exonération conventionnelle à cette clause.

<sup>46</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 2968, p. 1851.



## 2. Les clauses qui allègent les obligations dans le contrat

On peut dans certains cas rapprocher la clause qui exclut un élément du contenu obligationnel en allégeant les obligations<sup>47</sup> qui se trouveraient autrement au contrat<sup>48</sup>, à la clause d'exonération conventionnelle de responsabilité. Le rapprochement de ces deux concepts se justifie aisément par des considérations casuistiques. En effet, il y aurait lieu de les rapprocher dans la mesure où la distinction théorique entre la clause d'exonération de responsabilité et la clause qui allège le contenu obligationnel permettrait en pratique à un contractant de faire indirectement ce qui lui est interdit de faire directement.

Illustrons cela par deux exemples. Premièrement, dans le contrat de vente, doctrine et jurisprudence refusent généralement de distinguer la clause d'exonération de responsabilité du vendeur en cas de vice, de celle qui exclut conventionnellement la garantie légale<sup>49</sup>. Autrement, en déguisant la clause d'exclusion de garantie par une rédaction habile du contrat, le vendeur arriverait à se dégager de son fait personnel ou de son obligation de divulguer les vices dont il avait connaissance au moment de la vente, alors que cela est formellement prohibé par l'ordre public dans les règles relatives à la garantie conventionnelle du vendeur<sup>50</sup>. Deuxièmement, dans la même veine, mais au-delà

---

<sup>47</sup> À titre général, voir : Philippe DELEBECQUE, *Les clauses allégeant les obligations dans les contrats*, Thèse de doctorat, Aix en provence, Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix Marseille III, 1981 ; Geneviève VINEY et Patrice JOURDAIN, *Traité de droit civil-les effets*, 3e éd., Paris, éditions L.G.D.J., 2010, no. 181-1, p. 439 et 440.

<sup>48</sup> Soit parce que la loi l'ajoute de façon supplétive, ou parce que celui-ci se retrouve au contrat puisque le juge l'y ajoute habituellement par l'article 1434 C.c.Q. Pour une étude quant à la nature et à la validité de clauses destinées à éviter le contrat de certaines obligations, voir: Didier LLUELLES, «Effets du contrat», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 7, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 7 juillet 2012.

<sup>49</sup> Pierre-Gabriel JOBIN, avec la collaboration de Michelle CUMYN, *La vente*, 3<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2007, no. 185, p. 249 ; Jacques DESLAURIERS, *Vente, louage, contrat d'entreprise ou de service*, 2e édition, éditions Wilson & Lafleur, 2013, no. 692, p. 229 ; Jeffrey EDWARDS, *La garantie de qualité du vendeur en droit Québécois*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2009, no. 295, p. 134.

<sup>50</sup> Articles 1732 et 1733 C.c.Q. En ce sens : Pierre-Gabriel JOBIN, avec la collaboration de Michelle CUMYN, *La vente*, 3<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2007, no. 185, p. 249. Voir aussi les propos du juge Pratte dans *General Motors Products of Canada Ltd. c. Kravitz*, [1979] 1 R.C.S. 790 (C.S.C.), p. 800. De l'autre côté, en assimilant la clause d'exclusion de garantie à la clause d'exonération de responsabilité du vendeur, cela permet de considérer que la clause d'exclusion de la garantie légale est susceptible de se heurter aux limitations prévues dans le régime de droit commun de l'exonération de responsabilité

du contrat de vente, admettre la distinction entre la clause qui allège les obligations et celle qui exonère de la responsabilité permettrait par exemple à une station de ski d'exclure spécifiquement son obligation de surveiller son client débutant, dans un contrat où elle s'engage à lui donner des leçons de ski<sup>51</sup>. Ce faisant, indirectement, la station de ski parviendrait à se dégager de sa responsabilité relativement au préjudice corporel causé par la négligence de l'instructeur. Ce serait donc dans le but d'appliquer le régime le plus favorable à la victime qu'il y aurait lieu d'assimiler la clause qui allège les obligations d'une partie à celle qui exonère de la responsabilité.

En ce sens, la Cour d'appel reconnaît d'ailleurs expressément, dans *Karrum Realities Inc.*<sup>52</sup>, l'assimilation envisageable entre une clause du bail commercial qui amoindrit l'obligation du locateur de fournir la jouissance paisible des lieux loués et la clause d'exonération de responsabilité du locateur relativement à cette même obligation.

### 3. La clause pénale

La clause pénale se définit dans le *Code civil du Québec* comme étant celle par laquelle les parties «évaluent par anticipation les dommages-intérêts en stipulant que le débiteur se soumettra à une peine au cas où il n'exécuterait pas son obligation»<sup>53</sup>. Cette clause se distingue donc, voire s'oppose, par nature à l'exonération conventionnelle : la première

---

(notamment à l'article 1474 C.c.Q. pour la faute lourde ou intentionnelle du vendeur). Voir par exemple : *Garage Robert inc. c. 2426-9888 Québec inc.*, 2001 CanLII 9967 (C.A.), par. 20 ; *Savaria c. Davignon*, 2010 QCCS 6443, par. 17 ; *Gagnon c. Brochu*, 2006 QCCQ 6738, par. 41.

<sup>51</sup> Cet exemple est tiré de Adrian POPOVICI, «Des obligations : variations utiles et futiles sur le concept d'obligation», dans Marie-France BUREAU et Mathieu DEVINAT (dir.), *Les livres du Code civil du Québec*, Sherbrooke, éditions Revue de Droit de l'Université de Sherbrooke, 2014, p. 155, à la p. 160.

<sup>52</sup> *Karrum Realities Inc. c. Ama Investments Inc.*, 2007 QCCA 880, par. 35.

<sup>53</sup> Art. 1622 C.c.Q. Voir aussi la définition offerte dans CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PRIVÉ ET COMPARÉ DU QUÉBEC, *Dictionnaire de droit privé et lexiques bilingues- Les obligations*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2003, p. 54 : «clause accessoire qui fixe, par avance, le montant de l'indemnité forfaitaire qui sera due en cas d'inexécution ou de retard dans l'exécution d'une obligation». Ainsi que celle offerte dans Hubert REID, *Dictionnaire de droit québécois et Canadien*, 4e éd., Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2010, p. 102 : «Dans un contrat, clause par laquelle une partie s'engage, en cas d'inexécution ou de retard dans l'exécution de son obligation, à verser à l'autre, à titre de dommages-intérêts, une somme d'argent dont le montant est fixé à l'avance».

poursuit un objectif de punition du débiteur fautif, tandis que la seconde, un objectif d'exonération.

Néanmoins, la clause pénale peut emporter les effets de l'exonération de responsabilité, lorsque la somme qu'elle fixe est dérisoire<sup>54</sup> par rapport au préjudice réellement subi par le créancier frustré. Dans ce cas, la clause pénale permet au débiteur de l'obligation inexécutée de restreindre le montant de dommages qu'il aurait eu à payer suivant les règles normales d'évaluation. Cela étant, Didier Lluelles et Benoît Moore considèrent que devant une clause pénale dont le montant fixé est dérisoire, le juge ne serait pas empêché d'appréhender celle-ci de la même manière qu'il aurait appréhendé la clause de limitation de responsabilité<sup>55</sup>.

Nous venons de recenser certains concepts juridiques qui ne relèvent pas exactement de l'exonération conventionnelle de responsabilité, mais qui peuvent, d'un point de vue pratique, y être assimilés. C'est le cas de la clause qui prive le créancier frustré de tout recours, de celle qui allège les obligations du débiteur, ainsi que de la clause pénale qui

---

<sup>54</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Patrice DESLAURIERS et Benoît MOORE, *La responsabilité civile, volume 1 : principes généraux*, 8<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2014, no. 1-628, p. 625 et jurisprudence citée ; Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 3008, p. 1881 ; Chantal PERREAULT, *Les clauses pénales*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1988, p. 27, 49 et 64 ; Jean PINEAU, Daniel BURMAN et Serge GAUDET, *Théorie des obligations*, 4<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2001, no. 469, p. 796. Voir : *Ste-Marthe sur le lac (Ville de) c. Sintra inc.* [2004] J.Q. No. 4659 (C.S.), par. 28 et ss. ; *Laiterie Côté c. Vanasse*, [1975] C.S. 1012, p. 1013 (C.S.), par. non numérotés.

<sup>55</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 3008, p. 1881. Ainsi, le juge ne sera pas lié par la qualification de clause «pénale» que les parties lui ont donnée et sera libre de la requalifier plutôt en une clause de limitation de responsabilité, et ainsi y appliquer les tempéraments prévus à l'article 1474 C.c.Q. Par exemple, dans *Girard c. Hodel*, 2006 QCCS 2434, par. 40, le juge assimile la clause pénale prévue au contrat à une clause de limitation de responsabilité et étudie l'article 1474 C.c.Q. afin de déterminer si la clause est applicable. Une distinction notable entre ces deux concepts doit être soulevée. Si le créancier frustré se pourvoit de la peine prévue à la clause pénale (les dommages et intérêts liquidés), il perd alors son droit d'exiger l'exécution en nature de l'obligation (art. 1622 (2) C.c.Q), ce qui ne serait pas nécessairement le cas quant au régime relatif à la clause de limitation de responsabilité. En effet, il fut mentionné plus tôt que le créancier frustré à qui l'on oppose l'exonération conventionnelle ne perd pas son droit d'exiger l'exécution en nature de l'obligation. Ainsi, dans le cas d'une clause qui *limite* la responsabilité, le créancier frustré devrait avoir droit à la fois de forcer l'exécution en nature de l'obligation, et, le cas échéant, à la portion des dommages et intérêts non limités par la clause, et jusqu'à concurrence du dommage effectivement subit.

emporte les effets de l'exonération de responsabilité puisqu'elle fixe un montant dérisoire par rapport au préjudice réellement subit. Nous devons somme toute spécifier que cette liste de concepts n'est pas exhaustive ; d'autres stipulations contractuelles auraient pu à ce titre être relevées. Parmi celles-ci, la clause qui vise à transférer les risques du contrat<sup>56</sup>, la clause cédant au créancier de l'obligation inexécutée le bénéfice de l'assurance<sup>57</sup>, ainsi que l'accord de vérification dans le cadre d'un contrat intervenu entre une banque et son client<sup>58</sup>.

Cela clôt notre tour d'horizon relativement au concept juridique même d'exonération de responsabilité.

## **Paragraphe II- Les conditions d'application**

Nous avons mentionné en introduction que l'exonération conventionnelle de responsabilité était en principe valide au nom de la liberté contractuelle des parties contractantes. Ce principe de validité n'est cependant pas absolu.

Ainsi, mentionnons d'abord que dans tous les cas, les clauses d'exonération de responsabilité sont d'interprétation restrictive. D'une part, l'article 1432 C.c.Q. prévoit que dans le doute, le juge doit interpréter le contrat contre celui qui l'a stipulé, et dans tous les cas, en faveur de l'adhérent ou du consommateur<sup>59</sup>. Plus généralement encore, abonde

---

<sup>56</sup> Sur le régime juridique applicable à la théorie des risques, à titre général, voir : Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 857 et ss., p. 1066 et ss. Voir aussi : Jean PINEAU, Daniel BURMAN et Serge GAUDET, *Théorie des obligations*, 4<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2001, no. 419 et ss., p. 717 et ss.

<sup>57</sup> Le législateur suggère d'ailleurs explicitement ce rapprochement à l'article 2070 (2) C.c.Q en matière de transport: «[e]st nulle toute stipulation du contrat qui exonère le transporteur ou le propriétaire du navire de l'obligation de réparer le préjudice (...)

Une clause cédant le bénéfice de l'assurance au transporteur ou toute clause semblable est considérée comme une stipulation exonérant le transporteur» (nos soulignements).

<sup>58</sup> Il s'agit d'une clause qui a pour effet de limiter l'application du droit du client à un recours contre son institution bancaire en cas de signature contrefaite. Pour une décision où le juge assimile les deux concepts, voir : 9083-2957 *Québec inc. c. Caisse populaire Desjardins Rivière-des-Prairies*, 2007 QCCS 4389, par. 18 et ss; appel rejeté sur requête.

<sup>59</sup> Art. 1432 C.c.Q.

dans le même sens, l'idée communément admise selon laquelle le juge doit privilégier l'interprétation du contrat qui est la plus favorable au plein exercice d'un droit<sup>60</sup>, dont éventuellement celui de réclamer des dommages et intérêts en cas d'inexécution d'une obligation contractuelle.

Par ailleurs, le législateur a prévu différents secteurs spécifiques où l'exonération conventionnelle de responsabilité est soit carrément interdite, sinon strictement encadrée (A). D'autres conditions législatives empêchent la mise en œuvre de l'exonération et concernent plutôt les circonstances entourant le contrat (B).

#### A. Les conditions d'application sectorielles

Ainsi, est strictement interdite l'exonération contractuelle du locateur en matière de bail résidentiel (art. 1900 C.c.Q.)<sup>61</sup>, de même que celle en matière de transport maritime de biens relativement à la perte des biens transportés, étant donné la disposition de l'article 2070 C.c.Q.<sup>62</sup>. L'effectivité de cette dernière disposition est cependant remise en question<sup>63</sup>.

---

<sup>60</sup> Voir par exemple: *Héroux c. Co. du village de Shawinigan-Sud*, [1958] C.S. 337 ; *Dumoulin c. Lachapelle*, [1960] C.S. 688; *Lessard c. 2857-4770 Québec Inc.*, J.E. 97-146.

<sup>61</sup> L'article 1900 C.c.Q. prévoit qu'est sans effet la clause qui «limite la responsabilité du locateur, l'en exonère ou rend le locataire responsable d'un préjudice causé sans sa faute». Cet article est d'ordre public, en vertu de l'article 1893 C.c.Q.

<sup>62</sup> L'article 2070 C.c.Q. prévoit qu'est nulle toute stipulation du contrat qui «exonère le transporteur ou le propriétaire du navire de l'obligation de réparer le préjudice résultant des pertes survenues aux biens transportés, à moins qu'il ne s'agisse du transport d'animaux vivants ou de marchandises en pontée, mais non, en ce cas, du transport de conteneurs chargés à bord, si le navire est muni d'installations appropriées pour ce type de transport».

<sup>63</sup> Il semble en effet que cette disposition du Code civil est condamnée à rester lettre morte, puisque s'autorisant de sa compétence législative relative au transport maritime (Loi constitutionnelle de 1867, 30 & 31 Victoria, c. 3, art. 91), le parlement fédéral a adopté différentes lois en cette matière, rendant stériles, faut-il croire, celles du Code civil. D'ailleurs, la Cour d'appel du Québec a décidé dans *Traversier Le Passeur inc. c. Royale du Canada (La), compagnie d'assurances*, 2004 CanLII 73206 (C.A.) que même si le transport est effectué à l'intérieur de la province du Québec, le droit maritime canadien est applicable. Ce sont donc les règles de la *Loi sur la responsabilité en matière maritime*, (L.C. 2001, c.6), art. 41 à 46, 43 (2) qui doivent trouver application, à l'exclusion, semble-t-il, de celles du *Code civil du Québec*. Ainsi, appliquant les enseignements de la Cour d'appel, il a été décidé dans *Allianz Global Risks US Insurance Company c. Moosonee Transportation Ltd.* 2009 QCCQ 7569 que le propriétaire d'une automobile transportée sur une

Il est par ailleurs impossible pour le commerçant de limiter conventionnellement sa responsabilité dans le cadre d'un contrat soumis à la *Loi sur la protection du consommateur*, vu la règle prévue à son article 10<sup>64</sup>. En outre, dans le cas spécifique du contrat de consommation ou d'adhésion tel que prévu au Code civil, on ne peut passer sous silence l'article 1437 C.c.Q., qui permet au juge de réduire les effets ou d'annuler complètement la clause d'exonération de responsabilité au motif qu'elle est abusive.

Il semblerait en outre qu'il existe un tempérament additionnel en matière de contrat de service professionnel. En effet, nombreux sont les codes de déontologie qui prévoient en termes exprès que le professionnel ne peut exclure ou limiter sa responsabilité à l'égard de son client<sup>65</sup>. Il faut bien sûr tenir compte de la distinction communément reconnue entre le

---

barge qui avait coulé ne pouvait pas être indemnisé de sa perte, étant donné que l'entreprise à qui il avait donné le mandat d'organiser la livraison avait signé un contrat de transport contenant une clause d'exonération. À ce sujet, voir en doctrine : André BRAËN, «La responsabilité en matière maritime», 2002 *R. du B.* 62.

<sup>64</sup> L'article 10 de la *Loi sur la protection du consommateur*, RLRQ c P-40.1 prévoit : «[e]st interdite la stipulation par laquelle un commerçant se dégage des conséquences de son fait personnel ou de celui de son représentant».

<sup>65</sup> Notamment : *Code de déontologie des notaires*, RLRQ c N-3, r 2, art. 28; *Code de déontologie des architectes*, RLRQ c A-21, r 5.1, art. 17; *Code de déontologie des diététistes*, RLRQ c C-26, r 97, art. 18; *Code de déontologie des membres de l'Ordre des urbanistes du Québec*, RLRQ c C-26, r 302, art. 22; *Code de déontologie des avocats*, RLRQ c B-1, r 3, art. 3.04.01; *Code de déontologie de l'Ordre des denturologistes du Québec*, RLRQ c D-4, r 6, art. 28; *Code de déontologie des pharmaciens*, RLRQ c P-10, r 7, art. 11; *Code de déontologie des médecins*, RLRQ c M-9, r 17, art. 11; *Code de déontologie des physiothérapeutes et des thérapeutes en réadaptation physique*, RLRQ c C-26, r 197, 22; *Code de déontologie des agronomes*, RLRQ c A-12, r 6, art. 19; *Code de déontologie des ergothérapeutes*, RLRQ c C-26, r 113, art. 3.04.01; *Code de déontologie des huissiers de justice*, RLRQ c H-4.1, r 3, art. 14; *Code de déontologie des psychologues*, RLRQ c C-26, r 212, art. 8; *Code de déontologie des chimistes*, RLRQ c C-15, r 4, art. 35; *Code de déontologie des chiropraticiens*, RLRQ c C-16, r 5.1, art. 51; *Code de déontologie des audioprothésistes*, RLRQ c A-33, r 3, art. 3.04.01; *Code de déontologie des dentistes*, RLRQ c D-3, r 4, art. 3.04.01; *Code de déontologie des optométristes*, RLRQ c O-7, r 5, art. 24; *Code de déontologie des géologues*, RLRQ c G-1.01, r 2.2, art. 26; *Code de déontologie des acupuncteurs*, RLRQ c A-5.1, r 3, art. 24; *Code de déontologie des opticiens d'ordonnances*, RLRQ c O-6, r 3, 3.04.01; *Code de déontologie des membres de l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation du Québec*, RLRQ c C-26, r 68, art. 53; *Code de déontologie des médecins vétérinaires*, RLRQ c M-8, r 4, art. 10; *Code de déontologie des technologues professionnels*, RLRQ c C-26, r 258, art. 35; *Code de déontologie des membres de l'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec*, RLRQ c C-26, r 140, art. 20; *Code de déontologie de l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec*, RLRQ c C-26, r 184, art. 28; *Code de déontologie des sages-femmes*, RLRQ c S-0.1, r 5, art. 29; *Code de déontologie des comptables professionnels agréés*, RLRQ c C-



droit disciplinaire et le régime de responsabilité de droit commun<sup>66</sup>. Or, cette distinction n'a pas empêché la Cour d'appel de confirmer, dans un recours civil en responsabilité<sup>67</sup>, qu'il y avait lieu de priver d'effet la clause d'exonération de responsabilité contenue dans le contrat intervenu entre un technologue professionnel et son client, et ce, en raison de la disposition prévue au code de déontologie du professionnel<sup>68</sup>.

## B. Les conditions circonstanciées de mise en oeuvre

En plus des limites au principe de la validité qui s'attachent à un secteur spécifique du droit ou à un type particulier de contrat, il existe des limites législatives qui empêchent la mise en œuvre de l'exonération en raison des circonstances relatives à la conclusion du contrat ou à celles de son exécution.

D'une part, quant aux circonstances existant lors de la conclusion du contrat, le principe de l'article 1475 C.c.Q. veut que pour être effective, le contractant auquel on oppose l'exonération de responsabilité en ait eu connaissance dès la formation du contrat<sup>69</sup>.

---

48.1, r 6, art. 21; *Code de déontologie des inhalothérapeutes du Québec*, RLRQ c C-26, r 167, art. 20; *Code de déontologie des ingénieurs forestiers*, RLRQ c I-10, r 5, art. 25; étonnamment, le code de déontologie des ingénieurs ne comporte pas telle disposition.

<sup>66</sup> Au sujet de l'impact de la déontologie sur la responsabilité civile, voir notamment : Claude FABIEN, «Le nouveau cadre contractuel de l'exercice des professions», *Les Journées Maximilien-Caron- Le défi du droit nouveau pour les professionnels : le Code civil du Québec et la réforme du Code des professions*, Montréal, éditions Thémis, 1995, p. 73 ; Jean-Louis BAUDOUIN, Patrice DESLAURIERS et Benoît MOORE, *La responsabilité civile, volume 2- La responsabilité professionnelle*, 8<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2014, no. 2-1, p. 3. Or, la question du lien entre le droit disciplinaire et la responsabilité civile, lorsqu'elle est abordée, concerne plus souvent qu'autrement la concordance entre la faute civile et la faute déontologique.

<sup>67</sup> *Digico Réseau global inc. c. Évaluations Val Beq inc.*, 2008 QCCS 2506, confirmée en appel : 2010 QCCA 412, par. 21 à 27.

<sup>68</sup> *Code de déontologie des technologues professionnels*, RLRQ c C-26, r 258, art. 35.

<sup>69</sup> Le fardeau de la preuve de la connaissance pèse sur le contractant qui invoque l'exonération de responsabilité. Interprété littéralement, l'article 1475 C.c.Q. exige la connaissance effective et réelle du contractant, mais elle n'exclut pas expressément pour autant la présomption de fait. Voir à ce sujet : Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 873, p. 1079. Comme le soulignent par ailleurs Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 2983, p. 1860, lorsque l'exonération de responsabilité est prévue dans un contrat signé, cette condition ne pose généralement pas

Aussi, dans le contrat de vente qui n'est pas soumis à la *Loi sur la protection du consommateur*, le vendeur peut valablement exclure ou limiter sa responsabilité<sup>70</sup>, mais, comme mentionné précédemment, l'exonération de la responsabilité du vendeur relativement au vice qui atteint le bien prendra souvent la forme d'une exclusion conventionnelle de la garantie légale. Or, le législateur soumet les effets de celle-ci à certaines conditions particulières, qui sont d'ordre public<sup>71</sup>. Ainsi, pour que l'exclusion de la garantie s'applique, il faut que le vendeur n'ait pas eu connaissance effective ou présumée<sup>72</sup> du vice affectant le bien au moment de la vente. Le vendeur restera par ailleurs responsable, dans tous les cas, du vice qui découle de son fait personnel.

Par ailleurs, quant aux tempéraments qui intéressent l'exécution du contrat, le législateur a prévu à l'article 1474 C.c.Q. que l'exonération conventionnelle de responsabilité ne saura avoir d'effet si une faute lourde ou intentionnelle<sup>73</sup> a été commise par le débiteur qui souhaite s'en prémunir.

De même, elle ne pourra trouver application que par rapport à la responsabilité relative à un préjudice matériel causé au créancier; la responsabilité s'attachant au préjudice corporel

---

problème ; le créancier est censé y avoir consenti. Il en va cependant autrement dans les cas où elle est prévue par un avis, lequel est matériellement extérieur au contrat.

<sup>70</sup> La responsabilité du vendeur est simultanément soumise à différents régimes juridiques. D'une part, elle est soumise au régime de droit commun, en cas d'inexécution d'une obligation contractuelle de sa part (1458 C.c.Q.). La responsabilité du vendeur pourrait également être retenue pour le fait de son préposé (1463 C.c.Q.), ou encore étant donné le vice de qualité (1726 C.c.Q.) ou de propriété (1723 C.c.Q.) affectant le bien vendu.

<sup>71</sup> Articles 1732 et 1733 C.c.Q.

<sup>72</sup> À cet égard, le fabricant et le vendeur professionnel sont présumés connaître le vice de qualité si le défaut survient prématurément (art. 1729 C.c.Q.).

<sup>73</sup> Dans le cadre de l'étude de l'effectivité de l'exonération de responsabilité, pour un panorama des décisions où le juge constate une faute lourde ou intentionnelle en matière de transport, de dépôt et de conservation de biens, en matière d'entretien, en matière de bail, en matière de construction et installations, en matière de contrat intervenus avec une banque, de ceux intervenus avec une centrale de sécurité et en certaines autres matières, voir : Jean-Louis BAUDOUIN, Patrice DESLAURIERS et Benoît MOORE, *La responsabilité civile, volume 1 : principes généraux*, 8<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2014, no. 1-190, p. 182 (nbp 79).



ou moral ne peut être conventionnellement limité en raison de considérations qui intéressent l'ordre public (art. 1474 al. 2) C.c.Q.<sup>74</sup>

Avant de nous attaquer à la question centrale du mémoire, il est nécessaire de présenter ce que nous entendons par l'idée d'obligation essentielle du contrat.

## Section II- L'obligation essentielle<sup>75</sup>

Définir l'obligation essentielle relève de la gageure. Nombreux sont les auteurs qui se sont adonnés à cette tâche<sup>76</sup>, et tant la quantité de la littérature que la qualité du dialogue doctrinal qui naît de la notion témoignent de l'évidente difficulté- voire de l'impossibilité- de la circonscrire.

---

<sup>74</sup> Bien qu'il soit, *a priori*, simple à saisir, ce tempérament a longtemps été d'application délicate étant donné la longue coexistence de différents courants de pensées relativement à la qualification du préjudice. Autrefois, cette qualification s'opérait tantôt en fonction du seuil de l'atteinte, d'autres fois, elle se faisait en tenant plutôt compte de ses conséquences. Cela était susceptible de déterminer l'application de la clause d'exonération de responsabilité. Sur la qualification du préjudice, voir : Daniel GARDNER, *Le préjudice corporel*, 3<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Yvon Blais, 2009, no. 10 et ss, p. 11 et ss. Cependant, la Cour suprême a tranché cette question avec l'affaire *Cinar Corporation c. Robinson*, 2013 CSC 73 : la qualification du préjudice doit se faire en fonction du seuil de l'atteinte. Ainsi, en matière d'indemnisation des sentiments en cas d'atteinte à un bien matériel, l'article 1474 al. 2 C.c.Q. permet l'application de la clause d'exonération. Pour une étude de la confusion sur les plans terminologiques et conceptuels des chefs de dommages en matière de préjudice extrapatrimonial, voir: Sophie MORIN, *Le dommage moral et le préjudice extrapatrimonial*, Montréal, éditions Yvon Blais, 2011.

<sup>75</sup> Cette section du mémoire est reprise d'une étude plus développée sur le sujet : Charlotte DESLAURIERS-GOULET, «L'obligation essentielle dans le contrat», (2014) 55 *C de D* 923.

<sup>76</sup> Notamment : Robert Joseph POTHIER, *Traité des obligations*, Paris, éditions Masson, 1883, no. 6, p. 5 ; Philippe JESTAZ, «L'obligation et la sanction : à la recherche de l'obligation fondamentale», dans *Mélanges offerts à Pierre Raynaud*, Paris, éditions Dalloz, 1985, p. 273 ; Nélia CARDOSO-ROULOT, «Les obligations essentielles en droit privé des contrats», Paris, éditions l'Harmattan, 2008; Ruth SEFTON-GREEN, «La notion d'obligation fondamentale : comparaison franco-anglaise», *thèse de doctorat*, Paris, éditions LGDJ, 2000 ; Judith ROCHFELD, «Cause et type de contrat», *thèse de doctorat*, Paris, éditions LGDJ, 1999 ; Marie-Élodie ANCEL, «La prestation caractéristique du contrat», Paris, éditions Economica, 2002 ; Xavier THUNIS, «Une notion fuyante : l'obligation essentielle du contrat», dans *Mélanges offerts à Marcel Fontaine*, publications FUNDP, éditions Larcier, 2003, p. 521 ; Marie-Pierre BAUDIN-MAURIN, «Pour une approche empirique de la notion d'obligation essentielle du contrat. (À partir de l'exemple de l'arrêt Chronopost)», R.R.J., 2002-4, p. 1859 ; Alima SANOGO, «L'obligation essentielle dans le contrat», *mémoire de maîtrise*, Université de Bourgogne, 2005 ; Christian LAVABRE, «Éléments essentiels et obligation fondamentale du contrat», R.J.D.A., 1997.4.291.

Par ailleurs, de tous les dictionnaires juridiques consultés<sup>77</sup>, aucun ne définit la notion d'obligation essentielle. Nous ne prétendons donc pas non plus ici la définir, mais désirons simplement la cerner suffisamment aux fins propres de ce mémoire. Ainsi, nous limiterons principalement notre présentation de la notion par un aperçu de définitions autonomes proposées par certains autres auteurs.

Ceci dit, au Québec, ses adeptes restent souvent expéditifs, si ce n'est muets, sur la définition qu'ils donnent à l'obligation essentielle. Heureusement, des auteurs pour la plupart français, et seulement quelques auteurs québécois, se sont certaines fois risqués à esquisser une définition de l'obligation essentielle. On discerne dans ces définitions deux sources de l'obligation essentielle.

Ainsi, soulignons d'abord que le concept d'obligation essentielle n'est pas sans rappeler la distinction que proposait Pothier entre les *essentialia*, les *naturalia* et les *accidentalia*. Il définissait les *essentialia* comme étant «les choses, qui sont de l'essence du contrat, sont celles sans lesquelles ce contrat ne peut subsister. Faute de l'une de ces choses, ou il n'y a point du tout de contrat, ou c'est une autre espèce de contrat»<sup>78</sup>.

Pour Maurice Picard et André Prudhomme, l'obligation essentielle était celle dont l'existence s'avérait nécessaire à la formation du contrat<sup>79</sup>. Ils mentionnaient en outre que les obligations essentielles au contrat avaient comme fonction de «jouer l'une vis-à-vis de l'autre le rôle d'équivalent juridique, de se faire contrepoids, bref de se servir

---

<sup>77</sup> CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PRIVÉ ET COMPARÉ DU QUÉBEC, *Dictionnaire de droit privé et lexiques bilingues- Les obligations*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2003; Hubert REID, *Dictionnaire de droit québécois et canadien*, 4<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2010 ; Catherine PUIGELIER, *Dictionnaire de droit privé*, Paris, Centre de publications universitaires, 1999 ; Jean-Pierre SCARANO, *Dictionnaire de droit des obligations*, Paris, éd. ellipses, 2004 ; CONSEIL INTERNATIONAL DE LA LANGUE FRANÇAISE, *Dictionnaire juridique-terminologie du contrat*, Paris, éditions Puf., 1994 ; Gérard CORNU, *Vocabulaire juridique*, 10<sup>e</sup> éd., Paris, éditions Puf, 2014 ; Serge GUINCHARD et Thierry DEBARD, *Lexique des termes juridiques 2012*, 19<sup>e</sup> éd., Paris, éditions Dalloz, 2012.

<sup>78</sup> Robert Joseph POTHIER, *Traité des obligations*, Paris, Masson, 1883, no. 6, p. 5.

<sup>79</sup> Maurice PICARD, et André PRUDHOMME, «De la résolution judiciaire pour inexécution des obligations», RTDCiv. 1912, p. 66.

mutuellement de cause. La notion de cause, voilà dans un contrat synallagmatique le critérium précis de l'obligation essentielle<sup>80</sup>. Pour eux, donc, il semble que l'obligation essentielle ait été une ramification de la notion de cause, plutôt qu'une notion pleinement autonome.

Plus récemment, Nélia Cardoso-Roulot suggérait dans sa thèse que l'obligation essentielle compte trois caractères principaux: son caractère objectif, abstrait et multiple. Selon l'auteure, l'obligation essentielle est dictée par la nature du contrat (son caractère objectif)<sup>81</sup>. Elle s'apprécie d'autre part de manière isolée, c'est-à-dire «indépendamment du sujet ou de la personne concernée, ou encore des circonstances, ce qui lui assure une permanence et invariabilité»<sup>82</sup> (son caractère abstrait)<sup>83</sup>. Finalement, un même contrat pourrait renfermer plusieurs obligations essentielles (son caractère multiple)<sup>84</sup>. L'auteure suggère en définitive que l'obligation essentielle est «l'obligation indispensable à la fois à l'existence même dudit contrat, c'est-à-dire en dehors de laquelle il ne saurait y avoir de contrat, en d'autres termes à sa définition et à sa qualification ou classification, c'est-à-dire en dehors de laquelle il serait un tout autre contrat»<sup>85</sup>.

Pour Philippe Jestaz, qui emploie le vocable obligation *fondamentale* plutôt qu'essentielle, «(...) c'est plutôt de la nature des choses que découle l'obligation fondamentale. Il y a dans chaque contrat, de par son économie propre, une obligation qui en constitue la pièce

---

<sup>80</sup> Maurice PICARD, et André PRUDHOMME, «De la résolution judiciaire pour inexécution des obligations», RTDCiv. 1912, p. 66. Pour une présentation de cette conception plus concrète de la notion de cause en droit français (on parle alors souvent de la «cause contrepartie»), voir Jacques GHESTIN, *La formation du contrat*, 4<sup>e</sup> éd., t. 2 «L'objet et la cause, les nullités», Paris, éditions LGDJ, 2013, p. 399.

<sup>81</sup> Nélia CARDOSO-ROULOT, «Les obligations essentielles en droit privé des contrats», Paris, éditions l'Harmattan, 2008, p. 33.

<sup>82</sup> Nélia CARDOSO-ROULOT, «Les obligations essentielles en droit privé des contrats», Paris, éditions l'Harmattan, 2008, p. 35.

<sup>83</sup> Nélia CARDOSO-ROULOT, «Les obligations essentielles en droit privé des contrats», Paris, éditions l'Harmattan, 2008, p. 35.

<sup>84</sup> Nélia CARDOSO-ROULOT, «Les obligations essentielles en droit privé des contrats», Paris, éditions l'Harmattan, 2008, p. 36.

<sup>85</sup> Nélia CARDOSO-ROULOT, «Les obligations essentielles en droit privé des contrats», Paris, éditions l'Harmattan, 2008, p. 34.

essentielle»<sup>86</sup>. Différemment des autres, cette définition suggère explicitement que chaque contrat comporte nécessairement au moins une obligation essentielle. Quant aux sources de la qualification, l'auteur considère, contrairement à Nélia Cardoso-Roulot, que l'obligation peut être «fondamentale par nature»<sup>87</sup>, mais aussi «fondamentale par la volonté des parties»<sup>88</sup>. Par ailleurs, les deux auteurs s'entendent sur le fait qu'une partie au contrat peut être créancier de plus d'une obligation essentielle<sup>89</sup>.

Jacques Flour, Jean-Luc Aubert et Éric Savaux parlent pour leur part d'une «obligation qui commande la qualification de celui-ci [le contrat] ou qui en constitue le particularisme expressément voulu»<sup>90</sup>. Ici, tout comme Philippe Jestaz, mais contrairement à Nélia Cardoso-Roulot, les auteurs, implicitement, envisagent une double source à la qualification de l'obligation essentielle : «l'obligation qui commande la qualification du contrat» se rattache à une source objective, alors que «l'obligation qui en constitue le particularisme expressément voulu» réfère plutôt à la volonté des parties, une source subjective.

Christian Larroumet mentionne pour sa part que : «(...) certaines obligations font partie de l'essence même du contrat et lui donnent tout son sens. Il est évident qu'on ne saurait les supprimer sans atteindre la raison d'être du contrat»<sup>91</sup>. Cette définition rappelle sans aucun doute la notion de cause, tout comme celle proposée par Maurice Picard et André Prudhomme. En effet, dans le sens qu'on lui connaît aujourd'hui, la cause réfère à «la

---

<sup>86</sup> Philippe JESTAZ, «L'obligation et la sanction : à la recherche de l'obligation fondamentale», dans *Mélanges offerts à Pierre Raynaud*, Paris, Dalloz, 1985, p. 273, à la page 279, et l'auteur poursuit : «Ainsi, dans le bail, celle de mettre le local à disposition ; et par contrecoup ou contrepartie, celle pour le locataire de payer le loyer (car en son absence le bail devient un prêt de logement)».

<sup>87</sup> Philippe JESTAZ, «L'obligation et la sanction : à la recherche de l'obligation fondamentale», dans *Mélanges offerts à Pierre Raynaud*, Paris, Dalloz, 1985, p. 273, à la page 279.

<sup>88</sup> Philippe JESTAZ, «L'obligation et la sanction : à la recherche de l'obligation fondamentale», dans *Mélanges offerts à Pierre Raynaud*, Paris, Dalloz, 1985, p. 273, à la page 289.

<sup>89</sup> Philippe JESTAZ, «L'obligation et la sanction : à la recherche de l'obligation fondamentale», dans *Mélanges offerts à Pierre Raynaud*, Paris, Dalloz, 1985, p. 273, à la page p. 279 ; Nélia CARDOSO-ROULOT, «Les obligations essentielles en droit privé des contrats», Paris, éditions l'Harmattan, 2008, p. 36.

<sup>90</sup> Jacques FLOUR, Jean-Luc AUBERT et Éric SAVAUX, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., vol. 3 «Le rapport d'obligation», Paris, éditions Dalloz, 2011, no. 227, p. 210.

<sup>91</sup> Christian LARROUMET, *Droit civil*, 6<sup>e</sup> éd., t.3 «Les obligations. Le contrat», vol. 2, Paris, éditions Economica, 2007, no. 635.

raison ou le motif qui a déterminé le contractant à adhérer à l'engagement contractuel et en justifie l'existence»<sup>92</sup>. Nous remarquons d'autre part que l'auteur envisage lui aussi la possibilité d'une multitude d'obligations essentielles au sein d'un seul et même contrat, comme le font Nélia Cardoso-Roulot et Philippe Jestaz, mais différemment, nous le verrons dans les lignes qui suivent, de Maurice Tancelin.

Au Québec, Paul-André Crépeau considère que la *clause essentielle*<sup>93</sup> du contrat est celle qui «doit nécessairement s'y trouver»<sup>94</sup>, tandis que Maurice Tancelin parle de l'*obligation première* du stipulant comme de «l'obligation qui transcende toutes les autres et tient à l'essence même du contrat»<sup>95</sup>. Selon ce dernier, il ne semble y avoir au maximum qu'une obligation essentielle au contrat, ou éventuellement peut-être, une pour chacune des parties contractantes. Quant à Sébastien Grammond, il suggère au sujet de l'obligation essentielle que: «[c]e concept, d'ailleurs mentionné à l'article 1437, semble se référer aux obligations les plus caractéristiques du contrat en cause»<sup>96</sup>. De son côté, s'intéressant à la qualification des contrats, Pascal Fréchette considère qu'il s'agit de «l'obligation donnant tout son sens au contrat, sans laquelle la relation contractuelle ne présenterait plus d'intérêt suffisant pour les parties en cause»<sup>97</sup>.

---

<sup>92</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 356, p. 442. Pour une étude poussée de la notion de cause en droit français, voir : Jacques GHESTIN, *Cause de l'engagement et validité du contrat*, Paris, éditions LGDJ, 2006.

<sup>93</sup> L'auteur, dans son texte s'intéressant au contenu implicite du contrat, emploie le terme «clause essentielle» plutôt qu'«obligation essentielle», mais il y a lieu, à nos fins, de les entendre de la même façon. Paul-André CRÉPEAU, «Le contenu obligationnel d'un contrat», (1965) *R. du B. Can.* 1, p. 24: «Le contrat de soins médicaux comporte, à la charge du médecin, un devoir de sécurité à l'égard de son malade. (...) Rien n'est dès lors plus raisonnable que le médecin assume, en dehors même de toute stipulation expresse, en raison de la nature même du lien, l'obligation contractuelle de veiller à la sécurité du malade en lui fournissant des soins, non pas quelconques, mais bien (...) des soins consciencieux, attentifs et, réserve faite des circonstances exceptionnelles, conformes aux données acquises de la science».

<sup>94</sup> Paul-André CRÉPEAU, «Le contenu obligationnel d'un contrat», (1965) *R. du B. Can.* 1, p. 24.

<sup>95</sup> Maurice TANCELIN, *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2009, no. 1107, p. 794-795.

<sup>96</sup> Sébastien GRAMMOND, «La règle sur les clauses abusives sous l'éclairage du droit comparé», (2010) 51 *C. de D.* 83, p. 108.

<sup>97</sup> Pascal FRÉCHETTE, «La qualification des contrats : aspects pratiques», (2010) 51 *C. de D.* 375, p. 377.

À la lumière de ces commentaires, les définitions suggérées par les différents auteurs se conjuguent aisément à certaines reprises, mais se contrarient à d'autres, notamment quant aux sources de la qualification de l'obligation essentielle, quant à son caractère unique ou multiple au sein du contrat et quant au fait de savoir s'il s'agit d'une notion autonome ou si elle constitue plutôt une ramification de la notion de cause. Afin de ne pas restreindre inutilement nos observations, il paraît opportun de se satisfaire d'une conception relativement abstraite de l'obligation essentielle, d'autant plus qu'il aurait été possible de sonder multiples incertitudes, et sinon des critiques, qui planent autour de la notion<sup>98</sup>. Retenons donc à nos fins que l'obligation essentielle connaît différents synonymes et concepts voisins<sup>99</sup> ; elle peut ainsi être entendue comme référant à l'obligation principale du contrat, ou encore à la cause de celui-ci<sup>100</sup> ou de l'obligation consentie<sup>101</sup>, mais qu'elle ne s'y réduit pas pour autant.

---

<sup>98</sup> Une recension de certaines incertitudes et critiques de la notion d'obligation essentielle est présentée dans Charlotte DESLAURIERS-GOULET, «L'obligation essentielle dans le contrat», 2014 55 *C de D* 923, p. 931 et ss. Parmi celles-ci : le caractère polysémique de l'obligation essentielle, les sources incertaines de la qualification de l'obligation essentielle, sa qualification laborieuse dans les contrats composites, le caractère illusoire de la distinction entre l'essentiel et l'accessoire dans la mesure où le contrat se conçoit comme étant un tout indivisible, la détermination tardive du caractère essentiel de l'obligation, ainsi que le caractère éminemment instrumental de la notion.

<sup>99</sup> Par exemple : Dans Pierre-Gabriel JOBIN, «La réforme du droit des obligations. Prospective générale», (1989) 30 *C de D* 557, p. 574, il est question de «l'obligation contractuelle minimale». Claude Masse parle pour sa part de «l'objet principal du contrat» : Claude MASSE, «La responsabilité civile», dans *La réforme du Code civil. Obligations, contrats nommés*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 235, à la p. 317 ; François TERRÉ, Philippe SIMLER et Yves LEQUETTE, *Droit civil. Les obligations*, 11<sup>e</sup> éd., Paris, éditions Dalloz, 2013 no. 610, p. 660 considèrent que «l'essence du contrat» est synonyme d'«obligation essentielle» et «d'obligation fondamentale» ; Xavier THUNIS, «Une notion fuyante : l'obligation essentielle du contrat», dans *Mélanges offerts à Marcel Fontaine*, publications FUNDP, éditions Larcier, 2003, p. 521 parle aussi du «noyau dur du contrat» ; Denis MAZEAUD, «clauses limitatives de réparation : les quatre saisons», D. 2008 1776, no. 5 parle du «socle obligationnel». Marie-Élodie Ancel a pour sa part rédigé un ouvrage au sujet de «la prestation caractéristique du contrat» : Marie-Élodie ANCEL, «La prestation caractéristique du contrat», Paris, éditions Economica, 2002. Tandis qu'en jurisprudence, dans 9101-5388 *Québec inc. (Valade.net) c. Martel Desjardins, s.e.n.c.*, 2007 QCCS 3213, par. 90, il est question de «l'obligation élémentaire». Aussi dans *Ouellette c. Croteau*, J.E. 2002-947 (C.S.), par. 29, on parle de «la véritable considération».

<sup>100</sup> Sur la notion de cause du contrat (dite cause subjective), voir Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1065 et ss., p. 570 et ss.

<sup>101</sup> Sur la notion de cause de l'obligation (dite cause objective), voir Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1063 et s., p. 564 et ss.

À ce titre, la Cour d'appel considère que, dans le contrat de bail commercial intervenu avec l'exploitant d'un hôtel situé en bordure d'un aéroport, l'une des «considérations principales»<sup>102</sup> du bail était un achalandage suffisant pour garantir un profit raisonnable au locataire. Ainsi, la décision de la défenderesse de rapatrier les vols nolisés à un autre aéroport «vide pratiquement le contrat de sa substance»<sup>103</sup>. Il en va de même de l'obligation du mandataire d'agir à l'avantage du mandant ou de la personne gérée- qui ne correspond parfaitement ni à l'obligation principale, ni à la cause- et qui a pourtant été considérée par la Cour d'appel comme étant de l'essence des contrats de gestion ou d'administration de la chose d'autrui. En ce sens, celui qui détourne la fonction à son avantage se trouve à vider ledit contrat d'une obligation fondamentale<sup>104</sup>.

Ainsi, dans ce mémoire, la notion d'obligation essentielle sera entendue comme faisant référence à une obligation contractuelle sans laquelle la substance du contrat souffre d'une insuffisance au point de faire perdre à celui-ci l'intérêt nécessaire pour l'une ou l'autre des parties contractantes.

### **Conclusion du chapitre liminaire**

En somme, nous avons esquissé dans ce chapitre préliminaire les deux concepts juridiques phares de notre problématique, soit l'exonération conventionnelle de responsabilité et l'obligation essentielle du contrat.

Nous avons ainsi constaté que l'exonération conventionnelle de responsabilité, en principe valide, peut être totale ou partielle, et qu'elle peut par ailleurs se matérialiser soit par une clause au contrat ou par un avis qui est matériellement extérieur à celui-là. Celle-ci ne touche pas, en principe, au contenu obligationnel du contrat ; elle vise plutôt à exclure la responsabilité qui découle de l'inexécution en nature d'une obligation contractuelle. Néanmoins, il arrivera que certaines clauses qui visent à alléger le contenu contractuel

---

<sup>102</sup> *Aéroports de Montréal c. Hôtel de l'aéroport de Mirabel inc.*, J.E. 2003-1606, (C.A.), par 34.

<sup>103</sup> *Aéroports de Montréal c. Hôtel de l'aéroport de Mirabel inc.*, J.E. 2003-1606, (C.A.), par 51.

<sup>104</sup> *Investments Inc. c. Monit Management Ltd.*, 2014 QCCA 826, par. 121.



soient en pratique assimilées à l'exonération de responsabilité. Tel est le cas de la clause d'exclusion de la garantie légale du vendeur. Peuvent aussi y être assimilées certains autres concepts, puisqu'ils ont parfois en pratique les effets de l'exonération de responsabilité. Quant à sa portée, elle n'a d'effets qu'entre les parties, et relativement seulement, au droit de l'une de réclamer de l'autre des dommages et intérêts en cas d'inexécution contractuelle. Finalement, nous avons sondé les différentes conditions d'application de l'exonération conventionnelle de responsabilité. Certaines sont prévues dans la loi par des règles qui la prohibent ou l'encadrent strictement dans certains secteurs spécifiques, alors que d'autres sont plutôt d'ordre circonstanciel.

Au terme de ces observations, nous avons dressé un portrait sommaire de la notion d'obligation essentielle du contrat, qui, en définitive, ne répond à nos fins que d'une définition abstraite. À ce titre, elle fait référence à une obligation contractuelle sans laquelle la substance du contrat souffre d'une insuffisance au point de faire perdre à celui-ci l'intérêt nécessaire pour l'une ou l'autre des parties contractantes.

Ceci fait, il est à présent temps de nous pencher sur la question centrale du mémoire. Nous nous sommes donné la tâche, rappelons-le, d'étudier s'il est possible pour un contractant de se prévaloir de l'exonération conventionnelle de responsabilité afin de se dégager de l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat.



## CHAPITRE I– L'APPLICATION DU PRINCIPE DE LA VALIDITÉ À L'EXONÉRATION CONVENTIONNELLE D'UNE OBLIGATION ESSENTIELLE

Cette étude nécessite d'observer d'abord la réception du principe de la validité de l'exonération conventionnelle, instaurée jadis par la Cour suprême avec l'affaire *Glengoil Steamship c. Pilkington*<sup>105</sup>, relativement à une obligation essentielle du contrat.

Pour ce faire, dans le premier chapitre de ce mémoire, nous nous pencherons dans un premier temps sur l'origine étrangère (à la tradition civiliste) de la théorie de la *fundamental breach of contract* (I). Nous étudierons ensuite le respect de la volonté comme fondement de l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle (II).

### Section I- Le rejet de la transposition de la *fundamental breach of contract*

Différents auteurs<sup>106</sup> soulignent que la règle selon laquelle l'exonération conventionnelle de responsabilité devrait être privée d'effet dans le cas du manquement à une obligation essentielle du contrat est imprégnée de la théorie de la *fundamental breach of contract*, règle prétorienne de common law.

Dans *ABB Inc. c. Domtar Inc.*<sup>107</sup>, la Cour suprême mentionne que cette théorie est celle qui «permet dans certains cas à des parties bénéficiant d'un pouvoir égal de négociation de demander l'inapplicabilité d'une clause déraisonnable qui ne reflète pas l'intention des

---

<sup>105</sup> *Glengoil Steamship c. Pilkington*, (1898) 28 R.C.S. 146.

<sup>106</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 2979, p. 1857 ; Maurice TANCELIN, *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2009, no. 1107, p. 794 ; Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 871, p. 1077 ; Claude MASSE, «La responsabilité civile», dans *La réforme du Code civil. Obligations, contrats nommés*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 235, à la p. 317.

<sup>107</sup> *ABB Inc. c. Domtar Inc.*, 2007 CSC 50.

parties. Pour ce faire, l'inexécution contractuelle de la partie débitrice doit avoir pour effet de priver l'autre partie de la quasi-totalité du bénéfice du contrat»<sup>108</sup>.

On doit alors d'emblée souligner que lorsqu'il y a lieu d'avoir recours en droit québécois à une notion d'origine étrangère, le législateur québécois peut le prévoir clairement<sup>109</sup>. Il devient en ce sens naturel d'étudier la nécessaire distinction entre les traditions de droit civil et de common law (paragraphe I), puisque certains<sup>110</sup> considèrent qu'il y a lieu d'être particulièrement prudent d'avoir recours à la *fundamental breach* en droit québécois. Un tel emprunt à un système juridique extérieur ne devrait en effet s'imposer qu'en cas de lacune réelle au sein du droit civil québécois (paragraphe II).

### **Paragraphe I- La nécessaire distinction entre les traditions de droit civil et de common law**

La nécessaire distinction entre la tradition civiliste et la tradition de common law<sup>111</sup> a été rappelée de façon constante par la Cour suprême<sup>112</sup>. On peut en ce sens souligner les propos du juge Mignault :

---

<sup>108</sup> *ABB Inc. c. Domtar Inc*, 2007 CSC 50, par. 83, références omises. Voir aussi : *Guarantee Co. Of North America c. Gordon Capital Corp.*, [1999] 3 R.C.S. 423, par. 50.

<sup>109</sup> On peut en ce sens donner l'exemple de la fiducie, importée de la common law. À ce sujet, voir : Alexandra POPOVICI, «La fiducie québécoise, re-belle infidèle», dans Alexandra POPOVICI, Lionel SMITH et Régine TREMBLAY (dir.), *Les intraduisibles en droit civil*, Montréal, éditions Thémis, 2014, p. 129.

<sup>110</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 2979, p. 1857. Dans Maurice TANCELIN, *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2009, no.1107, p. 794 et 795, l'auteur en soulevant bien l'origine étrangère de cette solution, semble lui aussi militer en sa défaveur.

<sup>111</sup> Voir à ce sujet, à titre général: Charles GONTHIER, «Some comments on the common law and the civil law in Canada : influences, parallel developments and borrowings», (1992-1993) 21 *Can. Bus L.J.* 323 ; Louis LEBEL et Pierre-Louis LE SAUNIER, «L'interaction du droit civil et de la common law à la Cour suprême du Canada», (2006) 47 *C. de D.* 179 ; Michel MORIN, «Dualisme, mixité et métissage juridique : Québec, Hong Kong, Macao, Afrique du Sud et Israël», (2012) 57 *R.D. McGill* 645.

<sup>112</sup> Pour des propos démontrant une préoccupation institutionnelle croissante d'assurer le développement du droit civil selon ses propres principes et traditions, voir les commentaires du juge Pigeon dans *Pantel c. Air Canada*, [1975] 1 R.C.S. 472, p. 478. Voir aussi : *Drouin-Dalpé c. Langlois*, [1979] 1 R.C.S. 621, p. 624. Pour un regard critique sur une période où le droit civil ne recevait pas, selon certains, une considération suffisante, voir : Adrian POPOVICI, «Libres propos sur la culture juridique québécoise dans un monde qui rétrécit», (2009) 54 *R.D. McGill* 223.

«Sur bien des points, et surtout en matière de mandat, le code civil et le *common law* contiennent des règles semblables. Cependant le droit civil constitue un système complet par lui-même et doit s'interpréter d'après ses propres règles. Si pour cause d'identité de principes juridiques on peut recourir au droit anglais pour interpréter le droit civil français, on pourrait avec autant de raison citer les monuments de la jurisprudence française pour mettre en lumière les règles du droit anglais. Chaque système, je le répète, est complet par lui-même, et sauf le cas où un système prend dans l'autre un principe qui lui était auparavant étranger, on n'a pas besoin d'en sortir pour chercher la règle qu'il convient d'appliquer aux espèces bien diverses qui se présentent dans la pratique journalière.»<sup>113</sup> (Nos soulignements)

Dans le même sens, on rappellera les propos du juge Mignault, dans *Grace and Company c. Perras*<sup>114</sup>, lesquels furent ensuite repris par le juge Beetz dans l'affaire *Soucisse c. Banque nationale du Canada*<sup>115</sup> relativement à la théorie de l'estoppel. Bien que celle-ci existe en Angleterre et dans les provinces de common law au Canada, les juges rappelaient dans ces deux affaires qu'elle n'existe pas dans le droit du Québec. Le juge Mignault suggérait du même souffle que la solution à un cas donné serait néanmoins souvent la même dans les deux traditions, mais par le recours à des notions différentes, propres à chaque culture juridique<sup>116</sup>.

Plus récemment, dans *Lac d'Amiante du Québec Ltée c. 2858-0702 Québec Inc.*<sup>117</sup> le juge Lebel met à son tour en lumière la distinction nécessaire entre les deux traditions en ce qui regarde, cette fois-ci, les règles de la procédure civile au Québec. Il s'intéresse ce faisant aux différences quant aux sources du droit qui se distinguent dans les deux traditions juridiques:

«D'origines fort diverses, les règles de la procédure civile québécoise font partie d'un Code de procédure. À ce titre, elles s'inscrivent dans

---

<sup>113</sup> *Desrosiers c. The King*, [1920] S.C.R. 105, p. 126.

<sup>114</sup> *Grace and Company c. Perras*, (1921) 62 R.C.S. 166, p. 172.

<sup>115</sup> *Soucisse c. Banque nationale du Canada*, [1981] 2 R.C.S. 339, p. 360.

<sup>116</sup> Ainsi, au Québec, l'article 1730 C.c.B.C. était un exemple de ce qu'on appelait en Angleterre, le principe de l'estoppel.

<sup>117</sup> *Lac d'Amiante du Québec Ltée c. 2858-0702 Québec Inc.*, 2001 CSC 51.

une tradition juridique différente de la common law. Le droit fondamental en matière de procédure civile demeure celui qu'édicte l'Assemblée nationale. Ses règles se retrouvent dans un code rédigé en termes généraux. La création des règles de droit appartient ainsi principalement au législateur.»<sup>118</sup>

## **Paragraphe II- La *fundamental breach of contract* : règle étrangère à la tradition civiliste**

Dans le cas qui nous occupe, plutôt que de transposer dans notre système la règle prétorienne de common law de la *fundamental breach of contract*, il faudrait chercher dans l'arène du système juridique civiliste qui est le nôtre, jusqu'à trouver une solution qui nécessairement apparaîtrait par l'exercice d'une interprétation généreuse, conciliante, évolutive des notions du *Code civil* et de ses principes généraux<sup>119</sup>. En ce sens, la nature de droit commun du *Code civil* énoncée à la disposition préliminaire<sup>120</sup> de celui-ci encourage à répondre à une incertitude législative ou autre carence par le recours, avant tout, aux notions et principes généraux que le *Code civil* contient.

Au regard de ses propos dans l'affaire *ABB Inc. c. Domtar*<sup>121</sup>, la Cour suprême semble d'ailleurs être de cet avis. Dans cet arrêt relatif à un contrat de vente intervenu entre deux commerçants, la Cour devait décider de l'application d'une clause limitative de responsabilité du vendeur relativement à la qualité du bien vendu. Or, à la suite d'une revue d'ensemble du droit civil québécois en matière de vices cachés, la Cour suggère qu'il peut être intéressant de se demander dans quelle mesure ces règles sont similaires à

---

<sup>118</sup> *Lac d'Amiante du Québec Ltée c. 2858-0702 Québec Inc.*, 2001 CSC 51, par. 35.

<sup>119</sup> En ce sens, voir: *Doré c. Verdun (Ville)*, [1997] 2 R.C.S. 862 (CSC).

<sup>120</sup> La disposition préliminaire du *Code civil du Québec* se lit comme suit :

« Le Code civil du Québec régit, en harmonie avec la Charte des droits et libertés de la personne (chapitre C-12) et les principes généraux du droit, les personnes, les rapports entre les personnes, ainsi que les biens.

Le code est constitué d'un ensemble de règles qui, en toutes matières auxquelles se rapportent la lettre, l'esprit ou l'objet de ses dispositions, établit, en termes exprès ou de façon implicite, le droit commun. En ces matières, il constitue le fondement des autres lois qui peuvent elles-mêmes ajouter au code ou y déroger. »

<sup>121</sup> *ABB Inc. c. Domtar Inc.*, 2007 CSC 50.

celles issues de la common law qui s'appliquent dans le reste du Canada<sup>122</sup>. La Cour mentionne alors :

«[u]ne clause limitative de responsabilité négociée entre deux commerçants demeure en principe valide à moins d'être déclarée inapplicable, soit en vertu de la théorie de l'iniquité (*unconscionability*), soit parce que la clause vise une obligation dont le non-respect constitue une inexécution fondamentale du contrat (*fundamental breach of contract*)»<sup>123</sup>.

La Cour rappelle alors que la théorie de la *fundamental breach of contract* s'applique seulement lorsque l'inexécution contractuelle du débiteur a pour effet de «priver l'autre partie de la quasi-totalité du bénéfice du contrat»<sup>124</sup>. Ainsi, la constatation d'un vice caché n'équivaut pas systématiquement à une inexécution fondamentale du contrat; il faut que le vice caché soit «irréparable» ou que le bien s'avère inutilisable<sup>125</sup>. Ce qui retient surtout ici notre attention est le fait que la plus haute cour du pays conclut son tour d'horizon des règles de common law en matière de clause d'exonération de responsabilité du vendeur de la manière suivante : «[b]ref, encore plus que le droit français, la common law présente des caractéristiques qui font qu'elle est difficilement transposable en droit civil québécois (...) Il reste donc maintenant à analyser comment les règles québécoises doivent être appliquées aux faits en l'espèce»<sup>126</sup>. Ce faisant, tout en reconnaissant la pertinence des aspects comparatifs en la matière, la Cour met en lumière leur rôle limité. Elle rappelle la nécessité de ramener la problématique qui lui est soumise, et surtout de chercher sa solution, au sein des règles québécoises de droit civil.

La Cour d'appel abonde dans le même sens dans *Jerry Cohen Forwarders Ltd. c. Bagatelle Canada Inc.* rendue sous le *Code civil du Bas-Canada*, dans le contexte d'un contrat de transport de marchandises. Dans cette affaire, les biens transportés furent volés,

---

<sup>122</sup> *ABB Inc. c. Domtar Inc.*, 2007 CSC 50, par. 74.

<sup>123</sup> *ABB Inc. c. Domtar Inc.*, 2007 CSC 50, par. 81.

<sup>124</sup> *ABB Inc. c. Domtar Inc.*, 2007 CSC 50, par. 83. À cet égard, la Cour réfère à *Guarantee Co. of North America c. Gordon Capital Corp.*, [1999] 3 R.C.S. 423, par. 50.

<sup>125</sup> *ABB Inc. c. Domtar Inc.*, 2007 CSC 50, par. 83.

<sup>126</sup> *ABB Inc. c. Domtar Inc.*, 2007 CSC 50, par. 85.

alors que le camion avait été laissé déverrouillé et sans surveillance par son chauffeur. La Cour conclut qu'il n'y a pas lieu d'appliquer la règle de la *fundamental breach of the contract* pour déclarer inapplicable l'exonération conventionnelle qui visait la responsabilité relatives aux biens transportés, étant donné le constat d'une faute lourde commise par l'appelante. La Cour saisit l'opportunité de souligner que la faute lourde est «une des notions les plus ancrées dans notre droit civil»<sup>127</sup>.

Plus récemment, dans l'affaire *Ferme Franky*<sup>128</sup> relative à l'inexécution de l'obligation de surveillance dans le cadre d'un contrat de service intervenu avec une centrale de sécurité, la Cour d'appel s'exprime ainsi : «[o]n peut conclure, à la lecture du paragraphe 24 du jugement que le juge y voit une clause abusive (...) Compte tenu de cette conclusion, il n'était pas nécessaire de recourir à la théorie dite de «fundamental breach» pour écarter l'application de la clause limitative de responsabilité»<sup>129</sup>. Encore une fois, la Cour préfère les règles de droit civil québécois pour solutionner la problématique soumise, en l'espèce la notion de clause abusive (art. 1437 C.c.Q.), plutôt que d'y transposer la solution étrangère de common law.

En somme, cette idée s'inscrit dans le fait qu'il n'y a pas lieu de gruger le principe de la validité de l'exonération conventionnelle de responsabilité en important des exceptions étrangères, c'est-à-dire qui appartiennent à une tradition juridique extérieure à la nôtre. Ainsi, à défaut d'appréhender l'exonération de responsabilité qui touche à une obligation essentielle avec les règles appartenant au droit civil québécois, le principe de la validité devrait rester intact.

Remarquons donc que l'origine étrangère à la tradition civiliste de la *fundamental breach of contract* ne détermine pas en soi le sort des parties relativement à l'application ou non de l'exonération de responsabilité prévue à leur contrat. Il appartient dès lors au juge de

---

<sup>127</sup> *Jerry Cohen Forwarders Ltd. c. Bagatelle Canada inc.*, J.E. 88-787 (C.A.), non numérotés.

<sup>128</sup> *Ferme Franly 2004 inc. c. Gestions Pierre Saint-Cyr inc. (Centrale de contrôle d'alarmes du Québec)*, 2014 QCCA 848.

<sup>129</sup> *Ferme Franly 2004 inc. c. Gestions Pierre Saint-Cyr inc. (Centrale de contrôle d'alarmes du Québec)*, 2014 QCCA 848, par. 3.

solutionner la question de son application autrement, c'est-à-dire en resituant l'exonération de responsabilité dans la sphère du droit civil québécois, et des éventuelles solutions juridiques qu'il incite.

## **Section II- Le respect de la volonté comme fondement de l'exonération conventionnelle d'une obligation essentielle**

La détermination de l'applicabilité de l'exonération conventionnelle pourrait alors apparaître par le recours à certains principes généraux du droit civil québécois qui seront présentés immédiatement, telles la liberté contractuelle et la force obligatoire du contrat. Ces principes militent en faveur de l'application de l'exonération conventionnelle.

On encensera les notions de liberté contractuelle et de force obligatoire du contrat en ce qu'ils sont les principes juridiques issus de la théorie philosophique de l'autonomie de la volonté<sup>130</sup>. Selon cette théorie, le contrat librement consenti est toujours conforme à la justice et à l'intérêt social<sup>131</sup> : «[q]ui dit contractuel, dit juste»<sup>132</sup>, suivant la formule de Fouillée, maintes fois reprise<sup>133</sup>.

---

<sup>130</sup> Sur la conception libérale du contrat, voir : Maurice TANCELIN, *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson et Lafleur, 2009, no. 55 et ss, p. 56 et ss. Pour les commentaires du même auteur sur la distinction nécessaire entre le principe juridique de la liberté contractuelle et son fondement, voir le no. 70, p. 65.

<sup>131</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 87, p. 143. Voir aussi : Emmanuel GOUNOT, *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé. Contribution à l'étude critique de l'individualisme juridique*, Paris, éditions Arthur Rousseau, 1912, p. 73 et ss. Pour une analyse historique de la transformation du rôle de l'équilibre entre les prestations à la lumière de l'évolution de la conception du contrat, voir : Élise CHARPENTIER, «Les fondements théoriques de la transformation du rôle de l'équilibre des prestations contractuelles», (2004) 45 *C.de D.* 69.

<sup>132</sup> Alfred FOUILLÉE, *La science sociale contemporaine*, 2e éd., Paris, éditions Hachette, 1885, p. 409.

<sup>133</sup> Pour une étude de l'utilisation contemporaine de cet adage, ainsi que de son origine, voir: Louise ROLLAND, ««Qui dit contractuel, dit juste.» (Fouillée) ... en trois petits bonds, à reculons», (2006) 51 *R.D. McGill* 765.



Et alors, la théorie de l'autonomie de la volonté n'entretient pas seulement un certain rôle de la volonté ; elle est l'expression de tout un système philosophique adapté au droit<sup>134</sup>. Cela faisait dire à Emmanuel Gounot que :

«À la base de l'édifice social et juridique se trouve l'individu, c'est-à-dire une volonté libre. La liberté fait de l'être humain son propre maître et son seul maître ; elle le rend infiniment respectable et sacré ; elle l'élève à la dignité de «fin en soi». Au sens le plus général du mot, le droit n'est autre chose que cette liberté initiale et souveraine qui appartient à tout homme. De la volonté libre tout procède, à elle tout aboutit.»<sup>135</sup>

Marie Annik Grégoire souligne qu'au Québec, la philosophie apparemment adoptée par le *Code civil* est imprégnée des idées de Kant<sup>136</sup>, pour qui les obligations volontairement consenties sont, de fait, nécessairement justes : «quand quelqu'un décide quelque chose à l'égard d'un autre, il est toujours possible qu'il lui fasse quelque injustice ; mais toute injustice est impossible dans ce qu'il décide pour lui-même»<sup>137</sup>. C'est d'ailleurs ainsi que l'application concrète, au Québec, de la théorie classique de l'autonomie de la volonté, par le canal des principes de liberté contractuelle et de force obligatoire du contrat qui en découlent, justifiait autrefois l'exclusion de la lésion entre majeurs dans le droit commun<sup>138</sup>.

---

<sup>134</sup> André-Jean ARNAUD, *Les origines doctrinales du Code civil français*, Paris, éditions librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969, p. 197.

<sup>135</sup> Emmanuel GOUNOT, *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé. Contribution à l'étude critique de l'individualisme juridique*, Paris, éditions Arthur Rousseau, 1912, p. 27.

<sup>136</sup> Marie Annik GRÉGOIRE, *Liberté, responsabilité et utilité : la bonne foi comme instrument de justice*, thèse de doctorat, collection Minerve, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010, p. 59.

<sup>137</sup> Emmanuel KANT, *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, trad. J. BARNI, Paris, éditions Durand, 1854, p. 169. Pour un regard plus général sur la doctrine individualiste classique de l'autonomie de la volonté, à laquelle appartient Kant, voir : Emmanuel GOUNOT, *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé. Contribution à l'étude critique de l'individualisme juridique*, Paris, éditions Arthur Rousseau, 1912, p. 27 et ss.

<sup>138</sup> Voir : George MASSOL, *La lésion entre majeurs en droit québécois*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1989. Ainsi, le *Code civil du Bas-Canada* ne reconnaissait plus la possibilité d'invoquer la lésion entre majeurs lors de la vente d'un immeuble (tel qu'il était possible de le faire sous le droit antérieur à la codification), puisque les codificateurs considèrent que la lésion viole l'intégrité du contrat. Voir à ce sujet: Brigitte LEFEBVRE, «L'évolution de la justice contractuelle en droit québécois : une influence marquée du droit français quoique non exclusive», dans Jean-Louis NAVARRO et Guy LEFEBVRE (dir.),



Concrètement, la liberté contractuelle s'apprécie par rapport à la conception du contrat plutôt qu'à son exécution : les parties sont, dans les limites de l'ordre public, *libres* de concevoir le contrat comme elles l'entendent. Elles sont par ailleurs *liées* par celui-ci quant à son exécution. Il s'agit dans ce dernier cas de l'expression du principe de force obligatoire du contrat.

Les propos du juge Pelletier dans *Canadian Northern Quebec Railway Co.*<sup>139</sup> mettent selon nous en lumière cette différenciation. Il semble en effet distinguer la légalité de l'exonération conventionnelle d'une part, et son effectivité d'autre part. Cela reflète la séparation que l'on fait à l'égard de la conception du contrat (alors que la *légalité* de l'exonération conventionnelle est fondée sur la liberté contractuelle opérée dans les limites de l'ordre public), et l'exécution du contrat (alors que l'*effectivité* de l'exonération est assise sur l'idée de force obligatoire du contrat) :

«Du reste, nous sommes en présence d'un cas réglé par notre droit civil qui dit que la loi des parties est celle qui est contenue dans leur contrat, pourvu que ce contrat ne soit pas contraire à l'ordre public. Dans ce cas-là, il suffit donc d'avoir la certitude- ne l'avons-nous pas ?- qu'une clause comme celle qui nous occupe, n'est pas contraire à l'ordre public.» [liberté contractuelle quant à la conception du contrat]. (...) et le juge de conclure qu'en conséquence: «(...) les parties sont liées par leur contrat et l'intimée ne peut pas répudier la partie qu'elle n'aime pas et garder les avantages que ce même contrat lui procure [force obligatoire du contrat quant à son exécution].»<sup>140</sup>

La force obligatoire du contrat comme fondement de l'effectivité de l'exonération conventionnelle fera l'objet d'étude du paragraphe II de la présente section. Voyons d'abord, dans le paragraphe I, ce qu'il en est de la liberté contractuelle quant à la conception du contrat.

---

*L'acculturation en droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2007, p. 199. De nos jours, l'article 1405 C.c.Q. prévoit expressément que la lésion n'est pas admise dans le droit commun entre majeurs doués de raison. Le consommateur est pour sa part protégé par la *Loi sur la protection du consommateur*, RLRQ c P-40.1, à l'article 8.

<sup>139</sup> *Canadian Northern Quebec Railway Co. c. Argenteuil Lumber*, (1919) 28 B.R.

<sup>140</sup> *Canadian Northern Quebec Railway Co. c. Argenteuil Lumber*, (1919) 28 B.R. 408, p. 417, 418.

## **Paragraphe I- La liberté contractuelle quant à la conception du contrat**

Pour ce faire, nous présenterons brièvement le principe de liberté contractuelle de façon abstraite dans un premier temps (A). À terme, nous pourrions resserrer nos observations sur l'implication de la liberté contractuelle dans le principe de validité de l'exonération conventionnelle de la responsabilité touchant à une obligation essentielle du contrat (B).

### ***A. La notion de liberté contractuelle***

Les codificateurs initiaux d'abord, tout autant que les artisans de la refonte, ensuite, ont visiblement voulu adhérer à l'idée de liberté contractuelle. En effet, l'article 13 C.c.B.C. ( 9 C.c.Q. ) la contient *a contrario*, alors que les articles 1025 et 1472 (2) C.c.B.C. (1385 et 1453 (1) C.c.Q.) énoncent le principe du consensualisme. Ainsi, tant sous l'empire du *Code civil du Bas-Canada* que sous celui du *Code civil du Québec*, dans le droit québécois des contrats, la liberté est la règle.

Le principe de liberté contractuelle suppose ainsi qu'à l'intérieur des seules limites relatives à l'ordre public<sup>141</sup>, les parties sont parfaitement libres de contracter : elles peuvent «passer toute sorte de contrats, nommés ou innommés, sur toute sorte d'objets, pour toute sorte de motivation, ainsi que la liberté d'aménager le contenu normatif du contrat»<sup>142</sup>.

Concrètement, on reconnaît que la liberté contractuelle s'applique à la forme du contrat<sup>143</sup> d'une part, tout autant qu'au fond du contrat, d'autre part. À nos fins, précisons que la

---

<sup>141</sup> Les articles 9 C.c.Q. et 41.3 de la *Loi d'interprétation*, LRQ, c I-16 prévoient une limite au principe de la liberté contractuelle en interdisant de déroger par contrat aux lois d'ordre public, sous peine de nullité.

<sup>142</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 254, p. 128.

<sup>143</sup> Le principe de liberté quant à la forme veut que le contrat n'exige aucune forme spéciale pour devenir source d'obligations (consensualisme). Cependant, les parties sont libres de s'obliger à certaines formalités pour la conclusion de contrats ultérieurs : Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 90, p. 145.

liberté contractuelle qui nous intéresse est exclusivement celle qui s'attache au fond de la convention, c'est-à-dire celle qui permet aux parties de choisir «les conditions et les modalités selon lesquelles elles veulent s'engager ainsi que l'objet de leur contrat»<sup>144</sup>.

Cette liberté s'opérant, tel que mentionné, dans les balises de l'ordre public, on observe que les principes de liberté contractuelle et d'ordre public agissent l'un vis-à-vis de l'autre comme équivalent juridique ; ils se font contrepoids. Cela faisait dire au doyen Carbonnier qu'«un rapport de forces antagonistes unit ainsi, en les opposant, la liberté contractuelle et les lois d'ordre public»<sup>145</sup>.

### ***B. L'application***

Voyons alors de quelle manière, et surtout dans quelle mesure, la liberté contractuelle, en ce qu'elle agit comme contrepoids de l'ordre public, sert de fondement au principe de la légalité de l'exonération conventionnelle de responsabilité touchant à une obligation essentielle du contrat. Parce qu'une évolution se mesure nécessairement dans le temps, nous nous pencherons d'abord sur l'état du droit sous le *Code civil du Bas-Canada*, ensuite à celui sous le *Code civil du Québec*.

Soulignons d'emblée que la notion d'ordre public se matérialise le plus souvent par l'expression de la volonté du législateur<sup>146</sup>. Pour cette raison, on ne saurait s'intéresser à celle-ci relativement à la possibilité pour un contractant de s'exonérer conventionnellement de l'inexécution d'une obligation essentielle, en passant sous silence les règles d'interprétation des lois<sup>147</sup>. Ainsi, on sent bien parfois que la présomption contre

---

<sup>144</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 89, p. 144.

<sup>145</sup> Jean CARBONNIER, *Droit et passation du droit sous la Ve République*, Paris, éditions Forum/Flammarion, 1996, p. 177.

<sup>146</sup> Il s'agit de l'ordre public «formel», voir : Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1907 et ss. p. 1067 et ss.

<sup>147</sup> Repensons à l'expression de Montesquieu selon laquelle : «les juges ne sont que la bouche qui prononce les paroles de la loi». Ici s'inscrit le rôle traditionnellement reconnu au juge, qui ne se limite qu'à révéler l'intention du législateur, plutôt que de participer à la création du sens de la règle juridique voir : Pierre-

l'addition ou la suppression de terme implique que la liberté contractuelle permet que l'exonération conventionnelle de responsabilité s'étende à toute obligation contractuelle, et non pas seulement à une obligation accessoire.

## 1. Sous le Code civil du Bas-Canada

En ce sens, sous le *Code civil du Bas-Canada*, le législateur ne traitait pas du problème de l'admissibilité de l'exonération conventionnelle dans son ensemble. On ne retrouvait effectivement qu'une seule disposition portant sur la possibilité, pour les voituriers, de s'exonérer de leur responsabilité (art. 1676 C.c.B.C.)<sup>148</sup>. Du reste, le *Code civil du Bas-Canada* restait muet sur l'admissibilité générale, ou à l'inverse sur la prohibition, des clauses d'exonération de responsabilité dans le contrat<sup>149</sup>.

Ainsi, rien dans la loi n'empêchait la validité de principe de l'exonération de responsabilité, ni de façon générale, ni d'ailleurs de façon spécifique (c'est-à-dire par le recours à des exceptions précises). Pour cette raison, on pouvait considérer que le rejet de l'exonération conventionnelle pour motif qu'elle touchait à une obligation essentielle, heurtait directement le principe de liberté contractuelle qui devait triompher en l'absence d'une règle d'ordre public le limitant.

L'inadmissibilité, par le législateur, de la lésion entre majeurs justifiait par ailleurs *a contrario* la validité de l'exonération conventionnelle. Le juge ne devait pas aller contre la volonté du législateur en reconnaissant indirectement la lésion par le refus d'appliquer

---

André CÔTÉ, Stéphane BEAULAC et Mathieu DEVINAT, *Interprétation des lois*, 4<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2009, no. 1042, p. 316 et ss. ; Lucie LAUZIÈRE, «Le sens ordinaire des mots comme règle d'interprétation», (1987) 28 *C. de D.* 367 ; Stéphane BEAULAC, *Précis d'interprétation législative, Méthodologie générale, Charte canadienne et droit international*, Montréal, éditions LexisNexis, 2008, p. 107.

<sup>148</sup> L'article 1676 C.c.B.C. se lit comme suit : «Les avis par les voituriers de conditions spéciales limitant leur responsabilité ne lient que les personnes qui en ont connaissance ; et nonobstant tels avis et la connaissance qu'on peut en avoir, les voituriers sont responsables lorsqu'il est prouvé que le dommage a été causé par leur faute ou celle de ceux dont ils sont responsables».

<sup>149</sup> Claude MASSE, *Loi sur la protection du consommateur : analyse et commentaires*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1999, p. 180.

l'exonération conventionnelle de responsabilité au seul motif que celle-ci fut draconienne. C'est, du moins, ce que Chantal Perreault considérait lorsqu'elle écrivait :

«[L]es clauses de limitation de responsabilité, si draconiennes soient-elles, ne sont pas illicites et les tribunaux ne peuvent intervenir pour modifier la volonté des parties en raison du caractère déraisonnable de la clause. La lésion entre majeurs n'est pas reconnue dans notre droit sauf dans les cas où le législateur a cru nécessaire d'intervenir»<sup>150</sup> (nos soulignements).

C'est ainsi que dans une décision rendue sous le *Code civil du Bas-Canada*<sup>151</sup>, le juge justifie l'application des clauses d'exonération de responsabilité contenues dans un contrat de construction, au cas d'erreurs dans les documents remis aux soumissionnaires, et ce, aussi léonines étaient-elles. En effet, associant à la lésion l'argument de la demanderesse se voyant opposer une clause d'exonération, le juge s'exprime en ces termes :

«[à] la vérité, c'est la lésion que plaide l'appelante. Certes, l'article 1012 C.civ.<sup>152</sup> souffre de plus en plus de dérogation, notamment en raison de la protection que le législateur accorde aux consommateurs et à d'autres catégories de personnes. L'appelante, toutefois, n'a invoqué aucune dérogation qui pourrait s'appliquer en l'espèce»<sup>153</sup>.

En somme, sous l'empire du *Code civil du Bas-Canada*, ce n'était pas sur l'assise de la volonté du législateur, qui ne prévoyait rien, que l'on pouvait soutenir que l'ordre public limitait la liberté contractuelle d'intégrer, dans le contrat, une exonération conventionnelle de la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation essentielle.

---

<sup>150</sup> Chantal PERREAULT, *Les clauses pénales*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1988, p. 56.

<sup>151</sup> *H. Cardinal construction Inc. c. Dollard-des-Ormeaux* (Ville de), J.E. 87-970 (C.A.). Dans le même sens : *Corpex (1977) Inc. c. La Reine du chef du Canada*, [1982] 2 R.C.S. 643.

<sup>152</sup> L'article 1012 C.c.B.C. se lit comme suit : «Les majeurs ne peuvent être restitués contre leurs contrats pour cause de lésion seulement».

<sup>153</sup> *H. Cardinal construction Inc. c. Dollard-des-Ormeaux* (Ville de), J.E. 87-970 (C.A.), par. non numérotés. Tel que nous le verrons au chapitre II du mémoire, la solution est aujourd'hui différente, puisque les contrats d'appel d'offres sont aujourd'hui associés à des contrats d'adhésion : *Régie d'assainissement des eaux du bassin de la Prairie c. Janin Construction (1983) ltée*, 1999 CanLII 13754 (QCCA), par. non numérotés.

## 2. Sous le Code civil du Québec

Étudions à présent dans quelle mesure la liberté contractuelle sert, sous le *Code civil du Québec*, la réception du principe de la légalité de cette exonération conventionnelle. Encore une fois, nous aborderons la question en jetant un regard sur les balises d'ordre public de cette liberté contractuelle.

Dans un ouvrage s'intéressant à la réforme du *Code civil*, Claude Masse, en sondant les nouvelles prohibitions légales de la limitation conventionnelle de responsabilité, admet que c'est relativement à l'exonération de l'obligation essentielle que les choix des auteurs de la refonte sont les moins clairs<sup>154</sup>. Ainsi, la liberté contractuelle est encore aujourd'hui susceptible, au moins dans une certaine mesure, de servir de fondement à cette exonération conventionnelle de responsabilité.

En effet, bien que plus relative<sup>155</sup>, la méthodologie de l'interprétation législative demeure encore aujourd'hui considérablement positiviste<sup>156</sup>. Cela étant, la méthode textuelle d'interprétation des lois peut toujours être mise de l'avant pour fonder le principe de légalité de l'exonération conventionnelle lorsque celle-ci vise la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation essentielle.

Ainsi, sous le *Code civil du Québec*, la méthode littérale d'interprétation des lois fonde le principe de légalité de cette exonération d'une double manière. D'abord quant à l'interprétation, au sein du *Code civil du Québec*, des dispositions qui traitent spécifiquement de l'exonération conventionnelle de responsabilité (i). Ensuite, quant à

---

<sup>154</sup> Claude MASSE, «La responsabilité civile», dans *La réforme du Code civil. Obligations, contrats nommés*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 235, à la p. 316.

<sup>155</sup> Nous y revenons au chapitre II du mémoire. À titre général, voir : Diane DEMERS, «Les enjeux contemporains de l'interprétation : les concepts flous, l'interprétation «constructiviste» et la «modélisation»», dans Claude THOMASSET et Danièle BOURCIER (dir.), *Interpréter le droit : le sens, l'interprète, la machine*, Bruxelles, éditions Bruylant, 1997, p. 221.

<sup>156</sup> Pierre-André CÔTÉ, Stéphane BEAULAC et Mathieu DEVINAT, *Interprétation des lois*, 4<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2009, no. 949 et ss. p. 285. Voir : Stéphane BERNATCHEZ, «De la représentativité du pouvoir législatif à la recherche de l'intention du législateur : les fondements et les limites de la démocratie représentative», (2007) 48 *C.de D.* 449.

l'absence d'une disposition législative expresse prévoyant l'impossibilité de s'exonérer d'une obligation essentielle (ii).

*i. L'interprétation des dispositions relatives à l'exonération conventionnelle de responsabilité*

S'appuyant encore sur l'absence d'une volonté claire des auteurs de la refonte, l'interprétation des dispositions relatives à l'exonération conventionnelle de responsabilité va dans le sens de la légalité de celle qui vise une obligation essentielle.

Prenons en exemple le libellé de l'article 1475 C.c.Q. Cette disposition traite de l'exclusion ou de la limitation de «l'obligation de réparer le préjudice résultant de l'inexécution d'une obligation contractuelle» (nos soulignements), sans préciser qu'il peut s'agir d'une obligation essentielle ou secondaire du contrat<sup>157</sup>.

Or, on remarquera que le législateur prend le soin de qualifier de différentes manières la notion d'obligation lorsqu'il a voulu le faire. Il emploie d'ailleurs à l'article 1437 C.c.Q. l'expression «obligation essentielle». Dans la *Loi sur la protection du consommateur*, il énonce d'autre part que : «[l]obligation principale du commerçant consiste dans la livraison du bien ou la prestation du service prévu dans le contrat» (nos soulignements)<sup>158</sup>. On pensera aussi aux modalités de l'obligation, alors que celle-ci est nommément «solidaire»<sup>159</sup>, «divisible»<sup>160</sup>, «à terme»<sup>161</sup>, ainsi que «conditionnelle»<sup>162</sup>. En dehors de ses modalités, le législateur réfère aussi explicitement à l'obligation «de ne pas faire»<sup>163</sup>, ou encore au contenu contractuel qui «découle d'après [la] nature»<sup>164</sup> du contrat.

---

<sup>157</sup> Claude MASSE, «La responsabilité civile», dans *La réforme du Code civil. Obligations, contrats nommés*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 235, à la p. 317.

<sup>158</sup> *Loi sur la protection du consommateur*, RLRQ c P-40.1., art. 16.

<sup>159</sup> Qu'on retrouve notamment aux articles 1523 et ss. C.c.Q.

<sup>160</sup> Qu'on retrouve notamment aux articles 1518 et ss. C.c.Q. ainsi qu'aux articles 2901 et 2902 C.c.Q.

<sup>161</sup> Qu'on retrouve notamment aux articles 1508 et ss. C.c.Q.

<sup>162</sup> Qu'on retrouve notamment aux articles 1497 et ss. C.c.Q.

<sup>163</sup> Qu'on retrouve notamment aux articles 1597 et 1603 C.c.Q.

<sup>164</sup> Art. 1434 C.c.Q.

Faut-il alors présumer que s'étant montré muet quant à la distinction que l'on peut pourtant envisager entre l'obligation *essentielle* et l'obligation *accessoire* dans les dispositions qui concernent spécifiquement l'exonération conventionnelle de responsabilité, le législateur a voulu qu'il soit possible pour le débiteur de s'exonérer de toute obligation contractuelle<sup>165</sup>?

*ii. L'absence de disposition expresse dans le Code civil du Québec*

Dans le même sens, à la différence des codificateurs du *Code civil du Bas-Canada*, les auteurs de la refonte ont expressément et spécifiquement intégré des exceptions d'ordre public par rapport à la possibilité, pour les contractants, de limiter conventionnellement leur responsabilité. Tel qu'il fut mentionné dans le chapitre préliminaire du mémoire, ces conditions d'application sont d'une part sectorielles (par exemple dans le contrat de louage résidentiel ou en matière de contrat de consommation), et d'autre part circonstanciées (par exemple en cas de faute lourde ou intentionnelle de la part du débiteur).

Or, quant à une éventuelle limite législative d'ordre public selon laquelle on ne pourrait, dans le droit commun, s'exonérer de la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat, l'intention du législateur n'est pas aussi limpide : aucune disposition législative ne le prévoit de façon expresse. D'ailleurs, en matière de baux commerciaux, allaient en ce sens les propos tenus dans l'affaire *Société de gestion Complan (1980) Inc. c. Bell Distribution inc.*<sup>166</sup>. En effet, la Cour d'appel, relativement à l'obligation essentielle pour le locateur de fournir la jouissance des lieux loués, suggère que malgré que celle-ci tienne de «l'essence même du contrat de louage et qu'elle en soit une de résultat», les parties peuvent néanmoins y déroger par l'intégration de clauses au

---

<sup>165</sup> Dans *Banque nationale c. Soucisse*, (1981) 2 R.C.S. 339, à la p. 348, bien que dans un contexte tout à fait étranger à l'exonération conventionnelle de responsabilité, le juge Beetz, dans son exercice d'interprétation du Code civil, était sans équivoque à ce sujet : «[c]et article ne distingue pas entre les obligations présentes et les futures, entre les certaines et les aléatoires. Elles sont toutes susceptibles d'être cautionnées car on ne doit pas distinguer là où la loi ne distingue pas»<sup>165</sup>.

<sup>166</sup> *Société de gestion Complan (1980) Inc. c. Bell Distribution inc.*, 2011 QCCA 320.



contrat, puisque les dispositions de l'article 1854 C.c.Q. ne sont pas d'ordre public. Cette dernière décision suit l'affaire *Karrum Realities Inc.*<sup>167</sup>, rendue quelques années plus tôt et dans laquelle le juge mentionne que même en assimilant des clauses qui limitent de façon drastique les obligations du locateur relativement à son obligation de fournir la jouissance paisible des lieux loués à des clauses d'exonération de responsabilité régies par l'article 1474 C.c.Q., celles-ci seraient valides en l'absence de faute lourde ou intentionnelle de la part du locateur.

En somme, la liberté contractuelle fonde encore aujourd'hui le principe de légalité de l'exonération conventionnelle qui touche à une obligation essentielle en ce que le législateur n'a pas exprimé une règle claire d'ordre public selon laquelle il n'est pas possible d'inclure dans le contrat une clause qui aura l'effet d'exonérer le débiteur d'une obligation essentielle, du moins en dehors des contrats d'adhésion ou de consommation<sup>168</sup>. À défaut, la liberté contractuelle devrait en principe triompher. En ce sens, il est d'ailleurs possible de concevoir dans le cadre de contrat de gré à gré, que l'exonération de responsabilité, même de l'obligation essentielle, puisse faire l'objet d'une négociation légitime<sup>169</sup>.

## **Paragraphe II- La force obligatoire quant à l'exécution du contrat**

Maintenant que nous avons étudié de quelle manière le principe de liberté contractuelle sert de fondement à la légalité de principe de l'exonération conventionnelle de responsabilité de l'obligation essentielle par rapport à la conception du contrat, posons à présent notre regard sur l'admission traditionnelle de son effectivité quant à l'exécution du contrat. Cela implique nécessairement de nous intéresser à la signification du principe de force obligatoire du contrat.

---

<sup>167</sup> *Karrum Realities Inc. c. Ama Investments Inc.* 2007 QCCA 880.

<sup>168</sup> Puisqu'il existe pour ce type particulier de contrat, l'article 1437 C.c.Q., qui permet de rendre inopérante une clause jugée abusive.

<sup>169</sup> Dans l'affaire *Suisse Atlantique* relative à la théorie de common law de la *fundamental breach of contract*, Lord Reid le soulignait d'ailleurs : *Suisse Atlantique Société d'Armement Maritime SA v. N.V. Rotterdamsche Kolen Centrale*, [1967] 1 A.C. 361, p. 76.

Ainsi, nous présenterons d'abord ce principe (A). En un deuxième temps, nous serons à même d'étudier de quelle manière la force obligatoire du contrat fonde le principe d'effectivité de l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle (B).

### ***A. La notion de force obligatoire du contrat***

Les articles 1434 C.c.Q. (1024 C.c.B.C.) et 1439 C.c.Q. (1022 C.c.B.C.) édictent le principe de force obligatoire du contrat, selon lequel le contrat valablement formé oblige ceux qui l'ont conclu. Pour Maurice Tancelin, ce principe exprime que «ce que la volonté a lié, seule la volonté peut le délier»<sup>170</sup>. D'une importance capitale dans notre droit civil<sup>171</sup>, rappelons que ce principe émane, tout comme le principe de liberté contractuelle, de la théorie philosophique de l'autonomie de la volonté<sup>172</sup>.

En ce qui concerne la portée du principe, celui-ci s'impose d'abord et avant tout aux parties contractantes. En effet, selon l'adage qui s'est profondément ancré dans notre mémoire juridique<sup>173</sup>, *le contrat est la loi des parties*. Ainsi, sous peine d'une sanction<sup>174</sup>, chacune des parties est tenue d'exécuter le contrat selon les modalités auxquelles elle a valablement consenti, et elle ne peut donc modifier ou révoquer unilatéralement le contenu

---

<sup>170</sup> Maurice TANCELIN, *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson et Lafleur, 2009, no. 59, p. 59. Angers LAROUCHE, *Les obligations, Tome I, théorie générale des contrats ; quasi contrat*, Ottawa, éditions de l'Université d'Ottawa, 1982, p. 205 exprime pour sa part ce principe sous la formule suivante: «Seule la volonté peut défaire ce qu'elle a fait, mais en suivant le même processus que pour la formation du contrat».

<sup>171</sup> Selon la locution latine «*Pacta sunt servanda*», les conventions doivent être respectées.

<sup>172</sup> Sur le fondement de la force obligatoire des actes juridiques, voir : Emmanuel GOUNOT, *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé. Contribution à l'étude critique de l'individualisme juridique*, Paris, éditions Arthur Rousseau, 1912, p. 121 et ss.

<sup>173</sup> Louis LEBEL, «Incertitudes contractuelles, incertitudes judiciaires», dans Claude FABIEN et Benoît MOORE (dir.), *Les conférences Albert Mayrand*, Montréal, éditions Thémis, 2012, p. 87, à la p. 90. Contrairement au Code civil français (art. 1134 C. civ), au Québec, cet adage n'a pas été officiellement codifié.

<sup>174</sup> Art. 1458, 1590 et 1604 C.c.Q.

du contrat<sup>175</sup>. En outre, la force obligatoire s'impose en principe au juge, mais de façon relative. Cela veut dire que ce dernier ne devrait pas intervenir pour modifier le contenu du contrat, sauf autorisation du législateur<sup>176</sup>.

Mentionnons par ailleurs que, naturellement, afin de concevoir- et éventuellement de rendre effectif - le principe de force obligatoire, il faut nécessairement «délimiter les contours du cercle contractuel»<sup>177</sup> qui lie les parties contractantes. Ainsi, dans sa matérialisation, le principe de force obligatoire se conçoit dans le cadre de l'étude du contenu contractuel, et cela suggère un exercice d'interprétation.

## ***B. L'application***

Étudions à présent de quelle manière, et éventuellement dans quelle mesure, l'application concrète du principe de force obligatoire du contrat sert de fondement à l'effectivité de l'exonération conventionnelle qui dégage un contractant de sa responsabilité relativement à une obligation essentielle. Encore ici, nous nous intéresserons d'abord à l'état du droit sous le *Code civil du Bas-Canada*, et ensuite à celui sous le *Code civil du Québec*.

### **1. Sous le Code civil du Bas-Canada**

L'article 1024 C.c.B.C. prévoyait le principe de force obligatoire du contrat en ces termes : «[l]es obligations d'un contrat s'étendent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les conséquences qui en découlent, d'après sa nature, et suivant l'équité, l'usage ou la loi». Ainsi, afin de déterminer le contenu contractuel ayant force obligatoire entre les parties, le juge devait se référer à l'article 1013 C.c.B.C. qui prévoyait pour sa

---

<sup>175</sup> Art. 1439 C.c.Q.

<sup>176</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 94, p. 147.

<sup>177</sup> Nous reprenons ici l'expression de Paul-André CRÉPEAU, «Le contenu obligationnel d'un contrat», (1965) *R. du B. Can.* 1, p. 2.

part que : «[l]orsque la commune intention des parties dans un contrat est douteuse, elle doit être déterminée par interprétation plutôt que par le sens littéral des termes du contrat».

Étant donné l'emploi du mot «lorsque», ce libellé commandait la nécessité d'un doute pour déclencher –et justifier- l'exercice d'interprétation. Ainsi, la théorie classique d'interprétation du contrat sous le *Code civil du Bas-Canada* répondait de l'énoncé de principe selon lequel il n'y a pas matière à interprétation si «l'intention des parties se découvre suffisamment par les termes qu'elles ont employés»<sup>178</sup>. On conçoit cet adage comme référant à la doctrine du sens clair<sup>179</sup>.

Selon cette théorie classique, la découverte du contenu contractuel ayant force obligatoire entre les parties se concrétise par une lecture- en théorie objective- du contrat d'abord. Certains parlent alors de la phase «préinterprétative»<sup>180</sup> ou encore d' «interprétation de filtrage»<sup>181</sup>. Ensuite, ce n'est que si de cette première lecture il persiste un doute relativement à la commune intention des parties quant au contenu explicite<sup>182</sup>, qu'il faut, pour tracer les limites du contenu contractuel ayant force obligatoire, avoir officiellement recours à un exercice d'interprétation<sup>183</sup>.

---

<sup>178</sup> *Dupéré c. Caron*, (1931) 69 C.S. 391, p. 393.

<sup>179</sup> Voir : Vincent CARON, *Jalons pour une théorie pragmatique de l'interprétation du contrat : du temple de la volonté à la pyramide de sens*, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2014, p. 59 et ss.

<sup>180</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1571, p. 864.

<sup>181</sup> *Groupe L.M.D. Experts-conseils Inc. c. Société québécoise d'assainissement des eaux*, J.E. 2000-995 (C.S.), p. 5.

<sup>182</sup> En ce sens : Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1570, p. 863 ; Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 413, p. 491. *Contra* : Sébastien GRAMMOND, «Interprétation des contrats», *JurisClasseur Québec*, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 6, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 1<sup>er</sup> juin 2014, no. 4.

<sup>183</sup> Cet exercice sera par ailleurs nécessaire dans tous les cas afin de dégager le contenu implicite du contrat (art. 1434 C.c.Q.).

Ainsi, selon les tenants de la règle de l'acte clair, la méthode littérale d'interprétation du contrat qui exige que l'interprète soit fidèle au texte, doit avoir préséance sur les autres méthodes d'interprétation<sup>184</sup>. Le juge Beetz se prononçait en ce sens lorsqu'il écrivait :

«Lorsqu'une personne intervient à un acte pour y contracter des obligations, ses intentions ne doivent pas être jugées de son point de vue subjectif, sauf les cas où elle peut plaider erreur, dol ou violence, mais d'abord selon le sens objectif que peut avoir, pour tous ceux qui sont appelés à le lire, le texte auquel elle a souscrit. Si le texte est clair, explicitement ou implicitement, il est concluant et ne laisse plus d'objet à l'appréciation des juges du fait. Il y va de la sécurité des transactions. »<sup>185</sup>

C'est ainsi que sous l'ancien Code, on peut concevoir que le juge devant une clause radicale qui prévoyait l'exonération de responsabilité, était encouragé à l'appliquer, dès lors que le libellé de ladite clause était suffisamment clair. Par exemple, dans *Mauvalin inc. c. Abattoir Valin inc.*<sup>186</sup>, directement après avoir retranscrit le texte d'une clause d'exonération contre toute responsabilité<sup>187</sup>, le juge exprime la théorie de l'acte clair lorsqu'il écrit :

«[L]e tribunal est d'avis que les extraits de cette clause ne laissent place à aucune ambiguïté. Comment pourrait-on écrire plus

---

<sup>184</sup> Sébastien GRAMMOND, «Interprétation des contrats», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 6, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 1<sup>er</sup> juin 2014, no. 12. La méthode textuelle d'interprétation devrait ainsi avoir préséance sur les méthodes contextuelle, téléologique, relatives à la présomption en faveur de la partie vulnérable, ou les autres présomptions résiduelles.

<sup>185</sup> *Gingras et Immeubles Adams Inc. c. Gagnon*, [1977] 1 R.C.S. 217, p. 224-225.

<sup>186</sup> *Mauvalin inc. c. Abattoir Valin inc.*, [1994] R.J.Q. 498 (C.Q.).

<sup>187</sup> La clause se lit comme suit : «Dommages: L'acheteur convient que le vendeur ne sera en aucune façon responsable des dommages qui pourraient lui être causés, directement ou indirectement, soit à la personne, à la propriété ou aux produits: (...) 3) Par toute autre cause ou raison quelconque, y inclus un défaut ou une faute d'installation, même si les dommages ou pertes, quels qu'ils soient, sont dus à la faute du vendeur, ou du fabricant ou de leurs préposés respectifs. La responsabilité du vendeur se limite donc à sa garantie ci-avant stipulée et il ne peut être tenu responsable d'aucun autre dommage étant donné que seul l'acheteur a le pouvoir ou est en mesure de surveiller l'évolution du travail d'installation effectué, ou le fonctionnement des pièces ou de l'équipement vendu et/ou installé. L'acheteur renonce donc d'avance à toutes poursuites en dommages contre le vendeur.»

clairement la non-responsabilité du vendeur et la renonciation à tous recours en dommages contre lui ?»<sup>188</sup>.

Et alors, malgré qu'elle répondait à une obligation de résultat dans les travaux de réparation qu'elle entreprenait sur l'équipement de réfrigération d'une entreprise d'abattage, l'entreprise de réparations a pu valablement opposer la clause d'exonération de responsabilité contre tout dommage causé, même par sa faute. Suivant les termes du contrat, «seul l'acheteur [l'entreprise d'abattage] a le pouvoir ou est en mesure de surveiller l'évolution du travail d'installation effectué, ou le fonctionnement des pièces ou de l'équipement vendu et/ou installé»<sup>189</sup>.

À y regarder de près, on constate qu'il s'agit là d'une clause qui exige carrément du client qu'il ait des connaissances et des compétences supérieures et sinon au moins égales au spécialiste en réfrigération qu'il consulte et paie pour effectuer les réparations nécessaires au bon fonctionnement de son équipement. En cela, c'est incontestablement que cette clause d'exonération vise l'obligation essentielle du spécialiste en réfrigération.

Pourtant, sous l'autorité du principe de force obligatoire du contrat, la Cour mentionne «qu'elle ne saurait se soustraire à la volonté des parties en écartant ce qu'elles ont signé à 16 reprises de façon identique»<sup>190</sup>. Ainsi, on peut par cet extrait très clairement apercevoir dans les propos du juge que celui-ci se considère lié par le principe de force obligatoire du contrat, alors que «ne pouvant se soustraire à la volonté des parties», il refuse de rendre inapplicable ladite clause.

Au même titre, Claude Ferron, qui écrivait au sujet des clauses d'exonération de responsabilité sous l'empire de l'ancien Code, était d'avis que :

«[u]ne clause exonératoire, qui n'a rien d'illicite [en ce qu'elle est conforme à l'ordre public], doit être appliquée dans toute sa

---

<sup>188</sup> *Mauvalin inc. c. Abattoir Valin inc.*, [1994] R.J.Q. 498 (C.Q.), para. non numérotés.

<sup>189</sup> *Mauvalin inc. c. Abattoir Valin inc.*, [1994] R.J.Q. 498 (C.Q.), para. non numérotés.

<sup>190</sup> *Mauvalin inc. c. Abattoir Valin inc.*, [1994] R.J.Q. 498 (C.Q.), para. non numérotés.

rigueur, si draconienne soit-elle. Le tribunal ne peut intervenir pour modifier le consentement donné en raison du caractère déraisonnable de la clause. Il ne peut substituer son jugement à l'expression de volonté des parties en s'arrogeant le droit de faire de la politique sociale»<sup>191</sup>.

Dans le même sens, l'idée de sécurité juridique<sup>192</sup>, que personne ne saurait contester dans son principe, était par ailleurs mise au service de ceux qui considéraient sous l'égide de la force obligatoire du contrat, que l'exonération conventionnelle de responsabilité pouvait valablement s'appliquer à l'obligation essentielle. En effet, on soutenait que :

«[a]dmettre l'intervention judiciaire aux fins de modifier les clauses d'un contrat, et ainsi dégager une partie des obligations qu'elles contiennent ou lui accorder des conditions meilleures, ne serait-ce pas accorder un remède pire que le mal, en déstabilisant toute prévision contractuelle ?»<sup>193</sup>

## 2. Sous le Code civil du Québec

Voyons à présent dans quelle mesure l'application concrète du principe de force obligatoire du contrat sert, aujourd'hui encore, l'effectivité de l'exonération conventionnelle en cas d'inexécution d'une obligation essentielle du contrat.

Sous le *Code civil du Québec*, c'est l'article 1434 C.c.Q. qui reprend le principe de force obligatoire du contrat, et ce, presque dans les mêmes termes que l'ancien article 1024 C.c.B.C. Le libellé actuel est à l'effet que : «[l]e contrat valablement formé oblige ceux qui l'ont conclu non seulement pour ce qu'ils y ont exprimé, mais aussi pour tout ce qui en découle d'après sa nature et suivant les usages, l'équité ou la loi».

---

<sup>191</sup> Claude FERRON, «Les clauses de non-responsabilité en responsabilité civile contractuelle et délictuelle», (1984) 44 *R. du B.* 3, p. 34.

<sup>192</sup> Sur l'idée de sécurité juridique, à titre général, voir : Thomas PIAZZON, *La sécurité juridique*, Thèse de doctorat, Paris, éditions Lextenso, 2009.

<sup>193</sup> Claude FERRON, «Les clauses de non-responsabilité en responsabilité civile contractuelle et délictuelle», (1984) 44 *R. du B.* 3, p. 54-55. Au sujet de la difficulté de trouver un juste équilibre entre la moralité contractuelle et la stabilité des conventions, voir : Michel COIPEL, «La liberté contractuelle et la conciliation optimale du juste et de l'utile», (1990) 24 *R.J.T.* 485.

Bien que plus relative qu'à l'époque du *Code civil du Bas-Canada*, c'est encore fréquemment que la théorie de l'acte clair triomphe sur la recherche de l'intention commune<sup>194</sup>. Une certaine doctrine considère d'ailleurs toujours qu'«on ne saurait, sans le dénaturer, interpréter un texte clair»<sup>195</sup>. En ce sens, selon d'autres auteurs, «[f]ace à un contrat clair, le rôle du juge en est un d'application plutôt que d'interprétation»<sup>196</sup>. D'ailleurs, l'ambiguïté comme exigence préalable à l'opération d'interprétation est rappelée avec constance par la jurisprudence postérieure au *Code civil du Québec*<sup>197</sup>. Cela étant, dans de nombreux cas, le juge limitera son exercice de découverte du contenu contractuel ayant force obligatoire entre les parties à la seule lecture du contrat, puisque celui-ci constate qu'il a sous ses yeux un texte dépourvu d'ambiguïté.

En ce sens, dans l'affaire *Karum Realities*<sup>198</sup>, relativement à des clauses contenues au bail commercial qui prévoient que la locataire n'aura pas droit à des dommages et intérêts ni à une diminution de loyer dans les situations énoncées à la clause et relatives à la jouissance

---

<sup>194</sup> Maurice TANCELIN, *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson et Lafleur, 2009, no. 317, p. 226.

<sup>195</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1570, p. 863. *Contra* : Sébastien GRAMMOND, «Interprétation des contrats», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 6, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 1<sup>er</sup> juin 2014, no. 4.

<sup>196</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 413, p. 491. *Contra* : Sébastien GRAMMOND, «Interprétation des contrats», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 6, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 1<sup>er</sup> juin 2014, no. 4 : «On devrait reconnaître que, chaque fois que l'on applique un contrat, on se trouve à l'interpréter, même dans les cas où le résultat de cet exercice paraît évident. Sous réserve des règles de preuve mentionnées plus loin, aucun principe d'interprétation ni aucun élément pertinent ne devrait être exclu en prétextant le caractère «clair» de la clause concernée. Lorsqu'un juge affirme qu'un contrat est clair, il s'agit en réalité de l'aboutissement de l'exercice interprétatif plutôt que de son début, comme le démontre cette décision du juge Baudouin qui déclare qu'un contrat est clair, tout en employant les diverses méthodes d'interprétation reconnues pour étayer sa conclusion quant au sens à donner au contrat». L'auteur réfère alors à l'affaire *Carrefour Langelier c. Woolworth inc.*, [2002] J.Q. no 165, [2002] R.D.I. 44 (C.A.).

<sup>197</sup> Voir, notamment : *Boiler Inspection and Insurance Company of Canada c. H.A. Simons Ltd.*, 2011 QCCA 1194, par. 6; *Ferland c. Collège Charles-Lemoyne de Longueuil*, J.E. 2003-1348 (C.S.), par. 20, conf. en appel : 2005 QCCA 119 ; *Affiliated FM Insurance Company c. Hafner inc.*, 2006 QCCA 465, par. 36 ; *Entreprises Donat Chartier inc. c. Legault*, 2007 QCCA 1705, par. 11; *Messageries de presse Benjamin inc. c. Publications TVA inc.*, 2007 QCCA 75, par. 22.

<sup>198</sup> *Karum Realities Inc. c. Ama Investments Inc.*, 2007 QCCA 880.



paisible des lieux loués, la Cour d'appel mentionne : «(...) les clauses du bail, telles que reproduites plus haut, sont, d'une part, limpides, et d'autre part, suffisamment large pour inclure tout inconvénient ou trouble présent ou futur découlant du voisinage de ces établissements»<sup>199</sup> (nos soulignements). En conséquence, la Cour poursuit : «[o]n ne peut pas reprocher à l'appelante d'avoir manqué à l'obligation qui lui incombait d'offrir la jouissance paisible des lieux (...), dans la mesure où elle s'en était libérée par une clause explicite du bail.»<sup>200</sup> (nos soulignements). Il s'agit là d'un exemple contemporain où le principe de force obligatoire du contrat est mis en application dans le cadre classique de la théorie de l'acte clair<sup>201</sup>.

Du reste, l'idée de sécurité contractuelle, qui assure la prévisibilité des rapports, demeure encore aujourd'hui une considération centrale du droit des contrats<sup>202</sup>. Cela est d'ailleurs ce qui a poussé le législateur à n'admettre la lésion dans le Code de 1994 que dans certains cas limités<sup>203</sup>, contrairement aux recommandations de l'Office de révision du Code civil,

---

<sup>199</sup> *Karrum Realities Inc. c. Ama Investments Inc.*, 2007 QCCA 880, para. 34.

<sup>200</sup> *Karrum Realities Inc. c. Ama Investments Inc.*, 2007 QCCA 880, para. 37.

<sup>201</sup> Relativement à la clause d'exclusion de la garantie contre les vices cachés, les juges considèrent qu'il n'y a pas matière à interprétation lorsque celle-ci est dépourvue d'ambiguïté. En ce sens, voir : *Chartier c. Lagacé*, 2014 QCCQ 4831, par. 13 et 15 : «La promesse d'achat et l'acte de vente notarié contiennent une exclusion conventionnelle de la garantie légale de qualité. Cette clause est valide et est le résultat de la volonté des parties. De plus, cette clause est non équivoque à l'effet que la vente est faite sans garantie de qualité et que l'acheteur renonce à tout recours relatif à des vices cachés ou apparents. (...) Ainsi, lorsque la clause est claire et que le vendeur est de bonne foi, le Tribunal doit appliquer la clause d'exclusion de responsabilité» (nos soulignements) ; *Hains c. Trépanier*, 2013 QCCQ 13238, par. 99 et 100 : «Les nombreuses décisions et la doctrine consultées par ce Tribunal nous font conclure qu'en pareille situation, la clause d'exclusion est claire et qu'il n'a pas à recourir aux règles d'interprétation et donc que la couverture de garantie est exclue. Il s'agit ici d'un texte clair stipulant l'exclusion ou la limitation de toute garantie contractuelle pour vices cachés.» ; *Michaud c. Campeau*, 2013 QCCQ 12020, par. 41 ; *Néron c. Fortin (Succession de)*, 2012 QCCQ 16083, par. 19.

<sup>202</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 83, p. 138 mentionnent : «Bien que peu souvent identifiée expressément comme une valeur fondamentale [du droit civil], la sécurité contractuelle n'en joue pas moins un rôle clé dans les valeurs et principes juridiques». Voir généralement, à ce sujet : Louis LEBEL, *Incertitudes contractuelles. Incertitudes judiciaires*, Montréal, éditions Thémis, 2002; Pierre-Gabriel JOBIN, «La stabilité contractuelle et le Code civil du Québec : un rendez-vous tumultueux», dans *Mélanges Paul-André Crépeau*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1997, p. 417.

<sup>203</sup> En dehors de l'hypothèse du mineur ou du majeur protégé, la lésion n'est admise que dans certains cas spécifiques : art. 424 C.c.Q. en matière de renonciation au patrimoine familial, art. 472 C.c.Q., quant à la

qui voulait en faire un recours général<sup>204</sup>. Jean-Louis Baudouin, Pierre-Gabriel Jobin et Nathalie Vézina soulignent ainsi que si la sécurité contractuelle découlait simplement jadis de l'autonomie de la volonté, elle se justifierait aujourd'hui tout autant par différentes considérations :

«La théorie des attentes légitimes des parties en est une ; en contrepartie de ses engagements, chacune a de justes motifs de s'attendre que l'autre n'échappera pas au siens. De plus, en préconisant l'immutabilité des conventions, la sécurité vise aussi à assurer l'efficacité économique, particulièrement dans les échanges commerciaux. Le juge ne devrait pas, en principe, modifier ni remettre en question l'accord sur lequel les parties ont donné leur consentement et nuire ainsi aux échanges.»<sup>205</sup>

Cela étant, il faut admettre que le principe de force obligatoire est encore susceptible de servir d'appui, sous le *Code civil du Québec*, à l'effectivité de l'exonération conventionnelle de la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation essentielle. Cette position mérite tout de même des nuances, que nous verrons au chapitre II du mémoire. En ce sens, soulignons d'ores et déjà que l'adage selon lequel «le contrat est la loi des parties» qui exprime le principe de force obligatoire du contrat, mainte fois énoncé par la jurisprudence sous le *Code civil du Bas-Canada*<sup>206</sup>, n'a volontairement pas été repris par les auteurs de la refonte à l'article 1434 C.c.Q. Selon les commentaires du ministre, «[l']affirmation formelle que le contrat valablement formé tient lieu de la loi à ceux qui l'ont conclu n'a pas été énoncée, compte tenu de sa relativité, du fait des dispositions impératives de la loi, de l'ordre public, de la bonne foi, etc.»<sup>207</sup>. Ces commentaires sont révélateurs de l'affaiblissement du principe de force obligatoire du

---

renonciation au partage des acquêts, art. 1756 C.c.Q., quant à la vente avec faculté de rachat et art. 2372 C.c.Q., en matière de prêt d'argent.

<sup>204</sup> Voir : Élise CHARPENTIER, «Le prix de la sécurité juridique en matière contractuelle : l'exemple du sort réservé à la lésion en droit québécois», (2008) *R. du N.* 545.

<sup>205</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 83, p. 138, 139.

<sup>206</sup> Voir par exemple : *Vachon c. Assurance-vie Desjardins (L')*, [1987] R.R.A. 441, (C.A.), par. non numérotés; *Robitaille c. Poulin*, [1988] R.D.I. 78 (C.S.), par. non numérotés.

<sup>207</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Yvon RENAUD, *Code civil du Québec annoté*, 17<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2014, *Commentaires du ministre*, art. 1434, consulté en ligne.

contrat, en ce que celle-ci est dorénavant soumise, sous le *Code civil du Québec*, à des principes juridiques qui lui sont, semble-t-il, supérieurs.

## **Conclusion du chapitre I**

En somme, dans le premier chapitre, nous avons d'abord considéré l'origine étrangère de la solution selon laquelle une partie peut demander l'inapplicabilité d'une clause déraisonnable qui ne reflète pas l'intention des parties du moment qu'elle a pour effet de priver l'une d'elles de la quasi-totalité du bénéfice du contrat. Nommée théorie de la *fundamental breach of contract* en common law, son origine étrangère au système de droit civil empêche théoriquement qu'elle y soit importée afin de neutraliser les effets de l'exonération conventionnelle de responsabilité. En effet, une certaine doctrine, ainsi qu'une jurisprudence rendue tant sous le *Code civil du Bas-Canada* que sous le *Code civil du Québec* sous-entendent qu'on devrait circonscrire ledit principe de la validité de l'exonération conventionnelle exclusivement avec les règles qui sont celles appartenant à cette même tradition civiliste.

Nous avons ainsi constaté que si cette proposition repousse, dans les faits, une opportunité de circonscrire le principe de la validité de l'exonération conventionnelle, elle ne règle pas, sur le fond, la question de son applicabilité. Dès lors, il faut resituer l'appréciation de l'exonération conventionnelle au sein des règles juridiques issues de la tradition civiliste québécoise.

Dans cette sphère, d'une part, le principe de liberté contractuelle, de première importance en droit civil, fonde la légalité de l'exonération de responsabilité quant à la conception du contrat. En effet, le principe de la validité de l'exonération conventionnelle de responsabilité ne connaît pas, même aujourd'hui, de tempérament expresse d'ordre public spécifique à l'obligation essentielle du contrat, du moins au sein du régime général.

D'autre part, la force obligatoire du contrat fonde l'effectivité de ladite exonération conventionnelle quant à l'exécution du contrat. En effet, ce deuxième principe milite en

faveur de la mise en oeuvre de l'exonération conventionnelle, puisqu'il suppose que les parties sont liées par le contenu contractuel conforme à l'ordre public, et que le juge ne peut intervenir pour modifier ce que la volonté des parties a voulu. À cet égard, la théorie de l'acte clair empêche le juge de s'inviter dans le contrat, à moins qu'il ne relève une ambiguïté à sa face même.

Sous le *Code civil du Québec*, ces positions méritent, nous l'avons dit, des nuances importantes. En effet, le principe de liberté contractuelle quant à la conception du contrat, tout autant que celui de force obligatoire quant à l'exécution du contrat ont été considérablement remis en perspective par la réforme du Code civil. Ainsi, la relativité de l'autonomie de la volonté sous le *Code civil du Québec* a l'effet d'ébranler les principaux fondements de l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle. Cette remise en cause de l'autonomie de la volonté s'opère par rapport à une philosophie nouvelle dans le Code civil ; on parle communément de la «nouvelle moralité contractuelle».

## **CHAPITRE II- LE REJET DU PRINCIPE DE LA VALIDITÉ: VERS LE DÉVELOPPEMENT D'UNE EXCEPTION PRÉTORIENNE FONDÉE SUR LA MORALITÉ CONTRACTUELLE**

Dans le deuxième chapitre de ce mémoire, il sera question de voir comment la conception moderne des relations contractuelles fait contrepoids en théorie, mais surtout en pratique, à la conception classique du principe d'autonomie de la volonté et ses corollaires, la liberté contractuelle et la force obligatoire du contrat.

Pour mettre en lumière l'effet de la moralité contractuelle consacrée dans le *Code civil du Québec* sur la validité de l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle, nous étudierons d'abord comment le Code civil de 1994 se distingue du *Code civil du Bas-Canada* relativement aux fondements juridiques qui servent dorénavant d'assises aux relations contractuelles (Section I). Cette observation se justifie dans notre étude du fait que ces postulats sont ceux qui offrent le cadre actuel d'analyse prétorienne de l'exonération conventionnelle de responsabilité.

Nous nous intéresserons ensuite de plus près aux développements jurisprudentiels de ces fondements, à travers lesquels on assiste à l'émergence d'une règle à l'effet que l'exonération conventionnelle de responsabilité ne peut s'étendre à une obligation essentielle du contrat (Section II).

### **Section I- La présentation de la moralité contractuelle**

L'idée d'une nouvelle moralité contractuelle dans le *Code civil du Québec* est en soi insaisissable, puisqu'elle constitue, semble-t-il, d'abord et avant tout une transformation dans l'*esprit* général qui habite le Code civil. Métaphoriquement, elle se trouverait à la fois dans les lignes du *Code civil du Québec*, mais également entre celles-ci ; elle s'inscrit en lui autant à travers ses principes directeurs que par certaines notions qui le ponctuent. Dans

un texte important sur le sujet<sup>208</sup>, il fut souligné par Jean-Louis Baudouin que les deux principales illustrations de la moralité contractuelle dans le *Code civil du Québec* étaient la bonne foi et l'équité. Il convient donc de nous attarder un moment sur ces notions (Paragraphe I).

Par ailleurs, étant donné l'évanescence de la moralité contractuelle, sa réelle signification n'apparaît qu'à condition que son interprète s'autorise à lui en donner une. En cela, l'efficiencia de la moralité contractuelle commandée par les auteurs du *Code civil du Québec* appelle à un renforcement des pouvoirs d'intervention du juge dans le contrat (Paragraphe II).

### **Paragraphe I- Les principales illustrations de la moralité contractuelle : la bonne foi et l'équité**

Bonne foi et équité sont des notions excessivement difficiles à circonscrire, si tant il est possible de le faire ; le législateur, s'il y fait référence à de nombreux et divers égards<sup>209</sup> dans le Code, n'en offre aucune définition légale.

Ce dont on ne saurait cependant douter est que derrière la récurrence explicite ou implicite de ces notions dans le *Code civil du Québec* se dessine un vœu législatif clair d'exiger une certaine moralité dans les rapports contractuels. En effet, à la lumière des commentaires du ministre de la Justice, l'introduction dans le *Code civil du Québec* de la notion de bonne

---

<sup>208</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, «Justice et équilibre : la nouvelle moralité contractuelle du droit québécois», dans *Études offertes à Jacques Ghestin. Le contrat au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions L.G.D.J., 2001, p. 30.

<sup>209</sup> On retrouve 78 occurrences de l'expression «bonne foi» dans le *Code civil du Québec*. Dans le même sens, il arrive que ce soit la mauvaise foi d'un contractant qui ait des conséquences, notamment en matière de restitution des prestations. Ainsi, il y a 28 occurrences de l'expression «mauvaise foi» dans le *Code civil du Québec*. Quant à l'équité, on reconnaît généralement qu'elle est l'assise du régime particulier applicable au contrat d'adhésion et de consommation. On retrouve en outre dans l'équité, une source d'obligations implicites au contrat (art. 1434 C.c.Q.). Le législateur y fait également expressément référence en matière de droit d'accession en matière mobilière (art. 975 Cc.Q.).

foi comme devoir général en contexte de relation contractuelle (art. 1375 C.c.Q.)<sup>210</sup>, tout autant que l'accentuation de la notion d'équité<sup>211</sup>, (notamment par l'introduction du régime particulier applicable aux contrats d'adhésion et de consommation), révèlent éloquentement le souci du législateur de faire en sorte que le contrat ne puisse plus servir d'outil d'exploitation d'un contractant par l'autre<sup>212</sup>. Ainsi, bonne foi et équité poursuivent un objectif commun: assurer que le rapport contractuel renferme, tout au long de son existence, un seuil minimal d'intérêt pour l'un et l'autre des contractants, et par le fait même, un gage acceptable de justice.

---

<sup>210</sup> Dans Jean-Louis BAUDOUIN, «Justice et équilibre : la nouvelle moralité contractuelle du droit québécois», dans *Études offertes à Jacques Ghestin. Le contrat au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions L.G.D.J., 2001, p. 30, à la p. 34 il est souligné qu'aucune disposition dans le *Code civil du Bas Canada* - et contrairement au Code civil français de 1804- n'imposait aux contractants un devoir général d'agir de bonne foi dans leurs relations contractuelles. Cette exigence n'était pas pour autant étrangère sous l'ancien régime, ni au Code civil, qui lui consacrait un certain nombre de dispositions spécifiques, ni à la jurisprudence, qui avait volontiers reconnu son rôle dans la relation contractuelle. Il fallu néanmoins attendre l'adoption du *Code civil du Québec*, qui, par l'article 1375 C.c.Q., allait faire de la bonne foi un impératif catégorique en matière contractuelle, et ce, du moment de sa conception à celui de son extinction.

<sup>211</sup> Pour un historique de la notion d'équité, voir Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 129 et ss., p. 212 et ss. : La notion d'équité, d'une importance relative sous l'ancien régime, allait connaître un premier essor avant l'adoption du *Code civil du Québec*, non seulement par l'introduction en 1964 d'une nouvelle section dans le Code civil, mais surtout par l'évolution marquée du droit de la consommation qui allait mener à l'adoption, en 1971, de la *Loi sur la protection du consommateur*, RLRQ c P-40.1. En effet, cette loi portait en elle un changement profond des valeurs contractuelles, lesquelles allaient d'ailleurs teinter les pratiques judiciaires au-delà des limites du droit de la consommation. Ainsi, selon Jean-Louis BAUDOUIN, «Justice et équilibre : la nouvelle moralité contractuelle du droit québécois», dans *Études offertes à Jacques Ghestin. Le contrat au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions L.G.D.J., 2001, p. 30, à la p. 40 lors de la refonte du Code civil de 1994, la notion d'équité fait sa place dans la moralité contractuelle de celui-ci d'une double manière. D'abord, quant au régime applicable à tout contrat, ensuite et surtout, quant au régime particulier de droit nouveau par rapport au *Code civil du Bas-Canada*, applicable aux contrats d'adhésion et de consommation.

<sup>212</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, «Justice et équilibre : la nouvelle moralité contractuelle du droit québécois», dans *Études offertes à Jacques Ghestin. Le contrat au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions L.G.D.J., 2001, p. 30, à la p. 32. À la lumière de ce constat évident, il est difficile d'expliquer la non reconnaissance de la lésion entre majeurs dans le *Code civil du Québec*. Voir à ce sujet : Marie Annik GRÉGOIRE, «La lésion qualifiée : est-il possible de nuire impunément à autrui en droit québécois ?», (2009) 50 *C. de D.* 301, où l'auteure examine certains fondements généraux du droit privé québécois et vérifie si ces fondements s'opposent au choix effectué par le législateur québécois lorsqu'il a rejeté le concept de lésion. Elle conclut que ce choix du législateur est incohérent et illogique au regard des principes généraux du *Code civil du Québec*.

Parce qu'elles possèdent ensemble cette finalité de justice, ces deux notions ont beaucoup en commun : «les deux font appel à la conscience du juge ou du législateur pour mieux servir la justice ; elles ont une fonction normative ; toutes les deux sont des notions au contenu imprécis et évolutif, et, dans leur forme judiciaire, elles comportent une large part de discrétion»<sup>213</sup>. Cela crée entre elles un chevauchement évident, voire une certaine confusion, laquelle n'aurait toutefois probablement pas de véritable incidence<sup>214</sup>.

Si néanmoins, on insiste pour les distinguer, on envisage alors volontiers que la bonne foi agit en amont, comme un sous-principe de la justice : elle vise à régir les comportements en faisant appel à l'esprit de la loi ou du contrat<sup>215</sup>. Ainsi, elle se conçoit par la doctrine comme étant notamment une «norme de comportement (...) vouée au respect -au moins minimal- de l'intérêt du contractant (...)»<sup>216</sup>. Plus concrètement, Jean-Louis Baudouin estime que la bonne foi «constitue essentiellement la limite jurisprudentiellement imposée du tolérable dans le comportement contractuel»<sup>217</sup>.

Quant à elle, l'équité réfère à l'équilibre dans le sens dérivé qu'on lui attribue en droit civil moderne<sup>218</sup>. Elle agirait plutôt en aval, comme principe supérieur de la justice : elle permet

---

<sup>213</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 127, p. 208.

<sup>214</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 127, p. 209 en mentionnant que ces notions sont très apparentées l'une à l'autre, vont même jusqu'à avancer que les distinguer risquerait de produire des effets pervers dans l'interprétation de la loi. Domat, pour sa part, les reliait l'une à l'autre : Jean DOMAT, *Les lois civiles dans leur ordre naturel*, Partie I, Livre I, Paris, éditions Chez Bauche, 1756, p. 26.

<sup>215</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 127, p. 209.

<sup>216</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1978, p. 1119.

<sup>217</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, «Justice et équilibre : la nouvelle moralité contractuelle du droit québécois», dans *Études offertes à Jacques Ghestin. Le contrat au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions L.G.D.J., 2001, p. 30, à la p. 33.

<sup>218</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, «Justice et équilibre : la nouvelle moralité contractuelle du droit québécois», dans *Études offertes à Jacques Ghestin. Le contrat au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions L.G.D.J., 2001, p. 30, à la p. 39. Dans son sens étymologique strict, la racine romaine de l'équité (*aequitas*) réfère plutôt à l'égalité. Plusieurs auteurs ont tenté, déjà, de définir la notion d'équité et d'en cerner les paramètres. Voir, notamment : Michelle CUMYN, «L'équité : définitions et concepts», dans Pierre-Claude LAFOND et Benoît MOORE (dir), *L'équité au service du consommateur*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010, p. 1.



de remédier à une application générale de la loi ou du contrat qui aurait des effets qui heurtent l'esprit de la justice<sup>219</sup>. Ainsi, selon un auteur<sup>220</sup>, on peut considérer que l'équité en matière contractuelle vise à corriger soit un déséquilibre entre les prestations qui font l'objet de l'échange dans le contrat conclu, soit l'aspect indu ou sinon hautement préjudiciable du fardeau supporté par une partie. En ce sens, l'équité s'envisage pour Pierre-Gabriel Jobin comme participant de la «recherche de la justice»<sup>221</sup>.

## **Paragraphe II- Le rôle du juge dans la mise en oeuvre de la moralité contractuelle**

En instaurant cette idée de moralité contractuelle, qui est autant omniprésente dans le Code civil qu'elle est abstraite dans sa nature même, les artisans du *Code civil du Québec* envoient un message clair : c'est aux magistrats que revient la tâche de combler de signification les notions de bonne foi et d'équité, et, par le fait même, d'assurer l'efficience de la moralité contractuelle<sup>222</sup>.

Sept ans après la recodification, un auteur le soulignait d'ailleurs très bien lorsqu'il concluait un texte sur la nouvelle moralité contractuelle du *Code civil du Québec* de la manière suivante :

«La capacité d'intervention des tribunaux dans les diverses étapes de la vie du contrat fait désormais de ceux-ci les véritables maîtres de l'équité contractuelle. L'idéal de justice, l'humanisation des rapports conventionnels restent un objectif à long terme qu'il leur appartiendra de développer au cours des années à venir.»<sup>223</sup>

---

<sup>219</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 127, p. 209.

<sup>220</sup> François HÉLEINE, «Le droit des obligations», dans Gil RÉMILLARD, (dir), *Le nouveau Code civil du Québec : un bilan*, Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 1995, p. 28.

<sup>221</sup> Pierre-Gabriel JOBIN, «L'équité en droit des contrats», dans Pierre-Claude LAFOND (dir.), *Mélanges Claude Masse*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2003, p. 471, à la p. 476.

<sup>222</sup> Voir : Marie Annik GRÉGOIRE, *Liberté, responsabilité et utilité : la bonne foi comme instrument de justice*, thèse de doctorat, collection Minerve, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010.

<sup>223</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, «Justice et équilibre : la nouvelle moralité contractuelle du droit québécois», dans *Études offertes à Jacques Ghestin. Le contrat au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions L.G.D.J., 2001, p. 30, à la p. 44.

Pour remplir cette fonction, le juge se voit donc reconnaître différentes occasions de s'immiscer dans le rapport contractuel. Les pouvoirs accrus des magistrats dans la détermination des effets du contrat sous le *Code civil du Québec* a d'ailleurs fait l'objet d'une littérature riche et abondante<sup>224</sup>.

En ce sens, la tâche de moralisation des rapports contractuels qui lui sont dévolus apparaît très clairement dans l'appréciation jurisprudentielle qui est faite de l'exonération conventionnelle qui dégage de la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat.

## **Section II- La traduction jurisprudentielle de la moralité contractuelle en matière d'exonération conventionnelle d'une obligation essentielle**

C'est d'une double manière que la moralité contractuelle apparaît dans le discours jurisprudentiel qui annihile les effets de l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle du contrat.

---

<sup>224</sup> Notamment: Marie-Claire BELLEAU, «Pouvoir judiciaire et codification : perspective historique», (1997-1998) 28 *R.D.U.S.* 67 ; Nathalie CROTEAU, «L'intervention du tribunal dans les contrats», dans *Développements récents en droit des contrats (2000)*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2000, p. 1 ; Jean GOULET, «La part de l'équité dans la décision judiciaire», dans Jacques BEAULNE (dir.), *Mélanges Ernest Caparros*, Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2002, p. 347 ; Pierre-Gabriel JOBIN, «La révision du contrat par le juge dans le *Code civil*», dans Ernest CAPARROS (dir.), *Mélanges Germain Brière*, Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 1993, p. 399 ; Pierre-Gabriel JOBIN, «La stabilité contractuelle et le Code civil du Québec : un rendez-vous tumultueux», dans *Mélanges Paul-André Crépeau*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1997, p. 417 ; Pierre-Gabriel JOBIN, «Coup d'œil sur les multiples facettes de l'intervention du juge dans le contrat», (2006) 47 *C. de D.* 3 ; Jean PINEAU, «La discrétion judiciaire a-t-elle fait des ravages en matière contractuelle ?», dans *Barreau du Québec, La réforme du Code civil, cinq ans plus tard*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1998, p. 141 ; Jean PINEAU, «Existence et limites de la discrétion judiciaire dans la formation et l'exécution du contrat», dans *Barreau du Québec, Développements récents en droit commercial (1996)*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1996, p. 1 ; Jean PINEAU, «Les pouvoirs du juge et le nouveau Code civil du Québec», dans *Mélanges en l'honneur de Roger Perrot*, Paris, éditions Dalloz, 1996, p. 363 ; Louise POUDRIER-LEBEL, «l'interprétation des contrats et la morale judiciaire», (1993) 27 *R.J.T.* 581 ; Nathalie VÉZINA, «Réactions judiciaires à quelques nouveautés du droit des obligations», dans *Barreau du Québec, Développements récents en droit civil (1995)*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1995, p. 71.

D'une part, afin d'anéantir les effets de celle-ci, le juge emploie les larges pouvoirs discrétionnaires qui lui sont octroyés par la codification de notion-standards (Paragraphe I). Témoinnant plus encore du renforcement de son rôle sous le *Code civil du Québec*, le juge s'autorise parfois à instrumentaliser la moralité contractuelle qui émane du *Code civil du Québec* afin de stériliser l'exonération conventionnelle qui touche à une obligation essentielle (Paragraphe II).

### **Paragraphe I- L'opportunité explicite : le recours aux notion-standards**

La notion-standard, ou notion «floue», relève d'un pouvoir discrétionnaire octroyé au juge par le législateur en ce qu'elle lui permet, lors de la qualification juridique<sup>225</sup> (opération qui procède d'une analyse circonstancielle de la situation afin d'introduire celle-ci dans une catégorie juridique préexistante), toute la latitude de privilégier certains faits, et d'en marginaliser d'autres.

En effet, elle est introduite par le législateur pour favoriser la flexibilité et l'adaptation des règles juridiques générales selon les faits en cause et autres facteurs spatio-temporels<sup>226</sup>. Il s'agit en ce sens d'un «pouvoir délégué au juge par le législateur pour créer, adapter et assouplir des normes juridiques, souvent perçues comme trop rigides et à la capacité d'adaptation limitée. Le législateur en assure ainsi la pérennité»<sup>227</sup>.

En matière d'obligations, les notion-standards du Code civil constituent souvent des mécanismes de rééquilibrage entre les parties contractantes. C'est en ce sens qu'elles

---

<sup>225</sup> Voir : Michelle CUMYN, «Les catégories, la classification et la qualification juridiques: réflexions sur la systématicité du droit», (2011) 52 *C. de D.* 351 ; Michelle CUMYN, «La classification des catégories juridiques en droit comparé- métaphores taxonomiques», 2008 *R. du N.* 110.

<sup>226</sup> Marie Annik GRÉGOIRE, *Liberté, responsabilité et utilité : la bonne foi comme instrument de justice*, thèse de doctorat, collection Minerve, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010, p. 112. Voir : Vincente FORTIER, «La fonction normative des notions floues», (1991) *R.R.J.* 755, p. 756 ; Diane DEMERS, «Les enjeux contemporains de l'interprétation : les concepts flous, l'interprétation «constructiviste» et la «modélisation»», dans Claude THOMASSET et Danièle BOURCIER (dir.), *Interpréter le droit : le sens, l'interprète, la machine*, Bruxelles, éditions Bruylant, 1997, p. 221.

<sup>227</sup> Marie Annik GRÉGOIRE, *Liberté, responsabilité et utilité : la bonne foi comme instrument de justice*, thèse de doctorat, collection Minerve, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010, p. 112.

agissent comme instruments législatifs de mise en œuvre de la moralité contractuelle. À ce titre, différentes notions<sup>228</sup> sont probablement susceptibles de porter en elles l'opportunité judiciaire de priver d'effet l'exonération conventionnelle de responsabilité, considérant qu'en paralysant l'obligation essentielle du contrat, cette exonération est, de fait, contraire à la moralité contractuelle.

Néanmoins, nous limiterons notre étude à deux notion-standards qui sont le plus couramment employées dans le discours jurisprudentiel relativement à la question qui nous occupe. Il s'agit de la clause abusive (A) dans le contrat qui est d'adhésion ou de consommation, et de la faute lourde (B).

### ***A. La clause abusive***

Dans le paragraphe qui suit, nous présenterons rapidement d'abord la notion de clause abusive, qui est de droit nouveau dans le *Code civil du Québec* (1). Nous verrons par la suite que celle-ci est appréhendée par les tribunaux de telle sorte à priver d'effet l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle du contrat (2).

#### **1. La notion de clause abusive**

Le législateur prévoit la notion de clause abusive à l'article 1437 C.c.Q. dans les termes suivants :

«La clause abusive d'un contrat de consommation ou d'adhésion est nulle ou l'obligation qui en découle, réductible.

Est abusive toute clause qui désavantage le consommateur ou l'adhérent d'une manière excessive et déraisonnable, allant ainsi à l'encontre de ce

---

<sup>228</sup> On aurait pu, en ce sens, étudier les applications jurisprudentielles des vices du consentement qui se matérialisent par les notions de dol, d'erreur et, eut été qu'elle soit reconnue entre majeurs doués de raison, de la lésion. En effet, ces notions laissent toutes une importante discrétion au juge d'apprécier les faits de l'affaire pour déterminer si partie ou totalité du contrat mérite d'être annulée considérant que le consentement était vicié.

qu'exige la bonne foi; est abusive, notamment, la clause si éloignée des obligations essentielles qui découlent des règles gouvernant habituellement le contrat qu'elle dénature celui-ci.»<sup>229</sup>

Cette disposition du Code, on le constate, ne pèche pas par excès de clarté. Comme en témoigne d'ailleurs la doctrine sur le sujet<sup>230</sup>, il s'agit d'une notion éminemment abstraite. Contrairement aux exemples européens, le législateur québécois choisit de définir la clause abusive par un standard général, plutôt que de l'accompagner d'une énumération législative de clauses présumées abusives<sup>231</sup>.

Saisissant donc les pouvoirs discrétionnaires qui lui sont octroyés, de fait, par la codification d'une notion-standard, on peut étudier, pour minimalement la circonscrire, les paramètres que le juge met généralement en avant-plan pour apprécier le caractère abusif d'une clause contractuelle<sup>232</sup>.

---

<sup>229</sup> Article 1437 C.c.Q. Sur le sens à donner aux différentes parties de l'article 1437 C.c.Q., voir les commentaires dans Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1836 et ss. p. 1021 et ss. ainsi que ceux dans Benoît MOORE, «Les clauses abusives: dix ans après», (2003) 63 *R. du B.* 59, à la p. 69 où l'auteur procède à une revue des critères de l'article 1437 C.c.Q.

<sup>230</sup> Notamment : Élise CHARPENTIER, «L'article 1437 du *Code civil du Québec*: de l'art de lire un article qui surprend», dans Benoît MOORE, (dir.), *Mélanges Jean Pineau*, Montréal, éditions Thémis, 2003, p. 233; Élise CHARPENTIER, «Pour une interprétation (très) large de l'article 1437 du *Code civil du Québec*», dans Benoît MOORE, (dir.), *Mélanges Jean-Louis Baudouin*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2012, p. 255; Nathalie CROTEAU, «Le contrôle des clauses abusives dans le contrat d'adhésion et la notion de bonne foi», (1995-96) 26 *R.D.U.S.* 401; Sébastien GRAMMOND, «La règle sur les clauses abusives sous l'éclairage du droit comparé», (2010) 51 *C. de D.* 83 ; Sylvette GUILLEMARD, «Les clauses abusives et leurs sanctions: la quadrature du cercle», (1999) 59 *R. du B.* 369 ; Pierre-Gabriel, JOBIN, «Les clauses abusives», (1996) 75 *R. du B. can.* 503; Benoît MOORE, «Les clauses abusives: dix ans après», (2003) 63 *R. du B.* 59; Benoît MOORE, «Le contrôle des clauses abusives: entre formation et exécution du contrat», dans Benoît MOORE, (dir.), *Mélanges Jean Pineau*, Montréal, éditions Thémis, 2003, p. 461; Benoît MOORE, «À la recherche d'une règle générale régissant les clauses abusives en droit québécois», (1994) 28 *R.J.T.* 177.

<sup>231</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1836, p. 1022. D'ailleurs, l'Office de révision du Code civil proposait, dans son article 76 du projet de 1977, une simple règle sur les clauses abusive et ce, en l'absence même de toute définition : «La clause abusive d'un contrat est annulable ou réductible».

<sup>232</sup> Dans Sébastien GRAMMOND, «La règle sur les clauses abusives sous l'éclairage du droit comparé», (2010) 51 *C. de D.* 83, p. 99 et ss., l'auteur propose certains facteurs jurisprudentiels permettant de fonder l'évaluation du caractère abusif d'une clause. Ces critères sont élaborés autour des idées d'équivalence des prestations, de proportionnalité, de réciprocité et de commutativité.

Selon la jurisprudence, le caractère abusif d'une clause dans un contrat doit s'apprécier en fonction non seulement de critères objectifs, mais également subjectifs<sup>233</sup>. On tiendra donc compte de son but et de sa portée dans le contexte de l'ensemble des droits et obligations des contractants, et donc, de l'économie générale de l'engagement consenti<sup>234</sup>.

Par ailleurs, il semblerait que le caractère abusif d'une clause se décide non seulement en fonction de ses termes, mais aussi de ses effets, puisque la clause, bien qu'en apparence raisonnable par ses termes, peut s'avérer abusive au regard de sa mise en œuvre dans un contexte précis<sup>235</sup>.

Dans cet ordre d'idées, plusieurs sont d'avis qu'il faut prendre en compte les circonstances qui prévalent lors de l'application de la clause<sup>236</sup>, plutôt que de se limiter à celles qui prévalent lors de la conclusion du contrat.

---

<sup>233</sup> Voir : *Neilson-EBC (7) c. Hydro-Québec* 2013 QCCS, par. 11 et ss.

<sup>234</sup> *Régie d'assainissement des eaux du bassin de la Prairie c. Janin Construction (1983) ltée*, 1999 CanLII 13754 (QCCA), par. non numérotés. Cela étant, bien que la lésion entre majeurs ne soit pas reconnue dans le droit commun, le caractère déraisonnable d'une clause au contrat de consommation ou d'adhésion s'apprécie notamment en fonction de la disproportion entre les prestations des parties, mais également en fonction des avantages que chacune d'elles retire du contrat : *Athena Energy Marketing Inc. c. Peyrow*, 2012 QCCS 5878, par. 46. Dans Jean-Louis BAUDOUIN, «Justice et équilibre : la nouvelle moralité contractuelle du droit québécois», dans *Études offertes à Jacques Ghestin. Le contrat au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions L.G.D.J., 2001, p. 30, à la p. 42, l'auteur, alors qu'il questionne la véritable nature juridique de la notion de clause abusive dans le Code civil soulève d'ailleurs que l'on peut envisager qu'il s'agit d'une «simple illustration de la lésion entre majeurs».

<sup>235</sup> *Beaulne c. Valeurs mobilières Desjardins inc.*, 2013 QCCA 1082, par. 25.

<sup>236</sup> Vincent KARIM, *Les obligations*, livre I, 4<sup>e</sup> éd, Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2015, no. 1965 et ss., p. 824 et ss. Voir à ce sujet : Benoît MOORE, «Le contrôle des clauses abusives: entre formation et exécution du contrat», dans Benoît MOORE, (dir.), *Mélanges Jean Pineau*, Montréal, éditions Thémis, 2003, p. 461; Certains critiquent cette approche. Voir en ce sens les commentaires du juge Baudouin dans *Québec (Procureur général) c. Kabakian-Kechichian*, (2000) R.J.Q. 1730 (CA), par 60 «(...) en matière de clauses abusives, on doit évaluer principalement celle-ci au moment de la conclusion de l'engagement. Revoir le contrat au moment de son exécution et réduire l'obligation du parrain en tenant compte de sa capacité de payer me paraît alors n'être rien d'autre qu'une révision de la convention par le juge pour imprévision, notion qui n'est pas acceptée dans notre droit comme principe général».

Ceci dit, voyons comment la notion de clause abusive sert de mécanisme d'anéantissement de l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle dans le contrat de consommation ou d'adhésion.

## 2. L'application

Selon Didier Lluelles, la typologie des abus visés par l'article 1437 C.c.Q. sont de deux ordres. Il y a d'une part le «désavantage excessif au niveau technique»<sup>237</sup>, mais également le «désavantage qui dénature le contrat»<sup>238</sup>. Dans le deuxième cas, le désavantage en question présenterait selon l'auteur une association évidente avec le concept de lésion :

«[l]a clause déséquilibre le contrat dans la mesure où elle tend à dégager, en tout ou en partie, le contractant fort de certaines de ses obligations, y compris dans des cas où la clause serait légale par ailleurs (cf. art. 1474). Si cette réduction du fardeau du contractant en position de force est à ce point excessive qu'elle libère le débiteur de ses engagements centraux à l'égard du client, en neutralisant purement et simplement l'essentiel de ce à quoi pouvait raisonnablement s'attendre ce dernier, sans contrepartie au niveau du prix, il y a manifestement matière à abus. Le désavantage doit s'évaluer d'une manière globale, eu égard à l'ensemble des droits et obligations prévus par le contrat.»<sup>239</sup>

En ce sens, avant de relever des exemples jurisprudentiels où le juge a eu recours à la notion de clause abusive pour priver d'effet l'exonération de responsabilité d'une obligation essentielle, tentons d'envisager plus précisément comment ce raisonnement est susceptible de se présenter. Pour ce faire, nous pouvons décortiquer l'article 1437 C.c.Q., et illustrer ainsi son rapport avec l'exonération de responsabilité dont la mise en oeuvre touche à l'exécution d'une obligation essentielle du contrat.

---

<sup>237</sup> Didier LLUELLES, «Effets du contrat», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 7, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 7 juillet 2012, no. 98.

<sup>238</sup> Didier LLUELLES, «Effets du contrat», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 7, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 7 juillet 2012, no. 99.

<sup>239</sup> Didier LLUELLES, «Effets du contrat», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 7, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 7 juillet 2012, no. 99.



D'une part, la clause d'exonération de responsabilité insérée dans le contrat de consommation ou d'adhésion désavantage, de fait, le consommateur ou l'adhérent : elle le prive d'un droit ; celui de réclamer des dommages et intérêts en cas d'inexécution en nature de la part de son débiteur. En cela, la clause d'exonération de responsabilité répond au critère objectif de la clause abusive énoncé dans la première partie de l'article 1437 C.c.Q. : «[e]st abusive toute clause qui désavantage le consommateur ou l'adhérent (...)».

Le critère, cette fois subjectif, de l'énoncé de l'article 1437 C.c.Q., est celui selon lequel il faut en outre que ce soit d'une manière «(...) excessive et déraisonnable, allant ainsi à l'encontre de ce qu'exige la bonne foi (...)» que ladite clause désavantage le consommateur ou l'adhérent. Dans le cas qui nous occupe, ce serait éventuellement l'objet qualitatif de la clause d'exonération de responsabilité qui répondrait à ce critère. En effet, la clause d'exonération désavantagerait le consommateur *d'une manière excessive et déraisonnable* en emportant l'effet de déresponsabiliser de l'exécution d'une obligation de première importance au sein de l'ensemble des obligations qui constituent le contrat.

En effet, en déresponsabilisant en aval le débiteur de son exécution, la clause permet concrètement en amont à celui-ci de ne pas exécuter une obligation essentielle du contrat. Ce faisant, la clause d'exonération de responsabilité est susceptible de priver le contrat des effets qui découlent de sa nature même, dans la mesure où ceux-ci résideraient dans l'exécution de ses obligations essentielles.

En cela, la clause d'exonération de responsabilité qui touche à une obligation essentielle pourrait vraisemblablement s'insérer dans l'illustration offerte par le législateur dans la dernière partie de l'article 1437 C.c.Q. : «est abusive, notamment, la clause si éloignée des obligations essentielles qui découlent des règles gouvernant habituellement le contrat qu'elle dénature celui-ci»<sup>240</sup>.

---

<sup>240</sup> Article 1437 C.c.Q. Sur le sens à donner à l'illustration contenue à cette partie de l'article, voir : Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1858 et ss., p. 1034 et ss ; Benoît MOORE, «Les clauses abusives: dix ans après», (2003) 63 *R. du B.* 59, à la p. 79.



Nombreuses sont les décisions de la Cour du Québec qui adoptent un raisonnement de cet ordre<sup>241</sup>. Notamment, dans *Thériault c. Dumas* la Cour voit dans la notion de clause abusive, une occasion valable de justifier son refus d'appliquer à une obligation principale du contrat étudié, l'exonération conventionnelle de responsabilité :

«Une clause ou un avis d'exclusion ou de limitation de responsabilité ne peut être invoqué en cas de violation d'une obligation principal [sic] du contrat dans la mesure où cette clause priverait le contrat de ses effets essentiels. Notamment l'article 1437 C.c.Q. énonce qu'est abusive la clause si éloignée des obligations essentielles qui découlent des règles gouvernant habituellement le contrat qu'elle dénature celui-ci. Il s'agit notamment d'une clause qui a pour effet de priver le créancier du bénéfice fondamental du contrat.»<sup>242</sup> (nos soulignements)

En ce sens, dans le contrat de location d'un espace aux seules fins d'entreposage, un juge de la Cour du Québec souligne explicitement que l'une des obligations essentielles du locateur est de s'assurer de la très grande sécurité des lieux<sup>243</sup>. Cela étant, la clause d'exonération prévue au contrat qui vise la responsabilité relativement aux biens entreposés serait, de ce fait, abusive. Le juge reprend d'ailleurs fidèlement les termes de l'alinéa 2 de l'article 1437 C.c.Q., alors qu'il mentionne que cette clause d'exonération est «si éloignée des obligations essentielles qui découlent des règles gouvernant habituellement le contrat, qu'elle dénature celui-ci»<sup>244</sup>.

---

<sup>241</sup> Au surplus des exemples développés ici-bas dans le corps du texte, soulignons: *Beaudin c. Bell Sympatico*, 2003 CanLII 32344 (QCCQ), par. 11 où la clause qui limite la responsabilité d'un fournisseur de service internet a été considérée comme «exorbitante» et en conséquence réputée non écrite, puisque la compagnie, ce faisant, «limite à presque rien ses obligations» dans le cadre d'un contrat d'adhésion. En outre, dans *Leblanc c. Désormiers*, 2002 CanLII 25549 (QCCQ), par. 7 dans le cadre d'un contrat de vente d'un animal de compagnie, un juge conclut que la clause d'exonération de responsabilité s'y trouvant est abusive puisque : «on ne peut pas dans un même contrat garantir la santé d'un animal pendant 24 mois et refuser toute réclamation concernant son décès le jour suivant la prise de possession à la suite de l'aggravation d'une maladie préexistante».

<sup>242</sup> *Thériault c. Dumas*, 2000 CanLII 5214 (QCCQ), par. non numérotés.

<sup>243</sup> *Union canadienne (L'), compagnie d'Assurances c. Mini-entrepôt Longueuil inc.*, 2011 QCCQ 7058, par. 22 ; 2011 QCCA 1505.

<sup>244</sup> *Union canadienne (L'), compagnie d'Assurances c. Mini-entrepôt Longueuil inc.*, 2011 QCCQ 7058, par. 129-130 ; 2011 QCCA 1505. Voir aussi : *Brunelle c. 9124-5704 Québec Inc.*, 2004 CanLII 34005 (QCCQ), para. 10 : dans cette affaire, la clause d'exonération prévue dans le contrat de réparation d'une automobile et

Dans le même sens, la clause d'exonération qui dégage le transporteur aérien de sa responsabilité quant à son obligation d'assurer la correspondance entre les vols aériens jusqu'à destination est considérée comme abusive, puisque le juge considère que cette clause est en définitive inconciliable avec l'obligation essentielle dont la compagnie aérienne répond :

«La clause abusive peut l'être à divers titres notamment parce qu'elle va à l'encontre de ce que la partie la plus vulnérable au contrat pouvait escompter. À moins d'une raison majeure ou des motifs de force majeure cette clause paraît déraisonnable parce qu'elle ne répond pas à l'obligation essentielle découlant du contrat soit d'assurer la correspondance entre les vols aériens jusqu'à destination.»<sup>245</sup>

Dans le passé, la Cour d'appel s'est elle aussi appuyée sur la notion de clause abusive pour refuser d'appliquer l'exonération conventionnelle de responsabilité prévue dans un contrat d'appel d'offres. Dans la célèbre affaire *Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie c. Janin Construction*<sup>246</sup>, une clause au contrat prévoyait la non-responsabilité du maître de l'ouvrage en cas d'erreurs ou de divergences dans les données qui étaient transmises à l'entrepreneur, afin que celui-ci puisse évaluer la nature des sols et formuler une offre en conséquence.

Or, après avoir déterminé que le contrat d'entreprise de construction à l'étude en était un d'adhésion, la juge Rousseau-Houle mentionne que la clause d'exonération de responsabilité en faveur du maître d'ouvrage qui y est prévue «a pour effet de priver l'entrepreneur du bénéfice fondamental attendu des plans, des devis techniques et des études géologiques préparés par les experts qualifiés et spécialement mandatés par le

---

relative aux pertes ou dommages se rapportant au véhicule ou objets y étant laissés est abusive selon le juge, puisqu'il «s'agit (...) d'une clause éloignée des obligations essentielles du contrat de réparation automobile».

<sup>245</sup> *Bertrand c. Air Canada Jazz, s.e.c.*, 2008 QCCQ 10143, par. 54 et 55. Dans le même sens : *Zikovsky c. Air France*, 2006 QCCQ 948, par. 30 à 32.

<sup>246</sup> *Régie d'assainissement des eaux du bassin de la Prairie c. Janin Construction (1983) ltée*, 1999 CanLII 13754 (QCCA).

maître d'ouvrage»<sup>247</sup>. La Cour poursuit en mentionnant qu'«il paraît déraisonnable et contraire à l'obligation générale de bonne foi de dénuer de tout effet l'obligation de renseignement ainsi assumée à l'égard des contractants»<sup>248</sup>. En ce sens, la juge considère que la clause d'exonération est «en elle-même inconciliable avec l'obligation de renseignement de la Régie»<sup>249</sup>.

D'autres décisions de la Cour d'appel, depuis, invoquent le standard de la clause abusive afin de rendre sans effet l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle dans le contrat d'adhésion<sup>250</sup>. Ce fut le cas, notamment, quant à l'exonération de responsabilité relative à l'obligation d'Hydro-Québec de fournir de l'électricité aux citoyens:

«Art. 1437 C.c.Q. stipulates that (...) There is no dispute that the contract invoked by respondent is a contract of adhesion. In my view, it is plainly abusive for Hydro-Quebec, a monopoly, to impose on the persons it was created to serve, as a condition of supplying them with electricity, an obligation to renounce not only to claims for the damages they incur as a result of Hydro-Quebec's failure to supply electricity, but also that they waive in advance any right to compensation for any other damages caused

---

<sup>247</sup> *Régie d'assainissement des eaux du bassin de la Prairie c. Janin Construction (1983) ltée*, 1999 CanLII 13754 (QCCA), par. non numérotés.

<sup>248</sup> *Régie d'assainissement des eaux du bassin de la Prairie c. Janin Construction (1983) ltée*, 1999 CanLII 13754 (QCCA), par. non numérotés.

<sup>249</sup> *Régie d'assainissement des eaux du bassin de la Prairie c. Janin Construction (1983) ltée*, 1999 CanLII 13754 (QCCA), par. non numérotés.

<sup>250</sup> *3051226 Canada inc. c. Aéroport de Montréal*, 2008 QCCA 722, par. 54 : cette fois, c'est relativement à l'obligation de traiter les soumissionnaires équitablement dans le cadre du processus d'appel d'offres que la juge Otis y mentionne : «[e]n l'espèce, l'obligation de traiter les soumissionnaires équitablement est reconnue comme une obligation essentielle au contrat d'appel d'offres. Accepter une modification substantielle à une soumission, après l'expiration du délai de présentation et sans en avertir les autres soumissionnaires, constitue une transgression de l'obligation essentielle de traitement équitable des soumissionnaires. La clause d'exonération ne peut permettre à ADM de faire échec à la requête introductive d'instance en dommages-intérêts de Genesis». Voir aussi : *Ferme Franky 2004 inc. c. Gestions Pierre Saint-Cyr inc. (Centrale de contrôle d'alarmes du Québec)*, 2014 QCCA 848 : la Cour d'appel confirme le raisonnement du juge en cour inférieure, alors qu'elle considère que c'est par le recours implicite à la notion de clause abusive que le juge a valablement rendu sans effet la clause qui exonérait de sa responsabilité une centrale de sécurité. En l'espèce, cette dernière avait omis de réagir en constatant que quelque chose d'anormal se déroulait dans l'immeuble qu'elle s'était engagée à surveiller.

to them by any fault, contractual or extra-contractual, attributable to Hydro-Quebec. Accordingly, I would hold that section 105 of Bylaw No. 411, to the extent that it has this effect, is null and of no effect»<sup>251</sup> (nos soulignements).

Du reste, nous sommes étonnée de constater que les praticiens continuent d’avoir recours à la notion de clause abusive prévue au Code civil dans le cas du contrat qui est par ailleurs soumis à la *Loi sur la protection du consommateur*<sup>252</sup>. Dans ce cas, il suffirait pourtant, afin d’anéantir les effets de l’exonération de responsabilité prévue au contrat, d’avoir recours à la règle de l’article 10 de la *Loi sur la protection du consommateur*<sup>253</sup>. L’avantage, indéniable, de cette dernière disposition, est qu’elle dispense le consommateur de la preuve du critère subjectif de la clause abusive (le caractère excessif et déraisonnable du désavantage que la clause impose au consommateur). Il suffit en effet pour le consommateur de faire la preuve de deux éléments objectifs : que le contrat est soumis à la *Loi sur la protection du consommateur*, d’une part, et que la clause invoquée est une «stipulation par laquelle un commerçant se dégage des conséquences de son fait personnel ou de celui de son représentant»<sup>254</sup>.

## **B. La faute lourde**

Voyons à présent la notion de faute lourde, qui permet de priver d’effet l’exonération conventionnelle de responsabilité, étant donné la disposition de l’article 1474 C.c.Q. Contrairement à la notion de clause abusive, qui ne peut être employée qu’en présence

---

<sup>251</sup> *Allendale Mutual Insurance Co. c. Hydro-Québec*, 2001 CanLII 14721 (QCCA), par. 45 à 47.

<sup>252</sup> C.f. : Dans *Union canadienne (L’), compagnie d’assurance c. Marina St-Mathias-sur-le-Richelieu Ltée*, 2006 QCCQ 16113, par. 20, le juge mentionne : «[e]n l’espèce, le Tribunal n’a pas à analyser la clause d’exonération à la lumière de l’article 1437 du Code civil. En effet, la Loi sur la protection du consommateur est une loi d’ordre public (art 261) qui garantit au consommateur (art 262) l’inapplicabilité de certaines stipulations (art. 10) dans un contrat visé par la Loi (art. 2)».

<sup>253</sup> Claude MASSE, *Loi sur la protection du consommateur : analyse et commentaires*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1999, p. 179, l’auteur, en soulignant l’importance de cette disposition, remarquait qu’elle était demeurée méconnue des plaideurs et des tribunaux québécois (du moins en 1999). Cela s’expliquait peut-être selon lui par le fait que l’on a mal compris la notion de «fait personnel» que l’on retrouve à l’article 10 de la *Loi sur la protection du consommateur*.

<sup>254</sup> *Loi sur la protection du consommateur*, RLRQ c P-40.1, art. 10.

d'un contrat d'adhésion ou de consommation, la faute lourde peut être invoquée dans le cadre de relations contractuelles basées sur un contrat de gré à gré.

La notion de faute lourde (1) est elle aussi définie par le législateur par un standard. C'est donc par une considération qualitative de l'objet de l'inexécution contractuelle que le juge pourra rejoindre la condition d'application de l'exonération conventionnelle en cas de faute lourde prévue à l'article 1474 C.c.Q. Il privera ce faisant d'effet l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle (2).

### 1. La notion de faute lourde

La règle développée par la jurisprudence sous le *Code civil du Bas-Canada* fut codifiée par les auteurs de la refonte à l'article 1474 C.c.Q. Dans cette même disposition, le législateur saisit l'occasion de présenter la faute lourde :

«Une personne ne peut exclure ou limiter sa responsabilité pour le préjudice matériel causé à autrui par une faute intentionnelle ou une faute lourde; la faute lourde est celle qui dénote une insouciance, une imprudence ou une négligence grossières.»<sup>255</sup>

Le législateur définit, on le constate, la notion de faute lourde par un simple standard: «la faute lourde est celle qui dénote une insouciance, une imprudence ou une négligence grossières»<sup>256</sup>. Récemment, la Cour d'appel précisait que la faute lourde «découle d'un comportement anormalement déficient, voire inexcusable, qui dénote un mépris complet des intérêts d'autrui»<sup>257</sup>. Ainsi, la jurisprudence soutient qu'il faut évaluer chaque cas de

---

<sup>255</sup> Art. 1474 C.c.Q.

<sup>256</sup> Robert Joseph POTHIER, *Oeuvres de Pothier*, t. 11, Paris, par M. Bugnet, 1848, p. 497, concevait autrefois la notion de faute lourde comme étant «le fait de ne pas apporter aux affaires d'autrui le soin que les personnes les moins soigneuses et les plus stupides ne manqueraient pas d'apporter à leurs affaires». Cette citation fut reprise et analysée notamment par le juge Rinfret dans *The King v. Canada SS. Lines*, 1950 CanLII 40 (SCC), p. 537 et ss., et est d'ailleurs encore aujourd'hui reprise, notamment dans *Larrivée c. Murphy*, 2014 QCCA 305, par. 43.

<sup>257</sup> *Audet c. Transamerica Life Canada*, 2012 QCCA 1746, par. 90.

faute lourde au moment des événements lors desquels elle a été commise<sup>258</sup>, et en fonction des circonstances qui lui sont propres<sup>259</sup>.

À titre d'exemple, relevait de la faute lourde selon la Cour supérieure, l'omission du locateur d'aviser son locataire de prendre les mesures nécessaires afin de protéger les biens qu'il entreposait dans le local loué, en raison des risques d'infiltration d'eau<sup>260</sup>. Aussi, le fait pour un hôtel offrant à ses clients du stationnement gratuit à long terme, de ne pas adopter de mesures diligentes pour protéger le bien d'autrui, alors que le risque de vol de véhicules est élevé, constitue une faute lourde<sup>261</sup>.

Ceci dit, puisque la faute lourde est définie par la législateur par un standard, elle constitue elle aussi un mécanisme législatif qui délègue au juge d'importants pouvoirs discrétionnaires d'appréciation circonstancielle. Il s'agit par ailleurs de pouvoirs de «rééquilibrage» en ce que le juge qui conclut à la faute lourde du débiteur favorisera la position du créancier frustré en privant d'effet l'exonération de responsabilité initialement prévue au contrat.

Examinons à présent comment le juge peut apprécier l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat de telle sorte à l'introduire, de fait, dans le standard de la faute lourde prévu par le législateur, et ainsi priver d'effet l'exonération conventionnelle de

---

<sup>258</sup> *Mark Oppenheim et al. c. Waiter Pelly Transport*, 1999 CanLII 11578 (QCCS), p.12 ; *Girard c. Hodel*, 2006 QCCS 2434, par. 47 et ss.

<sup>259</sup> *Kingsway Transports Ltd. c. Chubb Insurance Company of Canada*, 1997 CanLII 10344 (QCCA), par. non numérotés. ; 9083-2957 *Québec inc. c. Caisse populaire Desjardins Rivière-des-Prairies*, 2007 QCCS 4389, par. 37. Voir aussi les propos du Juge Chevalier, alors dissident dans l'affaire *Potvin c. Stipetic*, 1989 CanLII 458 (QCCA), par. non numérotés: «Pour déterminer si la faute reprochée a été lourde ou dolosive, l'application du critère objectif, celui de l'homme prudent et soucieux de la sécurité d'autrui, ne doit pas faire oublier que la faute reprochée ne se situe pas, elle, dans un univers abstrait. (...) La gravité de la violation de l'engagement contractuel (...) est en corrélation directe avec ce qu'au cours de l'incident litigieux le contrevenant a fait ce qu'il n'aurait pas dû faire ou n'a pas fait ce qu'il aurait dû faire. Ce qui, dans un cas, pourrait n'être qu'une faute légère est susceptible de devenir faute lourde ou dolosive dans une autre circonstance où la rigueur de l'obligation impose un souci plus impérieux de s'y conformer.»

<sup>260</sup> *Ghaho c. Germain*, 2013 QCCS 2604.

<sup>261</sup> *Groupe Ledor inc., mutuelle d'assurances c. 7041730 Canada inc. (Éconolodge Aéroport (TM))*, 2014 QCCQ 2920.

responsabilité.

## 2. L'application

Il suffit vraisemblablement pour le juge de mesurer objectivement la faute contractuelle du débiteur. Cela veut dire qu'il mesure la gravité de la faute en fonction de l'objet de l'inexécution contractuelle, plutôt que de l'évaluer en relevant la mesure de l'écart entre le comportement du débiteur et celui d'un débiteur prudent et diligent.

De manière concrète, cette façon objective d'apprécier la faute lourde se présente notamment dans les jugements par la qualification préalable de l'obligation essentielle inexécutée en obligation de résultat.

Paul-André Crépeau, à qui l'on doit la réception en droit québécois de la distinction doctrinale des obligations selon leur intensité<sup>262</sup>, voulait d'ailleurs en ce sens qu'il existe une méthode de qualification de l'intensité de l'obligation contractuelle selon la «nature du contrat»<sup>263</sup>. Au sein de cette classification s'inscrivaient selon lui des critères de distinction tels ceux reliés à la situation des parties, au caractère de la prestation, ainsi qu'à la finalité sociale de l'opération. Ce dernier critère politique, que l'auteur qualifiait «d'utile»<sup>264</sup>, pourrait être utilisé pour qualifier l'intensité de l'obligation «chaque fois que les tribunaux, en raison de la nature du contrat, du caractère particulier des prestations ou d'un souci de cohérence, estiment devoir renforcer la position des victimes»<sup>265</sup>. Plus encore, Paul-André

---

<sup>262</sup> Paul-André CRÉPEAU, *L'intensité de l'obligation juridique ou Des obligations de diligence, de résultat et de garantie*, Montréal, éditions Yvon Blais, 1989.

<sup>263</sup> Paul-André CRÉPEAU, *L'intensité de l'obligation juridique ou Des obligations de diligence, de résultat et de garantie*, Montréal, éditions Yvon Blais, 1989, p. 35 et ss.

<sup>264</sup> Paul-André CRÉPEAU, *L'intensité de l'obligation juridique ou Des obligations de diligence, de résultat et de garantie*, Montréal, éditions Yvon Blais, 1989, p. 39.

<sup>265</sup> Paul-André CRÉPEAU, *L'intensité de l'obligation juridique ou Des obligations de diligence, de résultat et de garantie*, Montréal, éditions Yvon Blais, 1989, p. 45.

Crépeau allait jusqu'à suggérer que l'intensité de l'obligation pouvait être directement dégagée de considérations relatives à l'équité<sup>266</sup>.

On envisage donc aisément que dans un dessein tout à fait volontaire de rejoindre la condition législative à l'exonération conventionnelle prévue à l'article 1474 C.c.Q., en un premier temps, le juge met en application les critères politiques ci-haut mentionnés de manière à qualifier l'obligation essentielle inexécutée en intensité de résultat. Ce faisant, eu égard au régime juridique applicable à l'obligation de résultat, c'est l'absence objective de la prestation promise qui constitue le point de repère pour l'appréciation de la faute contractuelle<sup>267</sup>. Ainsi, en un deuxième temps, le juge retient l'importance qualitative de l'obligation inexécutée au sein du contrat pour mesurer la gravité de la faute contractuelle. C'est en ce sens que le manquement à une obligation essentielle constituera une faute lourde.

Illustrons cela par un exemple. Les propos de la juge Richer de la Cour supérieure dans *Poissonnerie Bari c. Gestion Inter-parc Inc.* s'inscrivent clairement, selon nous, dans cette perspective. Dans cette affaire, la demanderesse avait loué de la défenderesse un camion réfrigéré afin d'effectuer le transport de poisson surgelé. Or, une pièce essentielle au fonctionnement du système de réfrigération du camion s'est avérée manquante, ce qui a entraîné pour le locataire du camion, la perte totale de la marchandise congelée.

Pour la juge, il faut conclure à la faute lourde, et ce, même si la partie défenderesse a fait des efforts raisonnables pour vérifier l'état du bon fonctionnement du camion. On constate ainsi que la juge conclut à la faute lourde du débiteur par le canal du régime de l'obligation de résultat, puisqu'elle reconnaît par ailleurs explicitement que celui-ci a fait preuve de bienveillance dans l'exécution du contrat :

---

<sup>266</sup> Paul-André CRÉPEAU, *L'intensité de l'obligation juridique ou Des obligations de diligence, de résultat et de garantie*, Montréal, éditions Yvon Blais, 1989, p. 45 et ss.

<sup>267</sup> Puisqu'en présence d'une obligation de résultat, c'est l'absence objective du résultat qui constitue la faute contractuelle, alors, qu'en présence d'une obligation de moyen, c'est la négligence du débiteur de l'obligation qui sera évaluée pour conclure à la faute contractuelle. Voir : Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 102 et ss., p. 49 et ss.



«Cette absence de pièce essentielle en fait un objet impropre pour l'usage auquel il est destiné. Ça constitue une faute lourde même si on démontre que, la partie défenderesse a fait des efforts pour vérifier l'état du bon fonctionnement du camion. Elle a néanmoins une obligation de résultat quand il s'agit de louer son camion, si la compagnie défenderesse nous dit qu'elle loue un camion, une boîte réfrigéré[sic], cette boîte doit demeurer réfrigérée en tout temps et elle doit avoir toutes les composantes nécessaires pour servir à la réfrigération. Ce qui n'était pas le cas ici. Nous sommes donc en présence d'une faute lourde.»<sup>268</sup>

Ainsi, malgré que la clause d'exonération du contrat vise clairement à exclure la responsabilité du locateur du camion relativement à la perte des biens laissés dans le véhicule<sup>269</sup>, la juge accueille la demande du locataire à concurrence de la valeur totale du poisson perdu en raison du défaut de fonctionnement du système de réfrigération<sup>270</sup>.

Abondent dans le même sens les propos de la juge Moreau, aussi de la Cour supérieure, lorsqu'elle refuse de donner effets à l'exonération conventionnelle de responsabilité relative à l'obligation de la locatrice de fournir la paisible jouissance des lieux. La juge considère en effet qu'étant donné la nature essentielle de cette obligation au sein du contrat, il s'agit d'une obligation de résultat :

«En effet, le tribunal est d'accord que la jouissance paisible des lieux loués est là une obligation principale et essentielle du locateur envers le locataire.

Ceci étant dit, l'obligation du locateur en devient donc une de résultat dont il ne peut s'exonérer que par la preuve d'une force

---

<sup>268</sup> *Poissonnerie Bari c. Gestion Inter-parc Inc.*, 2002 CanLII 111 (QCCS), par. 23.

<sup>269</sup> La clause 12 du contrat liant les parties se lit comme suit :

*«Je reconnais que vous n'êtes pas responsable des pertes ou dommages causés à mes biens, pour biens de tiers, laissés à quelque moment que ce soit dans ou sur votre véhicule, ou à l'intérieur de vos locaux même s'ils sont en votre possession et sans égard à la responsabilité. Je suis responsable envers vous de toutes les demandes de règlement présentées par les tiers à l'égard de quelqu'un ou de tels dommages.»*

<sup>270</sup> *Poissonnerie Bari c. Gestion Inter-parc Inc.*, 2002 CanLII 111 (QCCS), par. 28.

majeure ou la faute d'une personne dont il n'est pas responsable»<sup>271</sup>  
(nos soulignements).

La juge Moreau conclut donc que l'exonération de responsabilité est inapplicable, puisque la locatrice «a clairement manqué délibérément à ses obligations de fournir à la défenderesse la jouissance paisible des lieux. Elle a donc, par son incurie et/ou sa négligence omis de remplir ses obligations»<sup>272</sup>.

Dans le même sens, différents juges semblent considérer que l'omission d'une centrale de sécurité de réagir en cas d'incident dans l'immeuble dont elle doit effectuer la surveillance, permet d'inférer, de fait, la faute lourde<sup>273</sup>.

Nous venons d'étudier de quelle manière deux notions-standards sont employées par le juge comme instruments législatifs d'application jurisprudentielle de la moralité contractuelle. Il se prévaut dans les deux cas de sa discrétion en matière de qualification juridique des faits, de telle sorte à introduire ceux qui lui sont soumis dans les notion-standards que sont la clause abusive ou la faute lourde.

---

<sup>271</sup> *Société de gestion Complan (1980) inc. c. Bell Distribution inc.*, 2009 QCCS 2881, par. 47, 48; conf. en appel pour d'autres motifs: *Société de gestion Complan (1980) inc. c. Bell Distribution inc.*, 2011 QCCA 320.

<sup>272</sup> *Société de gestion Complan (1980) inc. c. Bell Distribution inc.*, 2009 QCCS 2881, par. 52; conf. en appel pour d'autres motifs : *Société de gestion Complan (1980) inc. c. Bell Distribution inc.*, 2011 QCCA 320.

<sup>273</sup> Déjà sous l'ancien Code, dans *Impact Graphics Ltd. c. B.P.G. Central Security Corp.* J.E. 95-2174, par. non numérotés, c'est sans avoir explicitement recours à la qualification de l'obligation selon son intensité, que le juge de la Cour supérieure encourage, étant donné le caractère essentiel de l'obligation inexécutée, à apprécier la notion de faute lourde de manière plus objective. En effet, selon lui, lorsqu'une personne dont le rôle est «précisément» celui de dénoncer à la police le déclenchement du signal d'alarme indiquant la présence non autorisée dans l'établissement qu'elle s'est engagée à surveiller, «la notion de négligence grossière doit répondre à de moindres exigences». Plus récemment, voir dans le même sens: *Affiliated FM Insurance Company c. Martin Veilleux inc.*, 2009 QCCS 827 ; *Huot c. Systèmes de sécurité Nasa inc.*, J.E. 2001-1216. C.f. dans la décision *Courrier Purolator ltée c. Commission scolaire Quévillon*, J.E. 92-500, par. non numérotés, la Cour d'appel se penchait sur la question de savoir, dans le cadre d'un contrat de transport, si la perte totale et sans explication du bien transporté, était de fait équivalente à la faute lourde. La Cour mentionne : «[i]l va de soi, que la conclusion d'un tribunal relative à la faute lourde emporte l'exclusion de l'application de la clause de non-responsabilité. Dans la présente espèce, je suis fermement d'opinion que les faits de la clause prouvés par admission ne démontrent pas faute lourde, pas plus qu'ils ne permettent de l'inférer du seul inaccomplissement de l'obligation»<sup>273</sup> (nos soulignements). Voir aussi : *Royale du Canada (La), compagnie d'assurances c. Aéropar international Courrier inc.*, B.E.C 98 BE-1157 (CQ), où la perte inexplicquée d'un colis n'a pas suffi à présumer la faute lourde. L'exonération conventionnelle fut appliquée.

En ce sens, dans le premier cas, le juge considère que la clause d'exonération de responsabilité qui touche à une obligation essentielle désavantage le consommateur d'une manière excessive et déraisonnable en ce qu'elle le prive indirectement du bénéfice qu'il pouvait espérer du contrat. En le privant de ses effets essentiels, la clause d'exonération dénature le contrat, et s'inscrit donc dans l'illustration de clause abusive que le législateur offre à l'article 1437 C.c.Q.

Dans le second cas, advenant l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat, le juge est libre de procéder à une appréciation particulièrement orientée du standard de la faute lourde vers l'objet qualitatif de l'inexécution. Ce faisant, le juge parvient à rejoindre la condition d'application de l'exonération relative à la commission d'une faute lourde qui est prévue par le législateur à l'article 1474 C.c.Q.

## **Paragraphe II- L'opportunité implicite : l'instrumentalisation de la moralité contractuelle**

Au surplus du recours à ces mécanismes d'application de la moralité contractuelle prévus dans le Code par des notion-standards, il semble que ce soit par ailleurs en s'autorisant directement à instrumentaliser la moralité contractuelle qui émane du *Code civil du Québec*, que le juge privera d'effets l'exonération conventionnelle de responsabilité qui touche à une obligation essentielle.

C'est d'abord sous les couverts d'un exercice d'interprétation que le juge, invité par le législateur à pénétrer le contrat, s'autorise à instrumentaliser la moralité contractuelle (A). Au-delà de l'interprétation du contrat, cette tendance prétorienne à refuser d'étendre l'exonération conventionnelle à une obligation essentielle semble aujourd'hui être en voie de devenir une règle de droit parfaitement autonome (B).

### ***A. Le résultat de l'interprétation du contrat***

Nous avons souligné plus tôt que l'autonomie de la volonté des parties contractantes était grandement servie par la méthode textuelle d'interprétation du contrat. En ce sens, concrètement, la doctrine du sens clair empêche le juge de s'inviter dans le contrat, à moins qu'il ne relève une ambiguïté à la lecture même de celui-ci. Or, certains indices laissent supposer que le législateur a voulu relativiser le principe de force obligatoire en octroyant au juge des pouvoirs d'intervention par la voie de l'interprétation du contrat. Ainsi, c'est parfois en ayant recours à certaines présomptions ou méthodes d'interprétation, que le juge refuse d'étendre l'exonération de responsabilité à une obligation essentielle du contrat. Voyons donc de quelle manière l'interprétation sert la mise en œuvre de la moralité contractuelle dans le cas spécifique qui nous intéresse.

L'article 1425 C.c.Q. (anciennement 1013 C.c.B-C), réelle clé de voûte de l'interprétation du contrat, édicte à présent que : «[d]ans l'interprétation du contrat, on doit rechercher quelle a été la commune intention des parties plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes utilisés». Ce nouveau libellé, auquel les auteurs de la refonte ont soustrait «lorsque la commune intention des parties dans un contrat est douteuse» (nos soulignements), suggère vraisemblablement que l'exercice d'interprétation du contrat n'est plus seulement *parfois* nécessaire (en cas d'ambiguïté suite à la lecture du contrat) à la découverte du contenu contractuel ayant force obligatoire; il le devient *toujours*.

À cet égard, dans sa récente thèse de doctorat, Vincent Caron a d'ailleurs soulevé les limites conceptuelles de la doctrine du sens clair<sup>274</sup>. Par ailleurs, selon la critique d'un autre auteur, la méthode textuelle d'interprétation est affectée d'un «vice rédhibitoire», en ce que l'interprète «sacrifie ainsi l'équité à l'histoire du contrat et à la logique du droit»<sup>275</sup>.

---

<sup>274</sup> Vincent CARON, *Jalons pour une théorie pragmatique de l'interprétation du contrat : du temple de la volonté à la pyramide de sens*, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2014.

<sup>275</sup> François GENDRON, *L'interprétation des contrats*, Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2002, p. 82.

En ce sens, les tribunaux admettent désormais volontiers que l'affirmation qu'un texte est clair ne dispense pas le juge pour autant de tout effort d'interprétation<sup>276</sup>.

Soulignons aussi que dans le cas qui nous occupe, même en admettant la théorie classique qui commande une ambiguïté comme préalable à l'exercice d'interprétation, celle-ci ne devrait pas avoir pour conséquence, relativement à une obligation essentielle, l'application systématique de l'exonération conventionnelle de responsabilité. En effet, si l'exonération de responsabilité prévue au contrat est claire en ses termes, certes, aucune ambiguïté ne saurait *a priori* s'attacher à la lettre. Cependant, force est d'admettre qu'il y a naturellement lieu de douter de la volonté d'une partie d'exonérer son cocontractant de la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat, alors que le contrat est prétendument synallagmatique. L'ambiguïté nécessaire à l'interprétation du contrat existe donc de fait, selon nous, dans le cas qui nous occupe.

On voit poindre, là d'ailleurs, le risque de l'illusion entre la volonté déclarée et la volonté réelle des parties. Selon l'opinion de certains, «[u]ne clause claire et précise cesse de l'être, et donne matière à interprétation, dès lors qu'il est manifeste qu'elle est contraire au but poursuivi par les contractants»<sup>277</sup>. Dans le même sens, d'autres auteurs mettent en garde des «apparentes clartés», lorsqu'ils mentionnent qu'«un texte peut être (...) formellement, dénué de toute ambiguïté, mais contredire le but manifestement poursuivi par les parties»<sup>278</sup>. L'interprète devrait dès lors procéder à la recherche de la volonté réelle des parties, et répondre ce faisant aux demandes que le législateur formule, d'ailleurs sans aucune équivoque, à l'article 1425 C.c.Q.

---

<sup>276</sup> Sébastien GRAMMOND, «Interprétation des contrats», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 6, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 1<sup>er</sup> juin 2014, no. 4. Voir : *Rouge Resto-bar inc. c. Zoom Média inc.*, 2013 QCCA 443, par. 75 et ss.; *Peacock c. Adessky*, 2009 QCCA 2259, par. 35 et ss.

<sup>277</sup> Boris STARCK, Henri ROLAND et Laurent BOYER, *Droit civil, obligations*, vol. 2, 6<sup>e</sup> éd., Paris, éditions Litec, 1998, p. 72.

<sup>278</sup> Didier LLUELLES et Benoît MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012, no. 1574, p. 866.

Plus encore, en filigrane de la recherche de la volonté des contractants, la mise en œuvre de la moralité contractuelle est susceptible d'apparaître par certaines méthodes dites «dynamiques» de l'interprétation contractuelle<sup>279</sup>. Abonde en ce sens, la doctrine contemporaine s'intéressant à l'interprétation du contrat, qui veut qu'au-delà de la volonté des parties contractantes, «on admet que le juge doit aussi considérer (...) la compatibilité de l'interprétation proposée avec les principes généraux du droit, les valeurs sociales (...), le caractère raisonnable ou déraisonnable d'une interprétation, les attentes des parties, etc.»<sup>280</sup>. Cela fait d'ailleurs dire à certains que l'équité est en voie d'être reconnue comme un «véritable principe d'interprétation du droit privé»<sup>281</sup>, tandis que la doctrine sur le sujet accepte de reconnaître à la bonne foi une fonction interprétative<sup>282</sup>.

Trouvant ainsi écho sur l'idée d'équilibre des prestations qui réfère naturellement à l'équité dans le sens qu'on lui reconnaît aujourd'hui en droit civil, certains ont avancé qu'une interprétation du contrat ne pouvait avoir l'effet de permettre à un contractant de s'exonérer de la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation essentielle, puisque cela revient ni plus ni moins à anéantir la prestation même du contractant à qui l'exonération conventionnelle profite<sup>283</sup>. Évidemment, une telle interprétation aurait

---

<sup>279</sup> Louise POUDRIER-LEBEL, «L'interprétation des contrats et la morale judiciaire», (1993) 27 *R.J.T.* 581. Déjà sous le *Code civil du Bas-Canada*, l'auteure remarque l'existence d'un principe moral d'interprétation des contrats formulé par la jurisprudence. Ainsi, ce sont des considérations morales qui, en l'absence de textes de lois détaillés et clairs, encouragent l'intervention judiciaire pour fixer des normes de comportement entre les cocontractants.

<sup>280</sup> Sébastien GRAMMOND, «Interprétation des contrats», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 6, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 1<sup>er</sup> juin 2014, no. 6.

<sup>281</sup> Jean-Louis BAUDOUIN, Pierre-Gabriel JOBIN, et Nathalie VÉZINA, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013, no. 131, p. 220.

<sup>282</sup> Brigitte LEFEBVRE, *La Bonne foi dans la formation du contrat*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1998, p. 92 et ss. Marie Annik GRÉGOIRE, *Liberté, responsabilité et utilité : la bonne foi comme instrument de justice*, thèse de doctorat, collection Minerve, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010, p. 195 et ss.

<sup>283</sup> Claude FERRON, «Les clauses de non-responsabilité en responsabilité civile contractuelle et délictuelle», (1984) 44 *R. du B.* 3, p. 56. Le juge pourrait aujourd'hui avoir recours à l'article 1427 C.c.Q. pour formuler un raisonnement semblable. Cet article prévoit que «les clauses s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'ensemble du contrat». Ainsi, le magistrat pourrait considérer qu'une interprétation trop large de la clause prévoyant l'exonération de responsabilité aurait le résultat de priver une autre stipulation contractuelle de tout effet. Cela irait à l'encontre de la règle prévue à l'article

comme conséquence de priver l'autre partie de son intérêt au contrat (la cause de son engagement), et revient à nier le caractère proprement synallagmatique du contrat intervenu.

Dans le même sens, Marie Annik Grégoire souligne dans sa thèse une certaine conception de la fonction interprétative de la bonne foi. Selon celle-ci, parce que le contrat doit nécessairement être exécuté en conformité avec les exigences de la bonne foi<sup>284</sup>, il serait nécessaire, lorsqu'on l'interprète, de toujours faire primer l'esprit du contrat sur la lettre, en lui donnant une interprétation visant le plein exercice de tout le contenu contractuel<sup>285</sup>. Il semblerait donc que cette fonction spécifique de la bonne foi implique d'une certaine façon une exigence de cohérence contractuelle<sup>286</sup> :

«Il ne faut pas que le contrat, par le biais de clauses diverses, notamment d'exclusion de responsabilité, devienne une sorte de leurre pour une des parties parce qu'en définitive ses obligations essentielles ne pourront jamais être exécutées par la contrainte juridique. En d'autres termes, il ne faut pas que les clauses contractuelles privent en pratique une des parties du bénéfice du contrat.»<sup>287</sup>

Sous le *Code civil du Bas-Canada*, une certaine jurisprudence abondait d'ailleurs déjà en ce sens. Par exemple, dans le cadre de l'interprétation d'un contrat de fourniture d'électricité qui prévoyait l'exonération de responsabilité du fournisseur, un juge de la Cour d'appel mentionnait la chose suivante :

---

1428 C.c.Q., selon laquelle «[u]ne clause s'entend dans le sens qui lui confère quelque effet plutôt que dans celui qui n'en produit aucun». Il y aurait en conséquence lieu d'interpréter la clause restrictivement.

<sup>284</sup> Art. 1375 C.c.Q.

<sup>285</sup> Marie Annik GRÉGOIRE, *Liberté, responsabilité et utilité : la bonne foi comme instrument de justice*, thèse de doctorat, collection Minerve, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010, p. 196.

<sup>286</sup> Marie Annik GRÉGOIRE, *Liberté, responsabilité et utilité : la bonne foi comme instrument de justice*, thèse de doctorat, collection Minerve, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010, p. 199. Voir aussi en ce sens Denis MAZEAUD, «Les dix commandements du droit français contemporain des contrats», dans *conférence Roger-Comtois*, 2005, Montréal, éditions Thémis, 2006, no. 12 à 14.

<sup>287</sup> Marie Annik GRÉGOIRE, *Liberté, responsabilité et utilité : la bonne foi comme instrument de justice*, thèse de doctorat, collection Minerve, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010, p. 199-200. Pour une illustration évidente de la fonction interprétative de la bonne foi, voir: *Wyre c. Dottin*, 2003 CanLII 10718 (QCCS), par. 41.

«[s]i l'on interprète cette clause dans un sens très large, on peut dire qu'elle s'applique à toute interruption du service (...) Outre le fait qu'il faut interpréter ces clauses dans un sens strict, cette interprétation ne me paraîtrait pas logique. Par un même contrat, la défenderesse aurait assumé une obligation et se serait fait absoudre absolument de tout manquement à cette obligation. Cela cesserait d'être une obligation.»<sup>288</sup>

Cette idée fut d'ailleurs reprise plus tard par la Cour supérieure. Celle-ci considère en effet qu'on ne peut interpréter l'exonération conventionnelle de responsabilité contenue dans le bail et visant à exonérer le locateur de toute responsabilité relativement à son obligation de fournir la jouissance paisible des lieux de telle sorte à nier le contenu essentiel du contrat intervenu entre le locateur et son locataire :

«Ces deux clauses, interprétées comme le voudrait bien Solvic, constitueraient à la limite une négation même du contenu essentiel du contrat de bail qu'elle a signé avec Amusements Daniel à savoir, fournir le local contre le paiement d'un loyer et de garantir le locataire contre l'éviction et les vices cachés.»<sup>289</sup>

Il semble donc que ce soit notamment par la nécessité implicite que l'interprétation du contrat s'harmonise avec les exigences de la bonne foi ou de l'équité<sup>290</sup>, que le juge refuse d'étendre les effets de l'exonération conventionnelle à l'obligation essentielle du locateur. Une décision de la Cour du Québec allait récemment dans le même sens<sup>291</sup>.

---

<sup>288</sup> *Southern Canada Power Co. c. Conserverie de Napierreville Ltée*, (1967) B.R. 907, par. non numérotés.

<sup>289</sup> *Gestions Solvic Ltée c. Amusements Daniel inc.* J.E. 96-298 (C.S.) ; appel rejeté.

<sup>290</sup> La mauvaise foi du locateur était d'ailleurs sérieusement mise en jeu dans cette affaire.

<sup>291</sup> *Placements de Lavoie inc. c. 9154-1490 Québec inc.*, 2012 QCCQ 669, par. 123 à 125 : «L'analyse de l'ensemble des circonstances ayant mené à la formation du bail et à son exécution révèle que, même si l'on donnait à la clause d'exonération de responsabilité l'interprétation que l'administrateur de la demanderesse et son avocat avec témérité suggère, il saute aux yeux que le contexte de son exercice par la demanderesse révèle une mauvaise foi évidente. Il s'agit bien ici d'une situation où il ressort clairement de la preuve que la demanderesse voulait à la fois le beurre et l'argent du beurre, tout en espérant en plus beurrer la tartine en supplément. Dans un tel cas, la demanderesse n'ayant pas exercé ses droits de bonne foi, elle doit en subir les conséquences (...) Dans ce contexte, appliquant les principes établis par la jurisprudence citée précédemment, le Tribunal est d'avis que les clauses du bail traitant d'exonération, d'obligation du locateur



En somme, nous constatons d'une part que le législateur invite dorénavant le juge à s'immiscer dans le contrat par la voie de l'interprétation, puisqu'il suggère à l'article 1425 C.c.Q. que celui-ci doit chercher la commune intention des parties au-delà du sens littéral des termes utilisés. En conséquence, l'ambiguïté du texte ne semble plus être une exigence préalable à l'opération d'interprétation. D'ailleurs, selon Sébastien Grammond: «[o]n devrait reconnaître que, chaque fois que l'on applique un contrat, on se trouve à l'interpréter, même dans les cas où le résultat de cet exercice paraît évident»<sup>292</sup>.

De ce fait, par l'interprétation du contrat, le juge est en mesure d'instrumentaliser la moralité contractuelle en présumant<sup>293</sup>, ou même parfois en imposant aux contractants une intention commune, de manière à s'assurer que le contrat réponde aux exigences de la moralité contractuelle. En ce sens, l'interprétation dynamique du contrat exige une certaine cohérence contractuelle : on ne peut interpréter l'exonération conventionnelle de telle sorte à nier le contenu essentiel du contrat.

### ***B. Le résultat de la création d'une règle autonome fondée sur la moralité contractuelle***

Il semble que la tendance jurisprudentielle selon laquelle on ne peut invoquer l'exonération conventionnelle pour se dégager des conséquences de l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat soit aujourd'hui en voie de s'émanciper de toute justification extérieure<sup>294</sup>. Peut-être est-ce alors en déployant au maximum les pouvoirs

---

d'effectuer des réparations (clause 6.6 ), de renonciation au remboursement de loyer (clauses 6.9, 6.10), de dommages pour frais d'administration et de frais d'avocats (clause XIII) doivent être écartées.»

<sup>292</sup> Sébastien GRAMMOND, «Interprétation des contrats», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 6, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 1<sup>er</sup> juin 2014, no. 4.

<sup>293</sup> La bonne foi se présume d'ailleurs, art. 2805 C.c.Q.

<sup>294</sup> Déjà sous l'ancien Code, certains émettaient des réserves quant à la validité de l'exonération conventionnelle d'une obligation essentielle sans se fonder sur autre chose qu'une certaine logique, voire une intuition. On peut d'ailleurs en ce sens soulever les commentaires du juge Baudouin dans *Fenêtres St-Jean inc. c. Banque Nationale du Canada*, 1990 CanLII 3342 (QCCA), par. non numérotés, alors qu'il émet des réserves quant à la validité de la clause d'exonération qui «se veut la négation même de l'obligation assumée

discrétionnaires que le législateur a voulu leur octroyer en faisant transcender la moralité contractuelle dans le *Code civil du Québec*, que les magistrats considèrent qu'ils ont dorénavant moins, voire peu, à justifier leurs décisions par un raisonnement fondé sur des notions juridiques précises : le législateur fait confiance. Ainsi, malgré les tendances jurisprudentielles relevées plus tôt<sup>295</sup>, force est d'admettre qu'il existe d'abord et avant tout une part considérable de mystère relativement aux motifs à l'appui des décisions refusant d'appliquer l'exonération conventionnelle de responsabilité à l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat.

Ce doute transparait d'abord très clairement de la prolifération, tout autant que de la confusion des motifs dans le discours jurisprudentiel. Ainsi, il arrivera dans certaines décisions<sup>296</sup> que parmi l'article 10 de la *Loi sur la protection du consommateur*, la notion de clause abusive prévue au Code civil, celle de faute lourde, de cause ou d'objet du contrat, d'intensité de l'obligation, ou certaines règles relatives à l'interprétation restrictive, plusieurs soient simultanément relevés pour justifier le refus d'appliquer à l'obligation essentielle du contrat, l'exonération conventionnelle de responsabilité. Ainsi, ces justifications bigarrées laissent croire que la décision de ne pas appliquer l'exonération

---

et qui peut donc faire douter du sérieux et de la volonté même de l'engagement contractuel». Voir aussi : *Equilease Ltée c. Bouffard*, J.E. 79-85, [1979] (C.S.) relativement à une clause de non-garantie dans un contrat de louage; *Conseil des Ports Nationaux c. Swift Canadian Company Limited*, [1953] B.R. 70, p. 738.

<sup>295</sup> La qualification de l'exonération de responsabilité comme étant abusive, la qualification de la faute lourde et l'interprétation du contrat.

<sup>296</sup> Voir notamment : *Union canadienne (L'), compagnie d'Assurances c. Mini-entrepôt Longueuil inc.*, 2011 QCCQ 7058; *Verrault c. 124851 Canada Inc.*, 2003 CanLII 6800 (QCCQ); *Pruneau c. Société d'agriculture du comté de Richmond*, 2006 QCCQ 12523; *Affiliated FM Insurance Company c. Martin Veilleux inc.*, 2009 QCCS 827; *Dufort c. 2855-8575 Québec Inc.*, 2005 CanLII 14786; *Location d'auto Lacolle inc. c. 9231-4152 Québec inc.*, 2013 QCCQ 7842. Voir aussi dans le même sens : *Planchers Mistral Inc. c. Groupe Immobilier Oxford Inc.*, 2004 CanLII 5869 (QCCS), par. 46 : «[q]u'on l'envisage sous l'obligation de délivrance du bien loué ou, sous l'angle de la garantie contre les vices cachés qu'elle n'a pas dénoncés ou de la responsabilité civile, le résultat est le même : Oxford a failli dans son obligation fondamentale de locateur, soit celle de livrer et de fournir à son locataire une jouissance paisible des lieux loués. Sa conduite répréhensible donne ouverture à la demande de dommages-intérêts de la part de Mistral». C.f. : *Quantz c. ADT Canada Inc.*, 2002 CanLII 41216 (QCCA), par. 55-57 : la Cour souligne que l'article 10 de la *Loi sur la protection du consommateur* suffit à régler la question de l'application de l'exonération conventionnelle. Dans le même sens : *Union canadienne (L'), compagnie d'assurances c. Marina St-Mathias-sur-le-Richelieu ltée*, 2006 QCCQ 16113 dans cette affaire, le juge mentionne qu'il n'a pas à avoir recours à l'article 1437 C.c.Q., étant donné qu'il s'agit d'un contrat soumis à la *Loi sur la protection du consommateur*. Ainsi, l'article 10 de la *Loi sur la protection du consommateur* s'applique et suffit à régler la question.

conventionnelle de responsabilité à une obligation essentielle devance, et est en définitive quelque peu indifférente, à sa justification.

À l’opposé de leur prolifération, il existe dans d’autres cas un certain mutisme de la part des magistrats quant aux motifs à l’appui d’un refus d’appliquer l’exonération prévue au contrat. Dans l’affaire *Ferme Franky 2004 inc. c. Gestions Pierre Saint-Cyr inc.*, la Cour d’appel réagit d’ailleurs au caractère indéterminé et indéterminable des justifications juridiques à l’appui de la décision de la Cour supérieure de ne pas appliquer l’exonération conventionnelle prévue au contrat. En effet, la Cour d’appel justifie *a posteriori* la décision de la Cour supérieure en considérant qu’à la lecture du paragraphe 24 de cette dernière, le juge fondait sa décision sur la notion de clause abusive<sup>297</sup>. Or, il nous est permis d’en douter, puisque la Cour supérieure semblait selon nous élargir la portée de ses propos au-delà du contrat d’adhésion, et donc de la notion de clause abusive :

«[24] Le droit voit d’un mauvais œil les clauses de non-responsabilité lorsqu’elles portent sur l’obligation principale d’un cocontractant. On dit alors que ces clauses, particulièrement dans les contrats d’adhésion comme c’est le cas ici, dénaturent le contrat en ce qu’en fin de compte, le cocontractant ne s’est engagé à rien puisqu’il n’est responsable de rien. On en voit un exemple dans l’affaire (...)

[25] Ces arrêt [sic] et jugements s’appliquent ici. L’obligation principale de la Centrale consiste à être à l’affût des alarmes et à appeler le client le cas échéant, ce à quoi elle a failli. Le Tribunal retient donc la responsabilité de la Centrale.»<sup>298</sup> (nos soulignements).

Dans le même sens, il arrive que le juge refuse d’appliquer l’exonération conventionnelle qui vise pourtant très clairement l’inexécution d’une obligation essentielle du contrat, sans

---

<sup>297</sup> *Ferme Franky 2004 inc. c. Gestions Pierre Saint-Cyr inc. (Centrale de contrôle d’alarmes du Québec)*, 2014 QCCA 848, par. 3.

<sup>298</sup> *Ferme Franky 2004 inc. c. 9059-4094 Québec inc. (Alarmes Pierre Fortier)*, 2012 QCCS 4738, par. 24-25.

préciser le raisonnement l'ayant mené à une telle décision. Cette dernière se présente alors parfois dans le jugement à la manière d'une évidence.

À titre d'exemple, dans une affaire récente, la Cour supérieure considère qu'on ne peut appliquer l'exonération conventionnelle de responsabilité profitant au mandataire à son obligation d'agir avec loyauté envers le mandant :

«[d]'autre part, le devoir de loyauté auquel elle a contrevenu constitue une obligation essentielle au mandat d'administration du bien d'autrui et elle ne peut être écartée par une clause de non-responsabilité. En effet, il est difficile d'imaginer qu'un mandant puisse libérer l'administrateur de ses biens de son obligation d'agir avec loyauté envers lui.»<sup>299</sup> (Nos soulignements).

On voit bien que cette solution ne s'appuie en définitive sur aucun fondement juridique explicite, ni d'ailleurs sur une quelconque méthode d'interprétation contractuelle. Elle n'est donc en rien justifiée, si ce n'est, visiblement, que par les limites de l'imagination du juge. Ce dernier semble avoir en son esprit des motifs liés soit à la nature du mandat, ou encore à la moralité contractuelle, mais sans les expliciter. Aussi, dans une autre affaire, après avoir souligné le principe selon lequel une partie peut valablement exclure sa responsabilité dans un contrat, le juge de la Cour du Québec refuse d'appliquer l'exonération conventionnelle en cause en mentionnant sans aucun appui législatif, jurisprudentiel ou doctrinal quel qu'il soit : «[m]ais, on ne peut invoquer la clause d'exonération de responsabilité lorsqu'il y a inexécution d'un élément essentiel du contrat»<sup>300</sup>.

Dans le même sens, dans une autre affaire, la Cour supérieure traduit certains concepts juridiques par une expression familière qui n'a rien à voir avec le droit, mais plutôt tout à voir avec la morale, lorsqu'elle justifie de ne pas appliquer l'exonération conventionnelle de responsabilité à l'obligation essentielle du contrat. En cela, cette solution juridique, si elle est d'abord, en apparence, rigoureusement motivée par des considérations qui relèvent

---

<sup>299</sup> *Crawford c. Crawford McGregor*, 2013 QCCS 4460, par. 109-110.

<sup>300</sup> *Drolet c. Gestion le logeur* 2011 QCCQ 2680, par. 14.

de la théorie classique des obligations («caractère proprement synallagmatique», «entente bilatérale»), se présente somme toute dans l'esprit du juge à travers l'exigence d'une certaine moralité contractuelle :

«l'on considère maintenant qu'en dépit d'une interprétation permettant de rendre applicable une clause de non-responsabilité, une partie ne peut être exonérée des dommages découlant de l'inexécution de ses obligations contractuelles essentielles, car cela reviendrait à nier le caractère proprement synallagmatique et la substance même d'une entente bilatérale. En termes familiers, on ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre»<sup>301</sup> (Nos soulignements).

En outre, par la formule «l'on considère maintenant»<sup>302</sup>, il faut remarquer que le juge s'autorise à justifier cette décision en prenant appui directement sur le courant jurisprudentiel, ou éventuellement doctrinal<sup>303</sup>, voulant qu'on ne puisse appliquer l'exonération conventionnelle de responsabilité à l'obligation essentielle du contrat.

C'est d'ailleurs ce qui fut fait dans d'autres décisions, notamment dans l'affaire *Beaulieu c. Falardeau*<sup>304</sup>. En effet, dans cette décision, le juge énumère les différents fondements législatifs du refus d'appliquer l'exonération conventionnelle de responsabilité (art. 1437 C.c.Q. relativement à la clause abusive ; art. 1474 C.c.Q. relativement à la faute lourde ;

---

<sup>301</sup> *Samen Investments Inc. c. Monit Management Ltd.*, 2010 QCCS 2618, par. 76 ; 2012 QCCA 1821, par. 69 : en appel, le juge rend inapplicable la clause d'exonération étant donné la constatation d'une faute lourde, ce qui rend théorique la question de la validité de la clause en raison du manquement à une obligation essentielle (art. 1474 C.c.Q.). Cette expression du «beurre et de l'argent du beurre» fut encore reprise relativement à la validité d'une clause d'exonération contre toute responsabilité du locateur quant à son obligation de fournir la jouissance paisible des lieux : *Placements de Lavoie inc. c. 9154-1490 Québec inc.*, 2012 QCCQ 669, par. 124.

<sup>302</sup> *Samen Investments Inc. c. Monit Management Ltd.*, 2010 QCCS 2618, par. 76. Aux paragraphes suivants, le juge cite des extraits de doctrine et de jurisprudence qui abonde en ce sens.

<sup>303</sup> Dans le même sens, voir : *Axa Assurances inc. c. Assurances générales des Caisses Desjardins inc.*, 2009 QCCS 862, par. 268 ; 2011 QCCA 584 (appel rejeté sur un autre point), où le juge fonde le refus d'appliquer l'exonération conventionnelle, sur l'opinion émise par la doctrine selon laquelle on ne peut s'exonérer de l'essence de sa prestation. *Québec (Procureur général) c. Protectron inc.*, 2005 CanLII 43640 (QCCQ), par. 41, où le juge en citant simplement la doctrine à ce sujet, mentionne «[à] ce propos, le Tribunal souligne que la clause de limitation de responsabilité n'a pas d'application en l'espèce puisqu'elle vise l'essence même de la prestation de Protectron en vertu du contrat».

<sup>304</sup> *Beaulieu c. Falardeau*, 2010 QCCQ 4744.

art. 1475 C.c.Q. relativement à la connaissance du contractant) et considère ce faisant que l'élément suivant : «lorsque la clause heurte la considération [sic] principale du contrat»<sup>305</sup> constitue une exception d'application à part entière, qui s'ajoute d'ailleurs à celle concernant l'interprétation restrictive de la clause. À titre d'assise de l'exception relative à la «considération principale» du contrat, le juge ne fait que soulever la doctrine qui reconnaît cette tendance jurisprudentielle<sup>306</sup>. En cela, le juge reconnaît la normativité de cette pratique jurisprudentielle, et y participe par le fait même.

## **Conclusion du chapitre II**

En somme, l'adoption du *Code civil du Québec* a eu l'effet d'un changement de paradigme des valeurs à la base des relations contractuelles. Du dogme de l'autonomie de la volonté, vers l'exigence d'une certaine moralité contractuelle qui s'impose par une plus forte autorité du juge dans le contrat, la possibilité pour les cocontractants de limiter conventionnellement leur responsabilité s'est vue restreinte. En ce sens, les magistrats ont recours à différents procédés discrétionnaires, qui tendent tous vers le refus d'étendre les effets de l'exonération conventionnelle de responsabilité à une obligation considérée comme essentielle dans le rapport contractuel.

Ainsi, d'une part, les magistrats usent des notion-standards prévues par le législateur dans le Code civil que sont notamment la clause abusive et la faute lourde. Ainsi, c'est dans le cadre de l'exercice de qualification juridique de chaque affaire que le décideur pourra voir que l'exonération de responsabilité prévue au contrat est abusive au sens de l'article 1437 C.c.Q., puisqu'elle dénature ledit contrat. Dans ce cas, le juge considère que l'exonération conventionnelle déséquilibre le contrat de manière excessive dans la mesure où elle tend à dégager le contractant fort de ses obligations essentielles. Toujours dans le cadre d'un exercice de qualification juridique, le juge aura par ailleurs tendance à inférer la faute lourde au sens de l'article 1474 C.c.Q. du fait de manquer de remplir l'essentiel de ce à

---

<sup>305</sup> *Beaulieu c. Falardeau*, 2010 QCCQ 4744, par. 20.

<sup>306</sup> *Beaulieu c. Falardeau*, 2010 QCCQ 4744, par. 63.

quoi le contractant s'était engagé. Dans cette perspective, la qualification de l'intensité de résultat de l'obligation essentielle est mise en relief.

Par ailleurs, les juges s'autorisent à sortir des notion-standards que le législateur a prévues de manière explicite aux articles 1437 et 1474 C.c.Q., en donnant à la moralité contractuelle du *Code civil du Québec* une signification normative autonome. En ce sens, d'une part, la signification de la moralité contractuelle apparaîtra parfois dans le cadre de l'interprétation dynamique du contrat. Ainsi, le juge favorisera une interprétation répondant aux exigences de la moralité contractuelle, c'est-à-dire qui n'a pas l'effet d'étendre l'exonération conventionnelle aux obligations essentielles du contrat. Plus encore, nous assistons à l'émergence d'une règle jurisprudentielle dont les justifications sont relativement abstraites, mais assurément fondées sur l'idée de moralité contractuelle, et qui semble empêcher que soit étendue l'exonération conventionnelle à l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat.

## CONCLUSION

L'autonomie de choix des contractants, qui se traduit par une faveur des principes juridiques de liberté contractuelle et de force obligatoire du contrat demeure aujourd'hui encore, et heureusement, un fondement central du droit civil des contrats. Cela laisse aux contractants la liberté d'aménager les différents paramètres et conditions d'exécution de leur entente, y compris de prévoir à l'avance la limitation totale ou partielle de la responsabilité découlant de l'inexécution du contenu contractuel. Cette autonomie n'est cependant pas sans borne, et la question de savoir si ces principes vont jusqu'à permettre de s'exonérer d'une obligation essentielle dans le rapport contractuel a fait l'objet du présent mémoire.

Nous avons vu dans le premier chapitre, que dans une certaine mesure, le principe de liberté contractuelle peut fonder, en amont, la légalité de l'exonération conventionnelle d'une obligation essentielle. Contrairement à d'autres cas, le législateur n'a pas prévu en termes spécifiques que le fait pour un contractant de se dégager de la responsabilité découlant de l'inexécution d'une obligation essentielle était *de facto*, contraire à l'ordre public. Par ailleurs, dans la mesure où cette exonération conventionnelle est, justement, conforme à l'ordre public, c'est le principe de force obligatoire du contrat qui peut fonder, en aval, l'effectivité d'une telle exonération conventionnelle entre les parties.

Toutefois, ces principes doivent dorénavant, depuis l'adoption du *Code civil du Québec*, obligatoirement s'insérer dans une philosophie morale du rapport contractuel : le contrat ne doit pas servir l'exploitation d'un contractant par l'autre. C'est aux juges, par les larges pouvoirs discrétionnaires qui leurs sont dévolus par le législateur dans la détermination des effets que produit le contrat, que revient l'autorité de veiller à la moralité du rapport contractuel, d'en fixer les balises, et à défaut, de l'imposer.

Alors, à la lumière des observations faites dans le deuxième chapitre du mémoire, force est de constater que malgré que les contractants soient en principe libres de prévoir conventionnellement l'exonération de leur responsabilité contractuelle, celle qui vise ou



qui a l'effet de dégager de l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat échoue vraisemblablement le test de la moralité contractuelle. Cela apparaît clairement de la forte tendance jurisprudentielle contemporaine qui recourt à divers procédés afin que ne soient pas étendus les effets de l'exonération conventionnelle à l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat.

Nous avons ainsi constaté, d'une part, que le juge saisit parfois l'opportunité de certaines notion-standards prévues par le législateur dans le *Code civil du Québec*, telles la clause abusive, lorsque le contrat est d'adhésion ou de consommation, et la faute lourde. Ainsi, en exerçant sa discrétion dans l'appréciation des termes de la clause, et éventuellement dans celle des faits lors de l'exécution du contrat, les articles 1437 C.c.Q. et 1474 C.c.Q. lui permettent, par un exercice qui relève de la qualification juridique, de ne pas appliquer l'exonération conventionnelle de responsabilité à l'inexécution d'une obligation essentielle.

En outre, le juge s'appuie dans certains autres cas sur une opportunité implicite, c'est-à-dire qu'il donne une autre ampleur aux pouvoirs discrétionnaires que le législateur a voulu lui octroyer en faisant transcender la moralité contractuelle dans le *Code civil du Québec*. Le juge instrumentalise cette dernière en lui attribuant une normativité générale, autonome. Ainsi, c'est notamment par le biais de l'interprétation que le juge colonise le contrat et relativise, si nécessaire, la volonté déclarée des parties contractantes. Sont alors mises en œuvre certaines méthodes dynamiques de l'interprétation du contrat. Ces méthodes permettent de refuser d'interpréter le contrat de telle sorte à ce que l'exonération conventionnelle qui y est prévue ait l'effet de vider le contrat de ses obligations essentielles.

En dépit de ces méthodes fondées sur des notion-standards et sur l'interprétation du contrat, il semble que la tendance jurisprudentielle selon laquelle on ne peut invoquer l'exonération conventionnelle pour se dégager des conséquences de l'inexécution d'une obligation essentielle du contrat soit aujourd'hui en voie de s'émanciper de toute justification juridique extérieure. En effet, la tendance a vraisemblablement cheminé au

point d'être soulevée dans les jugements comme relevant d'une règle juridique autonome, c'est-à-dire qui se justifie par elle-même. Cette règle juridique en serait une prétorienne. Elle témoigne alors très bien de la place que prend dorénavant le juge, non plus seulement dans l'application, mais bien dans la création du droit civil au Québec<sup>307</sup>.

---

<sup>307</sup> Au sujet de la règle prétorienne en droit civil, voir : Mathieu DEVINAT, *La règle prétorienne en droit civil français et dans la common law canadienne, Étude de méthodologie juridique comparée*, thèse de doctorat, Université Paul Cézanne, Aix-Marseille, éditions Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2005.

## TABLE DE LA JURISPRUDENCE

3051226 *Canada inc. c. Aéroport de Montréal*, 2008 QCCA 722

9083-2957 *Québec inc. c. Caisse populaire Desjardins Rivière-des-Prairies*, 2007 QCCS 4389

9101-5388 *Québec inc. (Valade.net) c. Martel Desjardins, s.e.n.c.*, 2007 QCCS 3213

*ABB Inc. c. Domtar Inc.*, 2007 CSC 50

*Aéroports de Montréal c. Hôtel de l'aéroport de Mirabel inc.*, J.E. 2003-1606, (C.A.)

*Affiliated FM Insurance Company c. Hafner inc.*, 2006 QCCA 465

*Allendale Mutual Insurance Co. c. Hydro-Québec*, 2001 CanLII 14721 (QCCA)

*Allianz Global Risks US Insurance Company c. Moosonee Transportation Ltd.* 2009 QCCQ 7569

*Assurances Reliance c. Fraternité des policiers de la Communauté urbaine de Montréal*, [1991] R.R.A. 283 (C.A.)

*Athena Energy Marketing Inc. c. Peyrow*, 2012 QCCS 5878

*Audet c. Transamerica Life Canada*, 2012 QCCA 1746

*Axa Assurances inc. c. Assurances générales des Caisses Desjardins inc.*, 2009 QCCS 862

*Banque de Montréal c. Manuvie, la compagnie d'assurance-vie manufacturers*, 1993 CanLII 4349 (QC CA)

*Banque nationale c. Soucisse*, (1981) 2 R.C.S. 339

*Beaudin c. Bell Sympatico*, 2003 CanLII 32344 (QCCQ)

*Beaulieu c. Falardeau*, 2010 QCCQ 4744

*Beaulne c. Valeurs mobilières Desjardins inc.*, 2013 QCCA 1082

*Bertrand c. Air Canada Jazz, s.e.c.*, 2008 QCCQ 10143

*Blais c. Fox*, 2006 QCCS 6326

*Boiler Inspection and Insurance Company of Canada c. H.A. Simons Ltd.*, 2011 QCCA 1194

*Brunelle c. 9124-5704 Québec Inc.*, 2004 CanLII 34005 (QCCQ)

*Burgos c. Pivotal Payments*, 2009 QCCQ 18593

*Canadian Northern Quebec Railway Co. c. Argenteuil Lumber*, (1919) 28 B.R. 408

*Carrefour Langelier c. Woolworth inc.*, [2002] J.Q. no 165, [2002] R.D.I. 44 (C.A.)

*Cholette c. 3667456 Canada inc. (PMT Construction)*, 2010 QCCQ 9887  
*Cinar Corporation c. Robinson*, 2013 CSC 73  
*Conseil des Ports Nationaux c. Swift Canadian Company Limited*, [1953] B.R. 70  
*Corpex (1977) Inc. c. La Reine du chef du Canada*, [1982] 2 R.C.S. 643  
*Courrier Purolator ltée c. Commission scolaire Quévillon*, J.E. 92-500  
*Crawford c. Crawford McGregor*, 2013 QCCS 4460  
*Desrosiers c. The King*, [1920] S.C.R. 105, p. 126  
*Digico Réseau global inc. c. Évaluations Val Beq inc.*, 2008 QCCS 2506  
*Doré c. Verdun (Ville)*, [1997] 2 R.C.S. 862 (C.S.C.)  
*Drolet c. Gestion le logeur* 2011 QCCQ 2680, par. 14  
*Drouin-Dalpe c. Langlois*, [1979] 1 R.C.S. 621, p. 624  
*Dufort c. 2855-8575 Québec Inc.*, 2005 CanLII 14786  
*Dumoulin c. Lachapelle*, [1960] C.S. 688  
*Dupéré c. Caron*, (1931) 69 C.S. 391, p. 393  
*Entreprises Donat Chartier inc. c. Legault*, 2007 QCCA 1705  
*Entreprises Jean Baillargeon (Les) c. Coffrage Efco inc.* J.E. 2002-521 (C.S.)  
*Equilease Ltée c. Bouffard*, J.E. 79-85, [1979] (C.S.)  
*Fenêtres St-Jean inc. c. Banque Nationale du Canada*, 1990 CanLII 3342 (QCCA)  
*Ferland c. Collège Charles-Lemoyne de Longueuil*, J.E. 2003-1348 (C.S.)  
*Ferme Franky 2004 inc. c. Gestions Pierre Saint-Cyr inc.* (Centrale de contrôle d'alarmes du Québec), 2014 QCCA 848  
*Fortis Corporate Insurance c. SDV Logistiques (Canada) inc.*, 2009 QCCS 1983  
*Gagnon c. Brochu*, 2006 QCCQ 6738  
*Garage Robert inc. c. 2426-9888 Québec inc.*, 2001 CanLII 9967 (C.A.)  
*General Motors Products of Canada Ltd. c. Kravitz*, [1979] 1 R.C.S. 790 (C.S.C.)  
*Gestions Solvic ltée c. Amusements Daniel inc.* J.E. 96-298 (C.S.)  
*Ghaho c. Germain*, 2013 QCCS 2604  
*Gingras et Immeubles Adams Inc. c. Gagnon*, [1977] 1 R.C.S. 217  
*Girard c. Hodel*, 2006 QCCS 2434  
*Glengoil Steamship c. Pilkington*, (1898) 28 R.C.S. 146  
*Grace and Company c. Perras*, (1921) 62 R.C.S. 166

*Groupe L.M.D. Experts-conseils Inc. c. Société québécoise d'assainissement des eaux*, J.E. 2000-995 (C.S.)

*Groupe Ledor inc., mutuelle d'assurances c. 7041730 Canada inc. (Éconolodge Aéroport (TM))*, 2014 QCCQ 2920

*Guarantee Co. Of North America c. Gordon Capital Corp.*, [1999] 3 R.C.S. 423

*H. Cardinal construction Inc. c. Dollard-des-Ormeaux (Ville de)*, J.E. 87-970 (C.A.)

*Hains c. Trépanier*, 2013 QCCQ 13238

*Héroux c. Co. du village de Shawinigan-Sud*, [1958] C.S. 337

*Huot c. Systèmes de sécurité Nasa inc.*, J.E. 2001-1216

*Hydro-Québec c. Landry*, 2010 QCCS 3762

*Impact Graphics Ltd. c. B.P.G. Central Security Corp.* J.E. 95-2174

*Investments Inc. c. Monit Management Ltd.*, 2014 QCCA 826

*Investissements René St-Pierre inc. c. Zurich, compagnie d'assurances*, 2007 QCCA 1269

*Jerry Cohen Forwarders Ltd. c. Bagatelle Canada inc.*, J.E. 88-787 (C.A.)

*Karrum Realities Inc. c. Ama Investments Inc.*, 2007 QCCA 880

*Kingsway Transports Ltd. c. Chubb Insurance Company of Canada*, 1997 CanLII 10344 (QCCA)

*Lac d'Amiante du Québec Ltée c. 2858-0702 Québec Inc.*, 2001 CSC 51

*Laiterie Côté c. Vanasse*, [1975] C.S. 1012, p. 1013 (C.S.)

*Lamothe c. 9153-9288 Québec inc. (Cowansville Mazda)*, 2013 QCCQ 4903

*Larrivée c. Murphy*, 2014 QCCA 305

*Leblanc c. Désormiers*, 2002 CanLII 25549 (QCCQ)

*Lessard c. 2857-4770 Québec Inc.*, J.E. 97-146

*Location d'auto Lacolle inc. c. 9231-4152 Québec inc.*, 2013 QCCQ 7842

*Mark Oppenheim et al. c. Waiter Pelly Transport*, 1999 CanLII 11578 (QCCS)

*Mauvalin inc. c. Abattoir Valin inc.*, [1994] R.J.Q. 498 (C.Q.)

*Messageries de presse Benjamin inc. c. Publications TVA inc.*, 2007 QCCA 75

*Michaud c. Campeau*, 2013 QCCQ 12020

*Neilson-EBC (7) c. Hydro-Québec* 2013 QCCS

*Néron c. Fortin (Succession de)*, 2012 QCCQ 16083

*Ouellette c. Croteau*, J.E. 2002-947 (C.S.)

*Pantel c. Air Canada*, [1975] 1 R.C.S. 472, p. 478

*Peacock c. Adessky*, 2009 QCCA 2259

*Placements de Lavoie inc. c. 9154-1490 Québec inc.*, 2012 QCCQ 669

*Planchers Mistral Inc. c. Groupe Immobilier Oxford Inc.*, 2004 CanLII 5869 (QCCS)

*Plaza Rock Forest inc. c. Gauthier*, 1996 CanLII 6181 (QC CA)

*Poissonnerie Bari c. Gestion Inter-parc Inc.*, 2002 CanLII 111 (QCCS)

*Potvin c. Stipetic*, 1989 CanLII 458 (QCCA)

*Pruneau c. Société d'agriculture du comté de Richmond*, 2006 QCCQ 12523

*Quantz c. ADT Canada Inc.*, 2002 CanLII 41216 (QCCA)

*Québec (Procureur général) c. Kabakian-Kechichian*, (2000) R.J.Q. 1730 (CA)

*Québec (Procureur général) c. Protectron inc.*, 2005 CanLII 43640 (QCCQ)

*Queen c. Grenier*, (1899) 30 R.C.S. 42 et *Vipond c. Furness Withy*, (1916) 25 B.R. 325, (1916) 54 R.C.S. 521

*Régie d'assainissement des eaux du bassin de la Prairie c. Janin Construction (1983) ltée*, 1999 CanLII 13754 (QCCA)

*Robitaille c. Poulin*, [1988] R.D.I. 78 (C.S.)

*Rouge Resto-bar inc. c. Zoom Média inc.*, 2013 QCCA 443

*Royale du Canada (La), compagnie d'assurances c. Aéropar international Courrier inc.*, B.E.C 98 BE-1157 (CQ)

*Samen Investments Inc. c. Monit Management Ltd.*, 2010 QCCS 2618

*Savaria c. Davignon*, 2010 QCCS 6443

*Sillons Le disquaire inc. c. Datagil Informatique inc.*, J.E. 98-1148 (C.Q.)

*Ste-Marthe sur le lac (Ville de) c. Sintra inc.* [2004] J.Q. No. 4659 (C.S.)

*Société de gestion Complan (1980) Inc. c. Bell Distribution inc.*, 2011 QCCA 320

*Soucisse c. Banque nationale du Canada*, [1981] 2 R.C.S. 339

*Southern Canada Power Co. c. Conserverie de Napierreville Ltée*, (1967) B.R. 907

*Suisse Atlantique Société d'Armement Maritime SA v. N.V. Rotterdamsche Kolen Centrale*, [1967] 1 A.C. 361

*The King v. Canada SS. Lines*, 1950 CanLII 40 (SCC)

*Thériault c. Dumas*, 2000 CanLII 5214 (QCCQ)

*Traversier Le Passeur inc. c. Royale du Canada (La), compagnie d'assurances*, 2004 CanLII 73206 (C.A.)

*Union canadienne (L'), compagnie d'Assurances c. Marina St-Mathias-sur-le-Richelieu Ltée*, 2006 QCCQ 16113

*Union canadienne (L'), compagnie d'Assurances c. Mini-entrepôt Longueuil inc.*, 2011 QCCQ 7058

*Vachon c. Assurance-vie Desjardins (L')*, [1987] R.R.A. 441, (C.A.)

*Verrault c. 124851 Canada Inc.*, 2003 CanLII 6800 (QCCQ)

*Wyre c. Dottin*, 2003 CanLII 10718 (QCCS)

*Zikovsky c. Air France*, 2006 QCCQ 948

## BIBLIOGRAPHIE

### MONOGRAPHIES ET OUVRAGES COLLECTIFS

ANCEL, M.É., «La prestation caractéristique du contrat», Paris, éditions Economica, 2002

ARNAUD, A.J., *Les origines doctrinales du Code civil français*, Paris, éditions librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969

BAUDOUIN, J.L., P. DESLAURIERS et B. MOORE, *La responsabilité civile, volume 1 : principes généraux*, 8<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2014

BAUDOUIN, J.L., P.G., JOBIN et N. VÉZINA, «Les obligations», 7<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013

BEAULAC, S., *Précis d'interprétation législative, Méthodologie générale, Charte canadienne et droit international*, Montréal, éditions LexisNexis, 2008

CARBONNIER, J., *Droit et passation du droit sous la Ve République*, Paris, éditions Forum/Flammarion, 1996

CARDOSO-ROULOT, N., «Les obligations essentielles en droit privé des contrats», Paris, éditions l'Harmattan, 2008

CARON, V., *Jalons pour une théorie pragmatique de l'interprétation du contrat : du temple de la volonté à la pyramide de sens*, thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2014

CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PRIVÉ ET COMPARÉ DU QUÉBEC, *Dictionnaire de droit privé et lexiques bilingues- Les obligations*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2003

CHENU, D., «Les clauses contractuelles autonomes», *Thèse de doctorat*, Université François-Rabelais, Tours, 2010

CONSEIL INTERNATIONAL DE LA LANGUE FRANÇAISE, *Dictionnaire juridique-terminologie du contrat*, Paris, éditions Puf., 1994

CORNU, G., *Vocabulaire juridique*, 10<sup>e</sup> éd., Paris, éditions Puf, 2014

CÔTÉ, P.A. S. BEAULAC et M. DEVINAT, *Interprétation des lois*, 4<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2009

CRÉPEAU, P.A., *L'intensité de l'obligation juridique ou Des obligations de diligence, de résultat et de garantie*, Montréal, éditions Yvon Blais, 1989

DELEBECQUE, P., *Les clauses allégeant les obligations dans les contrats*, Thèse de doctorat, Aix en provence, Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix Marseille III, 1981



DESLAURIERS, J., *Vente, louage, contrat d'entreprise ou de service*, 2e édition, éditions Wilson & Lafleur, 2013

DEVINAT, M., *La règle prétorienne en droit civil français et dans la common law canadienne, Étude de méthodologie juridique comparée*, thèse de doctorat, Université Paul Cézanne, Aix-Marseille, éditions Presses universitaires d'Aix-Marseille, 2005

DOMAT, J., *Les loix civiles dans leur ordre naturel*, Partie I, Livre I, Paris, éditions Chez Bauche, 1756

EDWARDS, J., *La garantie de qualité du vendeur en droit Québécois*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2009

FLOUR, J., J.-L. AUBERT et É. SAVAUX, *Les obligations*, 7<sup>e</sup> éd., vol. 3 «Le rapport d'obligation», Paris, éditions Dalloz, 2011

FOUILLÉE, A., *La science sociale contemporaine*, 2e éd., Paris, éditions Hachette, 1885

GARDNER, D., *Le préjudice corporel*, 3<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Yvon Blais, 2009

GENDRON, F., *L'interprétation des contrats*, Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2002

GHESTIN, J., *La formation du contrat*, 4<sup>e</sup> éd., t. 2 «L'objet et la cause, les nullités», Paris, éditions LGDJ, 2013

GHESTIN, J., *Cause de l'engagement et validité du contrat*, Paris, éditions LGDJ, 2006

GHESTIN, J., G. LOISEAU et Y.M. SERINET, *Traité de droit civil- tome 2 : l'objet et la cause-les nullités*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, L.G.D.J., 2013

GOUNOT, E., *Le principe de l'autonomie de la volonté en droit privé. Contribution à l'étude critique de l'individualisme juridique*, Paris, éditions Arthur Rousseau, 1912

GRÉGOIRE, M.A., *Liberté, responsabilité et utilité : la bonne foi comme instrument de justice*, thèse de doctorat, collection Minerve, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010

GUINCHARD, S. et T. DEBARD, *Lexique des termes juridiques 2012*, 19<sup>e</sup> éd., Paris, éditions Dalloz, 2012

JOBIN, P.G., avec la collaboration de M. CUMYN, *La vente*, 3<sup>e</sup> éd., Cowansville, éditions Yvon Blais, 2007

KANT, E., *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit*, trad. J. BARNI, Paris, éditions Durand, 1854

KARIM, V., *Les obligations, livre I*, 4<sup>e</sup> éd, Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2015

LAROUCHE, A., *Les obligations, Tome I, théorie générale des contrats ; quasi contrat*, Ottawa, éditions de l'Université d'Ottawa, 1982

LARROUMET, C., *Droit civil*, 6<sup>e</sup> éd., t.3 «Les obligations. Le contrat», vol. 2, Paris, éditions Economica, 2007

LEFEBVRE, B., *La Bonne foi dans la formation du contrat*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1998

LLUELLES, D. et B. MOORE, *Droit des obligations*, 2<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2012

MASSE, C., *Loi sur la protection du consommateur : analyse et commentaires*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1999

MASSOL, G., *La lésion entre majeurs en droit québécois*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1989

MORIN, S., *Le dommage moral et le préjudice extrapatrimonial*, Montréal, éditions Yvon Blais, 2011

PERREAULT, C., *Les clauses pénales*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1988

PIAZZON, T., *La sécurité juridique*, Thèse de doctorat, Paris, éditions Lextenso, 2009

PINEAU, J., D. BURMAN et S. GAUDET, *Théorie des obligations*, 4<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Thémis, 2001

POTHIER, R.J., *Traité des obligations*, Paris, éditions Masson, 1883

POTHIER, R.J., *Oeuvres de Pothier*, t. 11, Paris, par M. Bugnet, 1848

PUIGELIER, C., *Dictionnaire de droit privé*, Paris, Centre de publications universitaires, 1999

REID, H., *Dictionnaire de droit québécois et Canadien*, 4e éd., Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2010

ROCHFELD, J., «Cause et type de contrat», *thèse de doctorat*, Paris, éditions LGDJ, 1999

SANOGO, A., «L'obligation essentielle dans le contrat», *mémoire de maîtrise*, Université de Bourgogne, 2005

SCARANO, J.P. *Dictionnaire de droit des obligations*, Paris, éd. ellipses, 2004

SEFTON-GREEN, R., «La notion d'obligation fondamentale : comparaison franco-anglaise», *thèse de doctorat*, Paris, éditions LGDJ, 2000

STARCK, B., H. ROLAND et L. BOYER, *Droit civil, obligations, vol. 2*, 6<sup>e</sup> éd., Paris, éditions Litec, 1998

TANCELIN, M., *Des obligations en droit mixte du Québec*, 7<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson et Lafleur, 2009

TERRÉ, F., P. SIMLER et Y. LEQUETTE, *Droit civil. Les obligations*, 11<sup>e</sup> éd., Paris, éditions Dalloz, 2013

VINEY, G., et P. JOURDAIN, *Traité de droit civil-les effets*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, éditions L.G.D.J., 2010

## **ARTICLES DE REVUES ET ÉTUDES D'OUVRAGES COLLECTIFS**

ANCEL, P., «Force obligatoire et contenu obligationnel du contrat», *RTD Civ.*, 1999, 771

BAUDIN-MAURIN, M.-P., «Pour une approche empirique de la notion d'obligation essentielle du contrat. (À partir de l'exemple de l'arrêt Chronopost)», *R.R.J.*, 2002-4, p. 1859

BAUDOUIN, J.-L., «Justice et équilibre : la nouvelle moralité contractuelle du droit québécois», dans *Études offertes à Jacques Ghestin. Le contrat au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, éditions L.G.D.J., 2001, p. 30

BAUDOUIN, J.-L. et Y. RENAUD, *Code civil du Québec annoté*, 17<sup>e</sup> éd., Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2014, *Commentaires du ministre*, art. 1434, consulté en ligne

BELLEAU, M.-C., «Pouvoir judiciaire et codification : perspective historique», (1997-1998) 28 *R.D.U.S.* 67

BERNATCHEZ, S., «De la représentativité du pouvoir législatif à la recherche de l'intention du législateur : les fondements et les limites de la démocratie représentative», (2007) 48 *C.de D.* 449

BRAËN, A., «La responsabilité en matière maritime», 2002 *R. du B.* 62

CHARPENTIER, É., «L'article 1437 du *Code civil du Québec*: de l'art de lire un article qui surprend», dans Benoît MOORE, (dir.), *Mélanges Jean Pineau*, Montréal, éditions Thémis, 2003, p. 233

CHARPENTIER, É., «Le prix de la sécurité juridique en matière contractuelle : l'exemple du sort réservé à la lésion en droit québécois», (2008) *R. du N.* 545

CHARPENTIER, É., «Les fondements théoriques de la transformation du rôle de l'équilibre des prestations contractuelles», (2004) 45 *C.de D.* 69

CHARPENTIER, É., «Pour une interprétation (très) large de l'article 1437 du *Code civil du Québec*», dans Benoît MOORE, (dir.), *Mélanges Jean-Louis Baudouin*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2012, p. 255

COIPEL, M., «La liberté contractuelle et la conciliation optimale du juste et de l'utile», (1990) 24 *R.J.T.* 485

CRÉPEAU, P.-A., «Le contenu obligationnel d'un contrat», (1965) *R. du B. Can.* 1

CROTEAU, N., «L'intervention du tribunal dans les contrats», dans *Développements récents en droit des contrats (2000)*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2000, p. 1

CROTEAU, N., «Le contrôle des clauses abusives dans le contrat d'adhésion et la notion de bonne foi», (1995-96) 26 *R.D.U.S.* 401

CUMYN, M., «La classification des catégories juridiques en droit comparé- métaphores taxonomiques», 2008 *R. du N.* 110

CUMYN, M., «L'équité : définitions et concepts», dans Pierre-Claude LAFOND et Benoît MOORE (dir), *L'équité au service du consommateur*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2010, p. 1

CUMYN, M., «Les catégories, la classification et la qualification juridiques: réflexions sur la systématique du droit», (2011) 52 *C. de D.* 351

DEMERS, D., «Les enjeux contemporains de l'interprétation : les concepts flous, l'interprétation «constructiviste» et la «modélisation» », dans Claude THOMASSET et Danièle BOURCIER (dir.), *Interpréter le droit : le sens, l'interprète, la machine*, Bruxelles, éditions Bruylant, 1997, p. 221

DESLAURIERS-GOULET, C., «L'obligation essentielle dans le contrat», (2014) 55 *C de D* 923

FABIEN, C., «Le nouveau cadre contractuel de l'exercice des professions», *Les Journées Maximilien-Caron- Le défi du droit nouveau pour les professionnels : le Code civil du Québec et la réforme du Code des professions*, Montréal, éditions Thémis, 1995, p. 73

FERRON, C., «Les clauses de non-responsabilité en responsabilité civile contractuelle et délictuelle», (1984) 44 *R. du B.* 3

FORTIER, V., «La fonction normative des notions floues», (1991) *R.R.J.* 755

FRÉCHETTE, P., «La qualification des contrats : aspects pratiques», (2010) 51 *C. de D.* 375

GONTHIER, C., «Some comments on the common law and the civil law in Cadana : influences, parallel developments and borrowings», (1992-1993) 21 *Can. Bus L.J.* 323

GOULET, J., «La part de l'équité dans la décision judiciaire», dans Jacques BEAULNE (dir.), *Mélanges Ernest Caparros*, Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 2002, p. 347

GRAMMOND, S., «Interprétation des contrats», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 6, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 1<sup>er</sup> juin 2014

GRAMMOND, S., «La règle sur les clauses abusives sous l'éclairage du droit comparé», (2010) 51 *C. de D.* 83

GRÉGOIRE, M.A., «La lésion qualifiée : est-il possible de nuire impunément à autrui en droit québécois ?», (2009) 50 *C. de D.* 301

GUILLEMARD, S., «Les clauses abusives et leurs sanctions: la quadrature du cercle», (1999) 59 *R. du B.* 369

HÉLEINE, F., «Le droit des obligations», dans Gil RÉMILLARD, (dir), *Le nouveau Code civil du Québec : un bilan*, Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 1995, p. 28

JESTAZ, P., «L'obligation et la sanction : à la recherche de l'obligation fondamentale», dans *Mélanges offerts à Pierre Raynaud*, Paris, éditions Dalloz, 1985, p. 273

JOBIN, P.-G., «Comment résoudre le casse-tête d'un groupe de contrats», 2012 46 *RJT* 9

JOBIN, P.-G., «L'équité en droit des contrats», dans Pierre-Claude LAFOND (dir.), *Mélanges Claude Masse*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2003, p. 471

JOBIN, P.-G., «La réforme du droit des obligations. Prospective générale», (1989) 30 *C de D* 557

JOBIN, P.-G., «Les clauses abusives», (1996) 75 *R. du B. can.* 503

JOBIN, P.-G., «La révision du contrat par le juge dans le *Code civil*», dans Ernest CAPARROS (dir.), *Mélanges Germain Brière*, Montréal, éditions Wilson & Lafleur, 1993, p. 399

JOBIN, P.-G., «La stabilité contractuelle et le Code civil du Québec : un rendez-vous tumultueux», dans *Mélanges Paul-André Crépeau*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1997, p. 417

JOBIN, P.-G., «Coup d'œil sur les multiples facettes de l'intervention du juge dans le contrat», (2006) 47 *C. de D.* 3

LANGÉVIN, L. et N. VÉZINA, coll. de droit 2013-2014, Chapitre III - L'exécution de l'obligation, Cowansville, éditions Yvon Blais, 2013

LAUZIÈRE, L., «Le sens ordinaire des mots comme règle d'interprétation», (1987) 28 *C. de D.* 367

LAVABRE, C., «Éléments essentiels et obligation fondamentale du contrat», *R.J.D.A.*, 1997.4.291

LEFEBVRE, B., «L'évolution de la justice contractuelle en droit québécois : une influence marquée du droit français quoique non exclusive», dans Jean-Louis NAVARRO et Guy LEFEBVRE (dir.), *L'acculturation en droit des affaires*, Montréal, Éditions Thémis, 2007



LEBEL, L., «Incertitudes contractuelles, incertitudes judiciaires», dans Claude FABIEN et Benoît MOORE (dir.), *Les conférences Albert Mayrand*, Montréal, éditions Thémis, 2012, p. 87

LEBEL, L. et P.-L. LE SAUNIER, «L'interaction du droit civil et de la common law à la Cour suprême du Canada», (2006) 47 *C. de D.* 179

LLUELLES, D., «Effets du contrat», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 7, Montréal, LexisNexis Canada, à jour le 7 juillet 2012

MASSE, C., «La responsabilité civile», dans *La réforme du Code civil. Obligations, contrats nommés*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1993, p. 235

MAZEAUD, D., «clauses limitatives de réparation : les quatre saisons», D. 2008 1776

MAZEAUD, D., «Les dix commandements du droit français contemporain des contrats», dans *conférence Roger-Comtois*, 2005, Montréal, éditions Thémis, 2006

MOORE, B., «À la recherche d'une règle générale régissant les clauses abusives en droit québécois», (1994) 28 *R.J.T.* 177

MOORE, B., «Le contrôle des clauses abusives: entre formation et exécution du contrat», dans Benoît MOORE, (dir.), *Mélanges Jean Pineau*, Montréal, éditions Thémis, 2003, p. 461

MOORE, B., «Les clauses abusives: dix ans après», (2003) 63 *R. du B.* 59

MORIN, M., «Dualisme, mixité et métissage juridique : Québec, Hong Kong, Macao, Afrique du Sud et Israël», (2012) 57 *R.D. McGill* 645

PICARD, M. et A. PRUDHOMME, «De la résolution judiciaire pour inexécution des obligations», RTDCiv. 1912, p. 66

PINEAU, J., «Existence et limites de la discrétion judiciaire dans la formation et l'exécution du contrat», dans *Barreau du Québec, Développements récents en droit commercial (1996)*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1996, p. 1

PINEAU, J., «La discrétion judiciaire a-t-elle fait des ravages en matière contractuelle ?», dans *Barreau du Québec, La réforme du Code civil, cinq ans plus tard*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1998, p. 141

PINEAU, J., «Les pouvoirs du juge et le nouveau Code civil du Québec», dans *Mélanges en l'honneur de Roger Perrot*, Paris, éditions Dalloz, 1996, p. 363

POPOVICI, A., «Des obligations : variations utiles et futiles sur le concept d'obligation», dans Marie-France BUREAU et Mathieu DEVINAT (dir.), *Les livres du Code civil du Québec*, Sherbrooke, éditions Revue de Droit de l'Université de Sherbrooke, 2014, p. 155

POPOVICI, A., «Libres propos sur la culture juridique québécoise dans un monde qui rétrécit», (2009) 54 *R.D. McGill* 223

POPOVICI, Al., «La fiducie québécoise, re-belle infidèle», dans Alexandra POPOVICI, Lionel SMITH et Régine TREMBLAY (dir.), *Les intraduisibles en droit civil*, Montréal, éditions Thémis, 2014, p. 129

POUDRIER-LEBEL, L., «L'interprétation des contrats et la morale judiciaire», (1993) 27 *R.J.T.* 581

ROLLAND, L., ««Qui dit contractuel, dit juste.» (Fouillée) ... en trois petits bonds, à reculons», (2006) 51 *R.D. McGill* 765

THUNIS, X., «Une notion fuyante : l'obligation essentielle du contrat», dans *Mélanges offerts à Marcel Fontaine*, publications FUNDP, éditions Larcier, 2003, p. 521

VÉZINA, N., «Cas d'exonération et partage de responsabilité en matière contractuelle», JurisClasseur Québec, coll. «Droit civil», *Obligations et responsabilité civile*, fasc. 31, Montréal, LexisNexis Canada, à jour au 1<sup>er</sup> avril 2014

VÉZINA, N., «Réactions judiciaires à quelques nouveautés du droit des obligations», dans *Barreau du Québec, Développements récents en droit civil (1995)*, Cowansville, éditions Yvon Blais, 1995, p. 7